

Le Monde

idées

VIOLENCES

Des discours qui font mal

NOTRE société s'est tellement habituée à l'idée de la violence que celle-ci n'arrive, désormais, à l'ébranler que « gracieusement ». Des événements récents l'ont démontré.

Est-ce à dire que la violence est justifiable si on sait lui assigner une quelconque finalité, particulière ou collective ? Interrogation qui n'est pas de pure forme. Tout démontre en effet que les discours de complaisance sur la violence ont amené une pratique quotidienne de la violence comme discours.

L'apologie quasi systématique des comportements d'agression, la compréhension poussée jusqu'à l'absolue, l'effacement et, au fond, l'admiration de la « classe intellectuelle » ou sa nostalgie devant des conduites d'instinct n'ont pas, évidemment, créé le phénomène de violence, mais l'ont légitimé. Ils ont rendu culturel ce qui n'était que naturel. Processus qui aboutit, en définitive, à faire passer la violence pour une expression naturelle de l'humanité.

Sur le plan opérationnel, les « semeurs de tempêtes » — comme ils savent faire lever des orages, des révoltes, ils est vrai, épargnent ! — ont inventé, au moins, deux mythes qui ne cessent

par PHILIPPE BILGER (*)

sent pas, au sens propre, de faire mal. Ainsi, celui de la divinité de la violence. Il y aurait une violence libératrice, une violence noble, une violence sublimée, de caractère politique, et une autre, sale, sordide, indéfendable, en quelque sorte la « délinquance basée ».

Cette position vise manifestement à effectuer cette conciliation, toujours renouvelée, toujours impossible, entre humanisme et terreur. L'humanisme, en réalité, c'est de refuser le dialogue entre les « bonnes » et les « mauvaises » violences ; c'est de comprendre qu'à l'impérialisme du voleur à l'arraché, du terroriste, de l'agresseur, il convient d'opposer l'impérialisme de la justice, non pas seulement cette valeur fondant l'institution judiciaire mais ségeant également au cœur de l'univers social, comme créatrice de civilisation, de pacification.

La violence est indivisible. Historique ou privée, elle détruit le même édifice fragile que des siècles ont dressé : elle ramène chacun dans un monde sans signification, où nul n'est, seulement, adversaire.

Deuxième mythe : celui de la libération de l'être. Le sens de l'histoire, le progrès de l'humanité,

seraient constitués par le débriement de soi, par la création de vastes terrains vagues psychologiques où n'importe quel aurait le droit de germer et de vivre. Retour vers les sources de l'être ?

En réalité, régression de l'état de culture, façonné par le temps, vers l'état de nature, illusion du chaos créateur. Les instincts qui échappent à la garde de la raison qui savait les rendre utiles. La possibilité, enfin, dans ce voyage incohérent au bout de ses ténèbres, dans sa nuit, de laisser parler quelque chose d'autre de soi et dont la voix résonne, étrangement — une voix sauvage et furieuse.

C'est, notamment, la violence comme discours. Tout est permis pour ces parlers de l'informel, puisque la censure est une répression de soi sur soi.

Cependant, comment ne pas reconnaître que la civilisation n'est pas le retour de l'humanité sur ses pas, avec l'abandon, au long de sa route, de tous ses acquis culturels ?

An contraire, c'est l'humanité polissant, de plus en plus, la part sombre d'elle-même, pour augmenter, ici ou là, la part de paix.

Nous avons besoin de discours et de pratiques contre la violence.

Mais qui veut, vraiment, exorciser les démons ?

(*) Magistrat.

Un nouveau type de criminels

UNE nouvelle criminalité est apparue, la plus dangereuse et la moins connue : la macrocriminalité. Cette dénomination couvre des infractions comme le génocide, la magnicide, les formes de terreur exercées par les représentants de l'Etat (dont le terrorisme administratif), le détournement d'avions, la prise d'otages, la pose de bombes, les incendies volontaires. L'énormité de ces crimes est limitée.

Ces crimes ont pour auteurs des antisociaux dont le trait essentiel est le mépris de la vie : la leur et celle des autres.

Dans l'anthropologie de Jacques Mesrine, l'un des plus achevés dans le genre, on trouve des accents de grande sincérité. Il faut le croire lorsqu'il dit : « J'ai vu mourir trop d'hommes pour croire à une cause juste dans la fait de leur mort. Ce qui est grave pour moi, c'est que maintenant la vie des autres, comme la mienne, n'a pas d'importance (1) ».

On encre : « Out, à l'âge de vingt-trois ans, j'allais faire du crime une profession. Je le savais, pour l'avoir décidé. Cette détermination était me conduire au sommet et faire de moi « l'ennemi public numéro un » de deux pays : la France et la Canada. J'allais devenir un tueur. Un de ces fauves criminels qui suppriment de sang-froid un être fait de chair et de sang, sans en ressentir la moindre sensation de culpabilité (2) ».

La cruauté exceptionnelle par laquelle ces criminels s'évadent de l'humanité est un trait commun qui n'a pas d'équivalent parmi les espèces animales. Avant de tuer Ahmed, Mesrine le torturé avec sadisme sans ressentir, déclarait-il, « émotion ni pitié ».

De même envergure était Richard Blass, l'ennemi public n° 1 du Canada. Mesrine le présente comme « un type sensible et sentimental ». Il écrit une lettre ouverte au solliciteur général pour l'avertir que, si l'unité spéciale de correction, naine à fabriquer des monstres, n'était pas supprimée, le sang allait couler à Montréal. La menace fut exécutée. Blass, accompagné par un acolyte, fit irruption dans un bar, fit sortir les amis et ennemis des autres personnes présentes dans le sous-sol. En l'arrestant d'essence, il mit le feu. Trois innocents furent ainsi brûlés vifs par cet homme « sensible et sentimental (3) ».

Dans la hiérarchie des criminalités, la distance entre la déviance et la dangerosité de ces criminels exceptionnels et celles des criminels habituels est plus grande que la distance et la dangerosité qui séparent les criminels classiques des « honnêtes gens ». La différence n'est pas quantitative mais qualitative.

par V. V. STANCIU (*)

Un autre trait est l'orgueil du cabotin. Ces individus réclament non seulement leur liberté mais aussi leur vie pour un « pari d'homme ». Et ils y réussissent.

Le goût de l'aventure est aussi caractéristique. Ils ont adopté sans le savoir la devise de Machiavel : « Vivre dangereusement ». Ils subissent la fascination du danger.

Cette catégorie des auteurs de crimes exceptionnels est, pour le moment, incompréhensible même pour les criminologues qui se débarrassent des explications-clefs et des préjugés vécus.

Si l'on ne croit pas aux théories des criminels-nés, des criminels par tendance ou du chromosome du crime, on est en effet enclin à conclure que cette supercriminalité est le produit de notre civilisation capitaliste compétitive, d'une société où règne la fascination de la force : force de l'argent, force politique ou, le cas échéant, criminelle.

Le diagnostic n'est pas tellement facile. En effet, il existe des supercriminels comme Mesrine, chez qui l'on ne trouve pas les facteurs sociologiques qui engendrent la criminalité ; ni l'héritage surprenant, ni la misère, ni l'allo-

(*) Avocat à la cour.

lisme, ni l'enfance malheureuse, ni les frustrations, ni l'injustice. Aucun des facteurs énumérés dans les livres de criminologie.

C'est pourquoi le problème est posé : C'est pourquoi la solution exige une recherche non pas d'Etat, mais encouragée par l'Etat, recherche qui n'a jamais été entreprise.

Une question à laquelle on ne peut pas répondre avant l'étude approfondie d'un grand nombre de cas peut être posée : s'agit-il de certaines anomalies individuelles ou des produits de notre société de violence ? Dans un cas comme dans l'autre, quelle que soit l'explication, qu'il s'agisse de super-criminels ou d'« experts », les quartiers de haute sécurité ne peuvent pas constituer la solution d'un problème aussi difficile.

La rigueur scientifique et l'autodiscipline qui ont découlé nous obligent à garder la sérénité et à éviter toute coloration affective d'approbation comme de désapprobation.

La suprême sagesse en cette matière est l'inscription que nous avons lue sur le fronton de la prison de Cadix : « Hors le crime, mais est pitié du criminel ».

(1) Jacques Mesrine. Ed. Lattès, 1977. p. 48.
(2) Ibid., p. 52.
(3) Ibid., p. 304.

IL EST TEMPS DE CRIER

par PHILIPPE ASSOT (*)

HOMMAGES qui vous croquez civilisés, ou vous a trompés ; vous vous êtes trompés.

Nous ne sommes pas civilisés ; nous vivons dans un monde où la barbarie existe, certes en dehors de nos frontières, mais elle existe ; nous donc, qui nous prétendons civilisés, sommes coupables d'une plus grande barbarie : celle de l'acceptation, celle de l'indifférence devant le malheur, la misère et la souffrance humaine.

Nous sommes coupables de crime contre l'humanité. Lorsqu'un meurtre est commis dans notre ville, dans notre pays, la loi punit ce meurtre et nous n'avons de cesse que le meurtre ne soit puni ; or, nous acceptons et cautionnons de notre silence les crimes perpétrés contre l'homme par l'homme.

Il n'est donc plus temps de dire « cela se passe loin » car cela se passe à notre porte ; dans un monde où les distances n'ont plus vraiment d'importance, les Russes, par exemple, sont nos voisins de palier.

Il n'est plus temps de dire

« cela ne nous concerne pas, il ne s'agit pas de notre pays » ; l'époque de chacun pour soi, de chaque peuple pour lui-même est révolue ; le principe de non-ingérence dans les affaires étrangères est ridicule et nous devons être bons citoyens ; quelle différence entre la castration d'ailleurs et l'application de décharges électriques sur les organes génitaux provoquant d'irréversibles brûlures ? Une seule différence : le progrès technique, la révolution des moyens. Les crimes nazis sont connus de tous et par tous condamnés mais combien dénoncent les crimes présents ?

Il faut donc manifester ; il ne fallait pas aller en Argentine pour la Coupe du monde, comme il ne faut pas aller en Russie.

On ne parlera de la diplomatie et des nécessités des relations internationales ; mais la diplomatie est une science du compromis, donc de l'hypocrisie et de la complicité : la France vend des armes, et ces armes tuent des innocents ; pouvons-nous dire « nous nous en lavons les mains » ? Un peuple qui se lave les mains après avoir fourni l'arme du crime est un peuple sans honneur. Si je condamne

l'indifférence des masses, je pardonne encore moins le silence des hommes au pouvoir qui sont, en principe, les représentants du peuple ; on ne serre pas, pour des raisons diplomatiques, la main d'un assassin coupable de crime envers la dignité humaine.

Nous devons donc vivre honnêtement de ce que nous justifions le crime par la raison d'Etat, de ce que nous assistons, passifs et donc complices, au spectacle de la souffrance humaine, de ce que nous sanctionnons une évolution technique et ne nous préoccuons en rien du progrès moral ; nous devons être conscients de la misère de nos arguments, de nos buts, de nos idéaux, qui ne sont que matérialistes.

Certes, les principes ici exposés sont excessifs, car d'aucune utilité pratique : je vois mal en effet leur application dans le monde moderne ; mais doit-on pour autant ne pas les suivre parce que le monde dans lequel nous vivons ne s'y prête pas ? Je pense que, pour de tels principes, on peut, on doit bouleverser une société, une civilisation, un monde. Homme, il est donc temps de crier !

LES ARMÉNIENS : DU GÉNOCIDE AU MÉTRO DE MOSCOU

Les grandes conspirations contre l'esprit

par ANDRÉ MATOSSIAN

C'EST avec un profond chagrin, mêlé à une incommensurable indignation, que nous avons appris l'existence d'un rapport établi, le 15 septembre 1978, par la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU par lequel celle-ci se propose bel et bien de nier le génocide perpétré à l'encontre des Arméniens par le gouvernement turc.

Peu de personnes s'en sont émues. Les Arméniens font rarement parler d'eux. Intégrés aux populations des pays qui ont accueilli, ils sont devenus Français, Belges, Libanais ou Américains, tout en conservant cependant une particularité : celle d'avoir conservé la spécificité de leur âme. Et si rien ni personne n'intervient avec force, si aucune autorité morale ou spirituelle, si aucun gouvernement ne s'élève immédiatement contre l'infamie de ce rapport, l'ONU, au cours d'une session de sa commission des droits de l'homme, qui est réunie à Genève depuis le 12 février, fera sienne les dires de sa sous-commission et, de ce fait, niera toute responsabilité humaine dans l'assassinat pur et simple d'un million cinq cent mille hommes, femmes et enfants, en Turquie, en 1915.

Ne nous y trompons pas : les génocides perpétrés par les gouvernements turc et nazi contre le peuple arménien et le peuple juif constituent la plus sanglante et la plus grave conspiration menée à l'encontre de l'esprit. Quelles que soient les thèses évoquées pour tenter de trouver une explication différente au comportement de ces deux gouvernements, elles ne s'attachent qu'à des prétextes et non au but poursuivi.

Dès que des conditions particulières se trouvent réunies, le souci d'efficacité entraîne souvent certaines puissances à s'acharner sur ce qui les épouvante et qui, momentanément, se trouve en position d'infériorité. Tel fut le cas des autorités turques de 1915, et des autorités nazies.

Si le but poursuivi par ces deux gouvernements était économique, il eût suffi de confisquer, au profit de l'Etat, tous les biens matériels d'une minorité avait assemblée. Il eût suffi de lois et de décrets. Or ces lois et décrets furent promulgués... mais il y eut le génocide.

Si le but poursuivi était racial, il eût suffi de protéger la pureté de la race par des lois et décrets interdisant tout mariage, tout rapport physique entre les deux communautés. Ces lois et décrets furent promulgués, et suivis d'une entreprise de stérilisation... mais il y eut le génocide.

Si le but poursuivi était d'éviter des trahisons — la Turquie et l'Allemagne étaient en période de guerre... — il eût suffi d'appliquer les lois et décrets prévus... mais il y eut le génocide.

Or, face à deux millions d'Arméniens sans aucune défense (tous les soldats d'origine arménienne avaient été désarmés), que craignent les vingt-trois millions de Turcs ? Que pouvait craindre l'Allemagne nazie d'une minorité juive dénuée, parquée dans des ghettos et des camps ? Qui, ces gouvernements dotés de la force armée et du soutien populaire, que décalaient-ils de si dangereux chez les Arméniens et les Juifs ? Les valeurs qui ne se mettent point en prison : leur âme, leur spiritualité, leur intelligence.

Peut-être craignaient-ils également que, un jour, un homme issu de leur peuple comprenne que cet Arménien perché comme une bête, ce Juif qu'on lui montre du doigt, enfermé dans son ghetto, est avant tout comme lui, un homme. Et que, ayant pris conscience, il ne mette en doute l'ordre établi. Pour éviter cela, et détruire à jamais l'âme d'un peuple, il fallait donc à tout prix faire disparaître le corps du délit. Car, en Turquie et en Allemagne, de 1915 à 1940-1945, avoir une âme constituait un délit !

La Turquie musulmane était hostile à ce peuple arménien qui fut l'un des premiers à embrasser la religion chrétienne, et demeura, tout au long des âges, l'un de ses plus fidèles soutiens. L'Allemagne nazie était hostile à la conscience juive dans sa religion, alors qu'elle-même n'attendait que la « victoire » pour répandre en Europe ses propres doctrines « religieuses ».

Si la voix des Arméniens, comme celle de tout être humain, n'était pas écoutée, si l'ONU devait enterrer le rapport de sa sous-commission niant un génocide indéniable, nous assisterions au couronnement des forces du mal. Lorsque non seulement le crime demeure impuni et les traités internationaux lettre morte, mais que, de surcroît, toute page sanglante de l'histoire d'une nation est gommée, effacée, oubliée ou, pire, rayée d'un trait de plume par les instances internationales, cela signifie que la conscience humaine et le devenir de l'homme sont précipités dans les abîmes.

Il nous est revenu que le délégué de la France à cette sous-commission ne s'est pas opposé à ce rapport du 15 septembre 1978. Alors nous osons : « Non, ce n'est pas possible, pas la France ! ».

Nor Seround

par GABRIEL MATZNEFF

LES trois patriotes arméniens tués le 30 janvier à Moscou n'auront pas occupé longtemps la « une » des journaux. Les Arméniens n'ont jamais été des morts intéressants. Même lorsqu'on en massacre plusieurs millions d'un coup, l'hypocrisie des chancelleries et l'indifférence des peuples ont tôt fait de jeter sur ce drame le manteau de Noé. Le génocide, c'est comme le métré : il y a la première et la seconde classe. Les morts arméniens sont des morts de seconde classe. Shepaz Zakharian, Hagop Stepanian, Zaven Baghdassarian, écrivains vite ces noms, avant qu'ils ne s'effacent dans l'oubli.

Cette insensibilité aux souffrances arméniennes a une double origine : d'abord, les Arméniens ne savent pas organiser leur publicité ; ensuite, ils sont d'indurcibles pacifistes. Ce sont des valeurs qui ne donnent pas. Pour servir une cause, les martyrs doivent être exploités et vengés. Sinon, ce sont des victimes inutiles. Or, ni l'impudence ni la violence ne sont arméniennes. Les Arméniens sont des gens discrets et doux. A en croire les Bédouins, le royaume des cieux est à eux. Soit, mais l'histoire leur échappe, qui est faite par les peuples et les brutes.

La révolte arménienne a cependant connu ses heures de gloire : ainsi, la prise de la Banque ottomane de Constantinople à la fin du siècle dernier, ou, plus récemment, l'occupation de Talat Pacha, le Himmier turc. Alors, le monde entier parlait des exploits des combattants arméniens. D'où à conclure que le pouvoir est au bout du fusil, et que seule la violence n'est pas payante. Il n'y a qu'un pas.

Ce pas, nous ne nous sentons pas le droit de le franchir. Le cardinal de Retz écrit : « Les philosophes sont toujours comptés pour rien, parce qu'ils ne mettent jamais le main à la hallebarde ». En réalité, les philosophes font bien plus : ils mettent la hallebarde dans la main des autres. Les intellectuels aiment à jouer les boutefeux, à descendre dans la rue par idéologie, à interpeller et à trampler leur plume dans le sang de leurs infortunés disciples. Il y a là un usage assez répugnant de l'écriture et de l'influence qu'elle peut exercer.

Les Arméniens de la nouvelle génération — dans leur langue, « nouvelle génération » se dit nor seround — n'ont, pour agir, nul besoin de nos conseils. Ils doivent néanmoins se souvenir que ce sont les impérialismes étrangers — hier l'anglais et le français, aujourd'hui le soviétique et l'américain — qui ont poussé les peuples du Proche-Orient dans la voie de la révolte armée. Les Arméniens, les Israéliens, les Palestiniens et les autres sont les héritiers d'une situation qu'ils n'ont ni voulue ni créée. Dans cette région du monde, les premiers terroristes sont les grandes puissances qui, après la victoire de 1918, ont cyniquement trahi leurs promesses, et trahir les nations longtemps subjuguées par les Turcs de leurs droits. En 1920, les signataires du traité de Sévres ont reconnu de jure l'Arménie comme un Etat libre et indépendant. Ce sont les violences des forces qui réduisent les faibles à la dissidence.

Le Monde DE L'EDUCATION

Numéro de février

6 francs

Le Monde

LA REVOLUTION EN IRAN

PAR L'AYATOLLAH KHOMEINI

La reprise du travail d'urgence

spécial

Le 17 février 1979, le jour de la reprise du travail d'urgence, les rues de Téhéran étaient remplies de foules enthousiastes. Les travailleurs, les étudiants, les fonctionnaires, tous se réunissaient pour célébrer la victoire de la révolution islamique. Les rues étaient décorées de bannières et de drapeaux, et l'air était chargé d'une atmosphère de joie et de fierté. Les gens se serraient les uns contre les autres, se félicitaient et se donnaient la main. Les enfants couraient dans les rues, et les femmes portaient des vêtements modestes et sobres. C'était une véritable fête nationale, une célébration de la victoire sur le régime impérialiste et corrompu du Shah. Les gens se sentaient libérés, libérés de la peur, de la corruption, de la misère et de l'oppression. Ils se sentaient enfin libres de vivre selon leurs propres valeurs et principes. La révolution avait apporté un changement radical dans la société iranienne, et les gens le sentaient. Ils étaient fiers d'être iraniens, fiers de leur culture, de leur religion et de leur pays. Ils étaient fiers de leur rôle dans la révolution, et ils étaient fiers de leur contribution à la construction d'une nouvelle Iran, une Iran plus juste, plus équitable et plus libre.

Le particulier de l'Azerbaïdjan

La révolution en Azerbaïdjan a été une véritable épopée. Les Azerbaïdjais ont lutté vaillamment pour la libération de leur pays, pour la libération de leur peuple. Ils ont affronté de nombreuses difficultés, de nombreuses épreuves, mais ils ont toujours été fidèles à leurs principes et à leurs valeurs. Ils ont toujours été fiers de leur identité nationale, fiers de leur culture et de leur religion. Ils ont toujours été fiers de leur rôle dans la révolution, et ils ont toujours été fiers de leur contribution à la construction d'une nouvelle Azerbaïdjan, une Azerbaïdjan plus juste, plus équitable et plus libre. La révolution a apporté un changement radical dans la société azérianne, et les Azerbaïdjais le sentaient. Ils étaient fiers d'être azérianes, fiers de leur culture, de leur religion et de leur pays. Ils étaient fiers de leur rôle dans la révolution, et ils étaient fiers de leur contribution à la construction d'une nouvelle Azerbaïdjan, une Azerbaïdjan plus juste, plus équitable et plus libre.

Les revendications des fedayins

Les fedayins ont joué un rôle crucial dans la révolution iranienne. Ils ont sacrifié leur vie pour la libération de leur pays, pour la libération de leur peuple. Ils ont affronté de nombreuses difficultés, de nombreuses épreuves, mais ils ont toujours été fidèles à leurs principes et à leurs valeurs. Ils ont toujours été fiers de leur identité nationale, fiers de leur culture et de leur religion. Ils ont toujours été fiers de leur rôle dans la révolution, et ils ont toujours été fiers de leur contribution à la construction d'une nouvelle Iran, une Iran plus juste, plus équitable et plus libre. La révolution a apporté un changement radical dans la société iranienne, et les fedayins le sentaient. Ils étaient fiers d'être iraniens, fiers de leur culture, de leur religion et de leur pays. Ils étaient fiers de leur rôle dans la révolution, et ils étaient fiers de leur contribution à la construction d'une nouvelle Iran, une Iran plus juste, plus équitable et plus libre.

La révolution en Azerbaïdjan

La révolution en Azerbaïdjan a été une véritable épopée. Les Azerbaïdjais ont lutté vaillamment pour la libération de leur pays, pour la libération de leur peuple. Ils ont affronté de nombreuses difficultés, de nombreuses épreuves, mais ils ont toujours été fidèles à leurs principes et à leurs valeurs. Ils ont toujours été fiers de leur identité nationale, fiers de leur culture et de leur religion. Ils ont toujours été fiers de leur rôle dans la révolution, et ils ont toujours été fiers de leur contribution à la construction d'une nouvelle Azerbaïdjan, une Azerbaïdjan plus juste, plus équitable et plus libre. La révolution a apporté un changement radical dans la société azérianne, et les Azerbaïdjais le sentaient. Ils étaient fiers d'être azérianes, fiers de leur culture, de leur religion et de leur pays. Ils étaient fiers de leur rôle dans la révolution, et ils étaient fiers de leur contribution à la construction d'une nouvelle Azerbaïdjan, une Azerbaïdjan plus juste, plus équitable et plus libre.

سید محمد الیاس

La reprise du travail s'amorce

Téhéran. — Le Bazar et les magasins ont rouvert leurs portes, redonnant à la capitale une animation paisible, dont elle avait perdu l'habitude. Les fonctionnaires ont repris le chemin de leur bureau, les ouvriers celui des usines. L'ayatollah Khomeiny et le premier ministre, M. Bazargan, avaient, il est vrai, multiplié, ces derniers jours, les appels en faveur de la reprise du calme. Ils ont fait cependant une concession au fedayin : les enfants ne retourneront à l'école que mardi, pour permettre aux professeurs de se concerter avec le ministre de l'Éducation, afin d'organiser du nouvel enseignement et la façon de le dispenser.

La reprise du travail n'a pas été la fête que souhaitait M. Bazargan. Elle s'est déroulée dans un climat de gravité, d'émotion et d'inquiétude : l'annonce de l'exécution des généraux Nassiri, Rahimi, Najl et Khosrowdadi et la mise en jugement de plusieurs autres ont produit un énorme choc sur la population. Elle constate aussi que, à la suite de la pression exercée par les fedayin et les comités de base, le mouvement est entré dans une nouvelle phase.

Pour obtenir l'extinction des groupes armés d'extrême gauche, le Conseil de la Révolution animé par l'ayatollah Khomeiny a autorisé la liquidation de l'ancien régime de façon à frapper les chefs militaires qui seraient tentés de résister. Il a ordonné la confiscation de tous les biens de tous les membres de la famille Fakhri, dont le fils aîné, le prince Achriyaz, fils de la princesse Achrai, sœur jumelle du chah, et, surtout, il a commencé à passer par les armes les dignitaires du régime impérial. La défection du prince Achriyaz, la défection des exécuteurs. Finalement, elle s'est contentée de raconter la scène en montrant les photos publiées par les journaux : les quatre généraux, les deux soldats protégés par une classe d'élite, pendant le jugement mains liées derrière le dos, une pancarte épinglée sur la poitrine, puis leurs cadavres étendus au sol, les photos des journaux du lendemain publiant aussi les photos de quinze généraux et de cinq civils qui ont été jugés et tués, pour la plupart, devraient, dit-on ici, être exécutés. Le prince Achriyaz, le prince M. Bakhtiar, ancien premier ministre, ne figurent dans ce groupe.

La Voix de la révolution (radio et télévision) a expliqué que le procès des généraux accusés de « tortures, massacres, trahison et corruption » n'était qu'un « jeu de manège » et qu'il poursuivait jusqu'à 14 heures. Le verdict a été soumis à la délibération de trois juges du ministère de la justice et de quinze juristes. Les juges ont déclaré les généraux, les yeux bandés, dans la cour de l'école de filles Refa qui fait partie de l'ensemble de bâtiments où siège le Comité des Rayokhien Khomhien. Ils ont été exécutés par 40 par des rafales de mitrailleuses. La Voix de la révolution a précisé que, selon les témoins, seul le général Khosrowdad, connu pour son caractère doux, avait dit : « Je ne sors que les autres » tremblant et pleurant de peur ».

Ces émotions ont soulevé une grande émotion dans les familles qui ont collaboré de près avec le régime, mais aussi dans les milieux libéraux et dans les milieux de la profession française pour la défense des libertés et des droits de l'homme, qui déplorent la façon expéditive et qu'on ne peut pas qualifier de démocratique, de la procédure de la décadayn, qui ne procède et qui n'est pas sans évoquer les méthodes du défunt régime. Elles n'ont pas non plus empêché les décadayn de continuer à travailler, dans le fédératif, qui les compaies soient traduits devant des « tribunaux populaires » qui seraient un caractère exemplaire. Ils regrettent, en outre, et ils ne sont pas les seuls, que le régime de la décadayn n'ait pu faire des aveux publics et des révélations que tout le monde attendait sur les dessous du

Vendredi, le meeting des étudiants du Monde du 17 février s'était prolongé jusqu'à 13 heures à l'université de technologie, après quoi cinq mille personnes (dix mille selon les journaux, vingt mille selon les organisateurs) ont marché jusqu'à l'université de médecine. Ils se sont dirigés vers le Comité Khominey. Poing levé, portrait de l'ayatollah en tête et rythmant leur marche en frappant du pied, ils scandaient : « Nous voulons une armée du peuple, une armée pure », « Nous voulons l'ayatollah », « Nous voulons l'ayatollah », « Nous voulons l'ayatollah ». Pts. de télex

mique ! », « Pas de censure islamique ! », « Le nouveau gouvernement est un gouvernement de bazar, de commerçants, de capitalistes, qui ne répond pas aux idéaux des travailleurs ! ». Ils se sont heurtés aux milices armées du « Comité révolutionnaire islamique ».

[illegible]

Ces déclarations n'ont convaincu qu'à moitié les fedayin. Ces derniers, forts des succès de ces jours, maintiennent leur présence dans la zone. Le samedi un nouveau meeting, cette fois dans un quartier populaire. Ils ont également marqué un point à propos de la restitution des armes. Un compromis a été trouvé. Les fedayin, les moudjahidin et le Comité révolutionnaire islamique sont convenus de coopérer à sein d'une commission de coordination à cet effet. Il n'y a pas de mise en demeure aux fedayin.

La population s'est aussi émue des événements de Tabriz, qui auraient fait sept cents victimes au cours de trois jours de révoltes. Les habitants de cette ville (téléphone coupé, routes fermées), des versions contradictoires ont été données par les journaux. Les incidents ont éclaté mardi soir, l'ayatollah Khomeini a lancé un appel aux habitants de Tabriz pour « qu'ils se soulèvent et s'opposent à l'occupation étrangère et à la tyrannie qui provoquent des désordres ». Il a ajouté : « L'armée et l'extrême force de sécurité ont mis la main dans la main. Le peuple doit se lever et résister. » (Le Monde, 12 septembre 1978, page 1).

Le Comité Khomeini avait alors accusé des agents armés de la SAVAK « de tuer des gens, d'envoyer des agents publics, d'arrêter des habitants ».

Il semble toutefois que les choses se soient passées différemment. Capitale de l'Azerbaïdjan, Tabriz est une ville « dure » où les forces de gauche sont importantes et décidées, et où l'armée a toujours réagi avec vigueur pour s'opposer à toute velléité de séparatisme de la population que l'Union soviétique pourrait travailler en sous-main. En fait, cette province a soutenu le mouvement révolutionnaire. Elle pourrait réclamer par la suite le respect de son particularisme.

C'est à Tahrir également que l'armée a constitué un des principaux centres de résistance au nouveau gouvernement. Les combattants auraient opposé des milliers de déserteurs soutenus par la population d'une partie de l'armée. Les déserteurs auraient refusé de rendre leurs armes et de regagner leurs casernes tant qu'une purge n'aurait pas épuré les unités bastes à Tahrir et dans l'Asseelbidjan. De son côté, Fayatollah Charizat Msadadi, qui est originaire de cette province, a déclaré que les autorités ont fourni des armes aux habitants pour qu'ils puissent se défendre « contre les agents de l'ancien régime ».

● Le chah d'Iran, qui s'est installé le 15 février dans un palais royal de Rabat très strictement protégé, envisageait de proclamer son abdication l'été du moins si ses anciens membres de l'Associated Press, affirmant, en ajoutant que le souverain souhailte « limiter l'effusion de sang en arrêtant la résistance de certains de ses partisans ». Farailleurs, selon les mêmes sources, le chah avait ressenti comme un coup terrible « l'exécution des quatre généraux passés par les armes à Téhéran.

LA GUERRE CIVILE AU TCHAD

Le général Malloum ne semble plus en mesure de rétablir la situation

laire, après du haut-commandement, du général. La plupart des observateurs sur place se demandent si le chef de l'Etat n'a pas d'ores et déjà trop « perdu la face » pour pouvoir négocier avec son premier ministre. En tout cas, une délégation envoyée par le président soudanais et conduite par un ministre d'Etat de Khartoum, M. Iseldine Hamid, est arrivée vendredi à N'Djaména pour tenter une conciliation.

Depuis le début des combats, tous les témoignages insistent sur la corrélation et le « discipline » des forces fidèles au premier ministre. Jeudi et ven-

SECON LE

Les troupes de M.

Une atmosphère de tristesse et de gravité régnait vendredi après-midi 15 février parmi la petite foule de parents et d'amis, qui, dans le hall de l'aéroport Charles-de-Gaulle, attendait l'arrivée de cent quarante-neuf Français — pour l'essentiel des femmes et des enfants — comossant le pre-

mier contingent de réfugiés du Tchad chassés par la fureur des combats, et où quatre expatriés venaient de perdre la vie.

Droite et digne, une jeune femme brune pleure en silence. En appelant, inquiète, vendredi matin, la permanence téléphonique du Quai d'Orsay, elle a appris la terrible nouvelle : sa mère, Mme Jeannine Payet, professeur d'anglais, a été tuée à Ndjamena. Elle attend son père et son frère. Ceux-ci sont à bord du DC-8 de l'armée de l'air qui vient d'atterrir à Roissy.

Un autre professeur, M. Jean-François Gilbert, a été atteint d'une balle perdue, alors qu'il sillonnait la capitale dans un véhicule militaire pour prendre

dredi, les officiers français, les journalistes et les ambulanciers de la Croix-Rouge ont pu constater qu'aucun pillage n'avait été commis dans les quartiers contrôlés par ces forces.

D'ores et déjà, quelque cinquante soldats et volontaires européens avaient été évacués par des Transal, vendredi après-midi, de N'Djamena vers Libreville. Les renforts de l'armée française, qui doivent participer aux opérations d'évacuation, sont attendus samedi et dimanche soir, de jeudi à vendredi. Il s'agit d'une compagnie du 8^e R.F.I.M.A. (régiment parachutiste de l'in-

S PREMIERS

Hissène Habré l'ont

des nouvelles de ses collègues. Il était président de l'association des enseignants coopérants. Sa jeune épouse est accueillie par des amis qui lui apportent réconfort. Les deux autres victimes sont un pilote civil de la compagnie Air-Tchad, M. Ledain, et un militaire du 3^e RIMA (Régiment d'infanterie de marine), tué à Abéché dans la nuit de mercredi à jeudi.

Les témoignages des premiers rapatriés permettent de se faire une idée assez précise de la situation à NDjamena. Depuis plusieurs semaines, la communauté française — quelque trois mille sept cents personnes — redoutait l'explosion de violence. Le climat politique se dégradait, des rumeurs circulaient chaque nuit ou presque, ponctuant les règlements des comptes qui opposaient les soldats des deux clans — de M. Mal-

[illegible]

Après l'alerte qui avait, en avril 1978, provoqué un premier exode, le quartier européen fut découpé en plusieurs secteurs. Des responsables avaient été désignés. « Aussi étions-nous quelque peu organisés », explique Mme Danhoo-rebeke, dont le mari, un employé de la compagnie aérienne U.T.A., se trouve toujours à Ndjamena. « Nous sommes partis en convoi

anterie marine), stationnée à Libreville, et d'un peloton du 3^e REC (régiment étranger de cavalerie), qui était basé à Ati, localité du centre du Tchad.

Le département d'Etat a annoncé que les Etats-Unis ont décidé l'évacuation des soldats soixante-dix ressortissants américains de Ndjamena. Il a confirmé la mort d'un citoyen américain, M. Suhre, pilote dans une société privée. Les services des Nations unies ont annoncé l'ordre d'évacuer dans quelque cent cinquante fonctionnaires internationaux résidant dans les pays... (A.F.P., Reuter, A.P.).

RAPATRIÉS

nettement emporté

avec plusieurs familles, en agitant des drapeaux blancs. » La grande majorité des résidents français de N'Djamena sont aujourd'hui regroupés à l'aéroport, sous la protection de l'armée française, dont on s'accorde généralement à reconnaître l'efficacité. Le premier Transal a quitté N'Djamena jeudi après-midi, pour Libreville. Dans la capitale gabonaise, le pont aérien a débuté vendredi matin, avec l'envol du premier DC-8. Deux autres appareils étaient attendus samedi à Boissy

De l'avis général, les combats ont été très violents, avec de nombreux morts et blessés, des milliers de réfugiés, des ruines, des villages incendiés, des roquettes, mitrailleurs, hélicoptères, bombardements aériens. Malgré cela, la communauté française est restée calme. Autre sentiment largement partagé : les quartiers africains de NDjamena « elle est la capitale » ont subi le plus grand coup souffert. Il y aurait eu plusieurs centaines de morts parmi la population civile tchadienne : « Un vrai génocide », dit-on. Ce lourd bilan est impossible à vérifier. Quant à l'issue des combats, elle est incertaine. Le premier ministre, sorti vainqueur malgré l'infériorité numérique dont souffre son armée.

Visiblement la compatibilité et la résolution des PAN (Forces armées du Nord) ont fortement diminué. Les renseignements militaires moins, elles se sont gonflées de groupes de partisans infiltrés, quasi officiellement dans la capitale. Les fictions du premier conflit mondial ont même séduit les réfugiés, d'année agressive envers la population européenne. « Certains ont même rendu visite à des familles françaises pour les informations en provenance de l'intérieur du pays — où vivent quelque quatre mille Français — principalement en Alsace, dans le sud-est, de renseignements fragmentaires. Une chose est sûre : la ville d'Abbece, encerclée depuis plusieurs semaines par les partisans de M. Kist, n'a pas encore subi de coup de main, preuve de contrôle.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

L'Algérie durcit son attitude à l'égard du Maroc

De notre correspondant

Alger. — M. Bouetflicka, ministre algérien des affaires étrangères, a répondu jeudi 15 février à la lettre que lui avait fait parvenir son collègue marocain, M. Bouhassène, le 12 février, au sujet de l'attaque de Tan-Tan par le Polisario (Le Monde daté 4-5 février). Le responsable marocain soulignait que « les territoires du Sahara occidental ne trouvaient pas plus attaqués et délibérément violés par des forces dirigées, organisées et équipées par l'Algérie » et qu'il était « évident que l'Algérie ne retourne M. Bouetflicka, dont le message a été publié par l'A.P.S., la déception de voir votre gouvernement impliquer en toutes lettres l'Algérie dans un conflit qui n'est en fait qu'indirectement — dans la guerre qui oppose le Maroc au peuple du Sahara occidental. (...) L'Algérie a été le théâtre d'un problème de décolonisation un caractère de différend bilatéral et de brandir périodiquement la menace d'un prétendu droit de suite de ce pays à mémoire contre mon pays ».

Reposons les accusations maccabées, le ministre rétorque qu'il n'a pas été attentif à l'intégrité de son territoire et à l'invulnérabilité de ses frontières pendant qu'il était ministre des colonies d'autres pays, au lendemain frère et voisin à la fois, référence à la déclaration du président de la République du 17 août 1918 proclamant que « jamais un seul soldat algérien n'avait franchi ses frontières » (1). Il se défend d'avoir été attentif à la position à M. Giscard d'Estaing, mais il n'a pas été attentif en Mauritanie et le virage pris par Paris qui semble s'orienter vers une véritable neutralité à l'égard du Front libyen, l'attitude de la France à Alger d'un mauvais œil. Le quotidien de langue arabe, *Chadad* estime dans une chronique du 17 août 1918 que le régime de Paris a récemment fait le rôle positif dans la mesure où elle possède plusieurs cartes pour faire pression sur le régime de Tripoli (2).

M. Boucetta ayant fait référence, dans sa lettre, à la rencontre avec *« profiteurs et débauchés »* à l'instar de son collègue et le chef de l'Etat algérien défunct, rencontre que *« seul l'état de santé du président Boumedienne a empêché de voir »*, M. Boucetta assure *« en son âme et conscience »* que telle n'est pas la vraie raison de cette annulation de la rencontre. Les divergences entre les deux pays, *« non seulement sur la question du Sahara occidental mais aussi sur les problèmes de l'Algérie et du Maroc »*, *« n'ont pas empêché »* le nouveau *« ambassadeur d'une politique de duplicité et d'équivoque, écrit-il, que le président Boumedienne, voyant que le Maroc n'avait pas abandonné autour de l'O.L.P. les pays du Front de la résistance et de la liberté, rencontrait immédiatement le roi du Maroc qui venait de lui offrir la médaille de la foi, la politique du Caïre en recevant le président Sadat »* à son retour de Camp David.

Les succès du Polisario

Le ton du message de M. Bouffetta est sensiblement plus dur que celui de la lettre envoyée au souverain marocain par le président Boumedienne en octobre. Il est vrai qu'entre-temps, le Polisario a marqué de nouveaux points sur le plan diplomatique. Aux Nations

« Les problèmes du Sahara occidental sont devenus de plus en plus importants et de plus en plus considérables ». A-t-il ajouté et répondu à une question sur son sujet. Il a laissé entendre que le Sahara occidental avait été l'un des principaux sujets de conversation lors des deux entretiens qu'il eurent avec le roi Hassan II. M. Châcaud d'Estaing, et qu'on ont porté « sur les problèmes régionaux et les problèmes actuels »

**« La formule fédérale conduirait
à la dislocation du pays »**
nous déclare M. Abba Siddick
secrétaire général du Froinat « originel »

M. Abba Siddick, secrétaire général du Front Libération national du Tchad (Frolinat), « origines », comme il se qualifie lui-même, résidant à Alger, a été appelé, hier, à l'Assemblée nationale, pour répondre à nos questions.

En sortit, lors de la nomination de M. Abba Siddick au poste de premier ministre, nous dit-il, « j'avais parlé de masaracade politique. Les faits m'ont donné raison. C'est la politique de ce car-naud sanglant qui s'agit. C'est ceux qui sont à l'origine des combats », n'ont, lui-même, dit-il, « rien fait pour que de confisquer le pouvoir à leur profit exclusif. L'un et l'autre se moquent totalement de la vie des populations de ce territoire du pays, et qui que soit le vainqueur de l'affrontement en cours, celles-ci en sortiront dévastées ».

— Sans préjuger l'issue des combats, combattants espouffés-vous les premiers exodes d'insurgés ?

— C'est un mystère. Mais il y a tellement d'autres points obscurs dans toute cette affaire que je ne puis que vous recommander que des comités aient été créés, que des conseillers militaires français soient présents à la fois aux côtés du président de la République et de nos généraux. Alors que les troupes françaises auraient dû, par leur seule présence, exercer un rôle dissuasif ?

— Entendez-vous que la France n'a pas été neutre dans ce conflit ?

— La France a accepté la Charte fondamentale. Elle s'est donc implicitement portée garante de son application, elle a garanti que les Français ne se comportent plus au Tchad en tuteurs coloniaux.

— Que pensez-vous de la formule fédérale pour votre pays ?

— Je suis totalement opposé à toute forme de fédéralisme. Le contexte ethnique, religieux, politique et social de notre pays ne permet pas d'enseigner d'autres formules que celle d'un État unitaire. Cela divisionnerait le pays et constituerait une menace pour la stabilité du pays. Elle conduirait même à la dislocation du Tchad et constituerait de ce fait un secteur de « déstabilisation » pour l'Afrique centrale tout entière. Les responsables politiques tchadiens vous semble-t-elle dignes de ces responsabilités politiques ?

d'intérêt ?

— Le début des combats est une telle initiative aurait pu porter des fruits. A l'heure actuelle, comment mettre fin à l'incompréhension ? Il faut un dialogue entre le premier ministre et le président de la République, et comment calmer les ambitions du premier ministre ?

— Les multiples-rons à une telle rencontre ?

— A priori je n'y mets pas hostile car... Je ne suis pas sûr.

— Mais les prochains entretiens entre M. Giscard d'Estaing et le président Nemery vous semblent-ils de nature à élargir un régime de ce genre ?

— Non, je n'y crois guère, parce que le Soudan n'a été jusqu'à présent concerné par l'holocauste qu'en tant que pays qui ne peut être que global. Le Soudan, le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la Libye et d'autres sont intéressés.

Propos recueillis par
PHILIPPE DECRAENE

L'U.D.F. appelle à la solidarité en faveur des régions et des personnes les plus touchées par le chômage

La première demi-journée des assises de l'U.D.F. — qui siège jusqu'à dimanche midi au Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris — n'a été marquée ni par une ferveur particulière ni par des tensions ou des critiques très vives adressées au gouvernement. Pour tout dire, le congrès dormait un peu.

La première partie des travaux portait sur l'emploi. Elle a pris fin samedi matin. Au cours de ces débats, le mot le plus souvent entendu a été « solidarité ». Il laissait présager le contenu de la motion finale sur l'emploi, mise

aux voix au fin de matinée. Dans ce document, qui a été à nouveau discuté par le conseil national de la formation dans la nuit de vendredi à samedi, l'U.D.F. propose la création, « dès 1979 », d'une « contribution de solidarité » assise sur les patrimoines supérieurs à 2 millions de francs (« le Monde » du 17 février), et permettant de financer des mesures contre le chômage. Cette proposition est assimilable à celle d'un impôt sur le capital, mesure qui inquiète tout de même certains giscardiens et

à laquelle on considérait jusque-là que M. Raymond Barre était hostile. Il semble pourtant que le premier ministre ait donné son aval à cette initiative qui a été en tout cas préparée au cours de réunions entre les responsables de l'U.D.F. et M. Monory, ministre de l'économie. M. Bernard Stasi a d'ailleurs déclaré vendredi soir que la « contribution de solidarité » équivalait « à une sorte d'impôt sur le capital visant à lutter contre le chômage ». Il a même ajouté que l'U.D.F. n'avait « pas besoin

de l'autorisation du chef du gouvernement pour avancer des propositions ».

Un tel projet de réforme, relativement audacieux, était considéré par certains des responsables de l'Union pour la démocratie française comme de nature à apaiser la mauvaise humeur des radicaux — mauvaise humeur dont témoignait en particulier l'absence de M. Servan-Schreiber — et leur souci de se montrer plus préoccupés que leurs partenaires de mesures de justice sociale.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, ouvre vendredi 15 février les travaux du congrès. « Nous sommes tous des giscardiens, lance-t-il à l'assistance, je dis bien tous. » Il ajoute : « Il n'y a à l'U.D.F. ni privilège d'antériorité, ni brevet d'authenticité, ni label d'exclusivité ».

M. Jean-Pierre Abelin, député de la Vienne, membre de la commission économique de l'U.D.F., présente le rapport sur l'emploi. Il affirme notamment la nécessité de refuser les tentations trompeuses qui sont « la relance globale de l'économie », le protectionnisme et la diminution de la durée du travail à 35 heures sans diminution de salaire. « Notre réponse, dit-il, doit être une solidarité plus grande. Une action spécifique en faveur des régions et des personnes les plus touchées est nécessaire. Elle implique des mesures d'aménagement du territoire, de décentralisation du territoire, de traitement plus local des problèmes de l'emploi et l'indemnisation des chômeurs de plus de cinquante ans. Ces mesures seraient financées par une partie de la consommation des actifs et une contribution de solidarité ».

M. Georges Domez, vice-président du M.D.S.F. et ancien député du Nord, lance un « appel à la solidarité nationale ». Après avoir constaté les erreurs de la politique économique jusqu'à ce jour, il note : « Le désengagement idéologique dans la Valenciennois ou en Lorraine était très certainement programmé depuis de nombreux mois. N'était-il pas possible dès lors d'annoncer auparavant des emplois de substitution ? (...) Personne ne sera surpris que M. Pierre Mauroy apparaisse comme l'un des sau-

veurs du Nord, alors qu'il n'a fait que prendre connaissance des décisions arrêtées en dehors de lui mais simplement parce qu'il s'est penché devant le perron de l'Élysée (...).

« Seul un impôt de solidarité nationale dont l'assiette pourrait être basée sur les grandes fortunes et dont le produit serait destiné aux travailleurs touchés par la crise peut permettre de faire face aux licenciements », M. François Guérard, député du Val-de-Marne, souligne la nécessité de favoriser l'innovation. Il propose la création « d'un fonds national d'aide à la recherche programmée aboutissant à un développement organisé et innovant, comme cela a été fait aux États-Unis par la NASA lorsqu'il lui a fallu rattraper son retard sur l'U.R.S.S. dans le domaine spatial ».

M. Henri Peretti, député de la Moselle, estime « que les excès de la protection sociale, les embauches définitives au coût prohibitif, protègent ceux qui ont déjà un emploi, mais freinent les possibilités d'embauches nouvelles ».

Mme Pasquier défend le droit au travail des femmes

M. Philippe Pontet, vice-président des clubs Perspectives et Réalités, dénonce les fausses solutions de la nationalisation, de la relance généralisée et de la création massive d'emplois dans l'administration. Il souligne « le gouvernement a refusé de faire la politique qui sauve plutôt que la politique qui plait. Soutenons-le, même si ce

n'est pas toujours facile ».

Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'État chargée de l'emploi féminin, déclare : « Depuis quelque temps, l'emploi est en butte à certaines critiques qui s'expriment schématiquement de la façon suivante : si les femmes rentrent au foyer, le chômage est résolu, le produit se redressera. Je ne suis pas sûre du tout que le retour au foyer entraînerait mécaniquement ces deux conséquences. Mais, surtout, le croire que nous n'avons pas en la matière à décider de ce qui est bon et de ce qui ne l'est pas. C'est là un choix individuel. Il ne s'agit pas d'inciter au travail, mais d'offrir pour que celles qui veulent exercer une activité professionnelle puissent le faire dans les meilleures conditions possibles ».

M. Bernard Stasi juge nécessaire une nouvelle répartition du travail, la réduction du temps de travail, la généralisation du travail à temps partiel et la réglementation du cumul emploi-retraite.

M. Hervé de Charrette, député de la Seine-Maritime, déclare en critiquant les propositions de M. Chirac : « Ce n'est ni par la relance globale de l'économie ni par l'abandon des conventions industrielles que l'on donnera des emplois aux Français, bien au contraire ».

M. de Charrette avance ensuite trois propositions : donner à toutes les entreprises de moins de cinquante salariés le statut d'entreprises artisanales (elles seront ainsi libérées de nombreuses contraintes administratives et fiscales) ; modifier l'assiette des charges sociales (ce qui provoquerait

La motion sur l'emploi

Voici le texte des principales dispositions de la déclaration de l'U.D.F. sur l'emploi adoptée samedi matin.

Dans l'immédiat, il faut indemniser et réinsérer dans la vie active les victimes de la nécessaire reconversion industrielle en faisant davantage appel à la solidarité nationale. Il est insupportable qu'une partie des Français subisse les effets de la dure reconversion industrielle qui s'impose pour préserver la puissance économique de la France, alors que le reste de la nation ne se sent pas concerné. L'U.D.F. demande qu'une contribution de solidarité, assise sur les patrimoines supérieurs à deux millions de francs, soit levée dès cette année et affectée à des actions spécifiques en faveur de tous ceux qui sont touchés par la crise en attendant que la création de nouveaux emplois puisse compenser la perte de ceux qui ont été supprimés. L'U.D.F. propose que soit aménagée l'application des principes suivants qui bloquent le développement dans les entreprises et les poussent à utiliser les services des organismes de travail temporaire : d'ouvrir le débat sur le partage du temps de travail avec les partenaires sociaux ; aménagement du travail posté par l'introduction d'une cinquième équipe ; meilleur contrôle du travail clandestin ; réglementation des cumuls de salaires et des pensions de retraite ; mesures de dissuasion visant la pratique des heures supplémentaires.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, explique, dans une lettre aux militants, pourquoi il ne participera pas personnellement au premier congrès de l'U.D.F. « J'ai été fait depuis deux mois, écrit-il, pour que les motions auxquelles on nous demandait de nous associer donnent qu'un seul pouvoir. J'ai été fait pour qu'on puisse faire des propositions de réforme, vers la social-démocratie, à l'occasion européenne, ne venant dégrader la route, comme responsable de la légitimité radicale et de notre Manifeste, porteur de l'approbation des erreurs stratégiques dans lesquelles s'enfoncent le pays ».

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, explique, dans une lettre aux militants, pourquoi il ne participera pas personnellement au premier congrès de l'U.D.F. « J'ai été fait depuis deux mois, écrit-il, pour que les motions auxquelles on nous demandait de nous associer donnent qu'un seul pouvoir. J'ai été fait pour qu'on puisse faire des propositions de réforme, vers la social-démocratie, à l'occasion européenne, ne venant dégrader la route, comme responsable de la légitimité radicale et de notre Manifeste, porteur de l'approbation des erreurs stratégiques dans lesquelles s'enfoncent le pays ».

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, explique, dans une lettre aux militants, pourquoi il ne participera pas personnellement au premier congrès de l'U.D.F. « J'ai été fait depuis deux mois, écrit-il, pour que les motions auxquelles on nous demandait de nous associer donnent qu'un seul pouvoir. J'ai été fait pour qu'on puisse faire des propositions de réforme, vers la social-démocratie, à l'occasion européenne, ne venant dégrader la route, comme responsable de la légitimité radicale et de notre Manifeste, porteur de l'approbation des erreurs stratégiques dans lesquelles s'enfoncent le pays ».

la création, selon lui, d'au moins deux cent mille emplois en cinq ans... faciliter enfin la reprise des investissements par une incitation fiscale appropriée, la procédure la plus simple étant celle de la réévaluation des bilans. Il conclut : « Il nous reste enfin à accentuer l'effort de solidarité envers ceux qui ont perdu leur emploi. La solidarité pour l'emploi, cela passe par l'effort financier des plus fortunés d'entre nous. Je comprends ceux qui proposent qu'une taxation exceptionnelle des Français mieux lotis — taxation portant sur la fortune ou sur le revenu, c'est à voir — soit organisée dès 1979 au profit du fonds spécial d'adaptation industrielle. Pour ma part, j'y souscris ».

Au cours de cette première

séance, les délégués entendent notamment aussi M. Jacques Barrot, ministre du commerce et de l'artisanat, qui met l'accent sur la nécessité d'une meilleure recherche de la compétitivité et qui estime que « le cumul emploi-retraite n'est plus acceptable ». M. André Claret-Benaud, membre de la commission économique de l'U.D.F., M. Bertrand de Maigret, député, et Eugène Claudius-Petit.

Samedi matin, le débat sur l'emploi se poursuit. On entend entre autres M. Didier Bariani, secrétaire général du parti radical, qui souligne : « Un effort de solidarité nationale s'impose. Il implique de la part des privilégiés des sacrifices certains. Notre devoir est d'expliquer à ces privilégiés qu'il faut avoir le cou-

rage d'accepter un partage plus fraternel. » Après avoir estimé que « les travaux de la commission économique de l'U.D.F. fournissent une gamme de mesures intéressantes mais encore insuffisamment volontaristes », M. Bariani affirme : « Il faut expliquer et défendre le principe d'une contribution de solidarité assise sur les patrimoines (...). Il faudrait en outre des propositions encore plus élaborées en matière de reconversion (...). La création et le financement d'emplois publics dès aujourd'hui, et notamment pour les jeunes, montreraient non seulement que la question du chômage n'est pas envisagée comme une conséquence parmi d'autres mais un mal absolu dont la thérapeutique est une ardente obligation ».

LA SITUATION AU SEIN DU P.S.

La plupart des parlementaires socialistes ont choisi leur camp

Les militants du parti socialiste vont recevoir dans quelques jours le numéro du « Poing et la Rose », bulletin intérieur de leur formation, contenant le texte des motions soumises au congrès de Metz. Ces motions sont suivies de listes de signatures qui ne correspondent pas nécessairement aux candidatures au comité directeur. En effet, conformément au nouveau règlement intérieur du P.S., des assemblées générales de courants se tiendront quinze jours avant le congrès pour arrêter les noms des candidats aux instances dirigeantes de la formation socialiste et leur place sur la liste.

Nous avons recensé ci-dessous les parlementaires et les premiers secrétaires de fédérations socialistes, motion par motion. Quelques permutations y apparaissent par rapport aux engagements pris lors de la publication des contributions. Par exemple, MM. Lavérine, député du Puy-de-Dôme, et Mathy, sénateur de Saône-et-Loire, qui s'étaient déclarés favorables à MM. Mauroy et Rocard, soutiennent à pré-

senter M. Mitterrand. Il en va de même des responsables des fédérations de la Guyane et de la Martinique. A noter aussi que le premier secrétaire de la fédération de la Meuse glisse du CERES chez le premier secrétaire, M. Mitterrand est en outre appuyé par les anciens partisans de Guy Mollet, MM. Piette et Cazelles notamment, ainsi que par M. Augustin Laurent, ancien ministre, ancien maire de Lille. M. Arthur Notebart aurait souhaité figurer sur la liste du premier secrétaire, mais ce soutien a été jugé trop « encombrant » par les amis de M. Mitterrand.

A l'inverse, M. Sainte-Marie, député de la Gironde, a rejoint sa sensibilité d'origine en quittant le premier secrétaire pour M. Mauroy. Six députés socialistes ne se sont pas encore prononcés. Il s'agit de MM. Brugnon (Aisne), Delis (Pas-de-Calais), maire de Lens, Hugnet (Pas-de-Calais), Laborde (Gers), Lavielle (Landes) et Pignion (Pas-de-Calais) qui, il y a un mois, avait toutefois signé l'appel en faveur de M. Mitterrand. — T. P.

Comment utiliser la fiscalité pour accroître la solidarité nationale ?

Aucun des orateurs intervenus pendant la première journée du congrès de l'U.D.F. ne s'est prononcé contre l'idée d'un effort accru de solidarité nationale en faveur des chômeurs, en particulier des salariés de la sidérurgie menacés de vingt mille suppressions d'emplois supplémentaires. En revanche, plusieurs intervenants, dont MM. Bariani (radical), Hervé de Charrette (P.R.) et Domez (M.D.S.F.) ont demandé que cet effort s'exerce de façon fiscale. Le chef de l'Etat avait, pour sa part, souligné la veille l'urgence de « formes [à trouver] de générosité sociale » envers les « métallos ».

La formule de motion votée par le congrès pour traduire cette solidarité est suffisamment vague pour dissimuler le désaccord entre membres de l'U.D.F. sur la méthode d'imposition à retenir. Les uns semblent privilégier comme plusieurs membres du gouvernement — de la formule suggérée en janvier par la commission d'étude d'un prélèvement sur les fortunes (« le Monde » du 14-15 janvier) : majoration des droits de succession sur les héritages importants, droits qui deviendraient progressifs (de 5 à 40 %) en fonction de la fortune laissée par le défunt et qui seraient majorés si l'héritier est lui-même fortuné et n'a pas d'enfants à charge. En revanche, l'exonération par part d'héritage serait portée de 175 000 F actuellement (en ligne directe) à environ 400 000 F.

D'autres membres de l'U.D.F., comme M. Bariani, premier signataire de la proposition de loi déposée par son parti sur le sujet, préconisent un impôt

annuel sur le capital (0,5 % entre 2 et 3 millions de francs, 1 % entre 3 et 5 millions, 1,5 % au-delà), dont l'assiette serait la valeur librement déclarée par chaque détenteur de patrimoine important. Cette formule, préconisée il y a longtemps déjà par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, s'apparente à celles des partis de gauche dont l'inspiration est identique (impôt annuel sur la valeur déclarée librement) mais dont les taux diffèrent : 0,5 % à 8 % pour le P.S., selon que le patrimoine déclaré va de plus de 2 à plus de 50 millions, 1,5 % à 8 % pour le P.C., selon que la fortune va de plus de 1 million (pour une personne seule) à plus de 15 millions.

Il semble que la sensibilité moyenne des congressistes ait été plus favorable à la formule suggérée par M. Bariani que celle avancée par les trois « sages » nommés par le gouvernement. Une autre divergence — non soulignée vendredi — existe en tout cas au sein de l'U.D.F. quant à l'opportunité d'appliquer rapidement l'imposition des grandes fortunes. Certains — dont M. Monory — craignent qu'une taxation accrue des grosses successions ne provoque une fuite de capitaux, de nature à menacer le franc, alors qu'en 1973 doit commencer à fonctionner le nouveau système monétaire européen, qui implique une assez bonne tenue du franc par rapport au D.M. De ce point de vue, le troisième débat au sein de l'U.D.F. — impôt exceptionnel en 1979 ou impôt permanent — n'est pas sans incidence sur l'avenir des relations monétaires au sein de la Communauté européenne. — G. M.

M. MARCHAIS « REPOUSSE AVEC MÉPRIS » L'ACCUSATION DE XÉNOPHOBIE

Au cours d'un déjeuner de presse, vendredi 16 février, M. Georges Marchais s'est élevé contre les accusations de xénophobie et nationalisme portées contre son parti. « Je les repousse avec mépris, qu'elles viennent de Mitterrand, Mire ou Giscard », a-t-il déclaré. « Nous sommes tous des nationalistes », a-t-il ajouté, en rappelant qu'avant les élections législatives de 1978 M. Giscard d'Estaing avait lui-même invité les Français à compenser la

puissance allemande en Europe. « Cet argument, qui semblait bon au président de la République à la veille des élections législatives, ne paraît-il plus aujourd'hui ? » a-t-il demandé.

Au fil de ses réponses aux questions des journalistes, il a observé : « Si les socialistes considéraient comme positive la conférence de presse de M. Giscard d'Estaing, c'est une grave erreur de leur part et c'est une divergence de plus entre nous ».

MOTION MITTERRAND

47 députés

MM. Andrieu (Haute-Garonne) ; Aurout (Aisne) ; Auroux (Loire) ; maire de Rouanne ; Bapt (Haute-Garonne) ; Bayou (Gironde) ; Béche (Doubs) ; Benoit (Rhône) ; Billard (Saône-et-Loire) ; Billou (Tarn) ; Cambolive (Aude) ; Cellard (Gers) ; Darinot (Manche) ; maires de Cherbourg ; Deschamps (Gironde) ; Duroure (Landes) ; Emmanuel (Landes) ; Pabou (Seine-Maritime) ; Pihoud (Drôme) ; maire de Ramonville ; Forges (Pyrénées) ; Franceschi (Val-de-Marne) ; maire d'Altfortville ; Hasebroeck (Nord) ; Henu (Rhône) ; maire de Villeurbanne ; Huyghe (Pyrénées) ; Nièvre) ; Pierre Joxe (Saône-et-Loire) ; Lagorce (Gironde) ; Lauris (Gers) ; Lavérine (Puy-de-Dôme) ; Lavérine (Moselle) ; André Laurent (Nord) ; Lemoine (Eure-et-Loir) ; maire de Chartré ; Nucci (Isère) ; Bernard et Philippe Madrelle (Gironde) ; Leclercq (Lot) ; Marchand (Charente-Maritime) ; Mermas (Isère) ; maire de Vienne ; Mexandean (Calvados) ; Henri Michel (Drôme) ; Claudiu (Gers) ; Mitterrand (Nièvre) ; Popere (Rhône) ; Quilès (Paris) ; Raymond (Haute-Garonne) ; Santrot (Vienne) ; maire de Poitiers ; Séras (Hérault) ; Vidal (Aude) ; Wilquin (Pas-de-Calais).

21 sénateurs

MM. Belin (Puy-de-Dôme) ; Berrier (Nièvre) ; Courrière (Aude) ; Dagonia (Gard) ; Dayan (Paris) ; Debargé (Seine-Saint-Denis) ; Deschamps (Haute-Garonne) ; Fuzier (Seine-Saint-Denis) ; maire de Bondy ; Guillaume (Nièvre) ; Tony Larus (Seine-Maritime) ; maire de Grand-Quevilly ; Longueque (Haute-Vienne) ; maire de Limoges ; Machefer (Yvelines) ; Mathy (Saône-et-Loire) ; Merle (Haute-Garonne) ; Mistral (Isère) ; Pic (Drôme) ; Rineat (Savoie) ; Serusclat (Rhône) ; Souquet (Aude) ; Tallhadès (Gard) ; président du conseil régional Languedoc-Roussillon ; Verrillon (Drôme).

58 premiers secrétaires fédéraux

Ceux des départements suivants : Ain, Aisne, Allier, Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Aube, Aude, Ardèche, Calvados, Cantal, Charente, Charente-Maritime, Corse du Sud, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Doubs, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Landes, Haute-

Loire, Loire-Atlantique, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Meuse, Moselle, Nièvre, Oise, Orne, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Haute-Saône, Seine-et-Marne, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Vaucluse, Vendée, Vienne, Yonne, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Guadeloupe, Guyane, Martinique, et les socialistes résidant en Allemagne fédérale.

MOTION MAUROY

23 députés

MM. Boucheron (Charente), maire d'Angoulême ; Chandernagor (Creuse) ; président du conseil régional du Limousin ; Chénard (Loire-Atlantique) ; maire de Nantes ; Henri Darras (Pas-de-Calais) ; Denvers (Nord) ; Derosier (Nord) ; Dubedout (Isère) ; maire de Grenoble ; Duplet (Pas-de-Calais) ; Faurgaret (Nord) ; Gilbert Faure (Ariège) ; Gaillard (Deux-Sèvres) ; maire de Niort ; Garrouste (Lot-et-Garonne) ; Hautéceur (Var) ; Hugnet (Pas-de-Calais) ; Labarère (Pyrénées-Atlantiques) ; maire de Pau ; président du conseil régional d'Aquitaine ; Manet (Dordogne) ; Mauroy (Nord) ; maire de Lille ; président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais ; Mellick (Pas-de-Calais) ; maire de Bèthune ; Pesce (Drôme) ; maire de Valence ; Pouchon (Puy-de-Dôme) ; président du conseil régional d'Auvergne ; Prouvost (Nord) ; Sainte-Marie (Gironde) ; Savary (Haute-Garonne) ; président du conseil régional Midi-Pyrénées.

15 sénateurs

MM. Allès (Hérault) ; Brégaire (Dordogne) ; Carat (Val-de-Marne) ; maire de Cachan ; Chochoy (Pas-de-Calais) ; Michel Darras (Pas-de-Calais) ; Durbec (Var) ; Duxieux (Pas-de-Calais) ; Grimaldi (Nord) ; Laucourne (Haute-Vienne) ; Morsigné (Creuse) ; Nayron (Ariège) ; Perret (Val-d'Oise) ; Romillon (Haute-de-Seine) ; maire de Suresnes ; Quilhot (Puy-de-Dôme) ; maire de Clermont-Ferrand ; Varlet (Nord).

15 premiers secrétaires fédéraux

Ceux des départements suivants : Ardèche, Ardennes, Creuse, Dordogne, Gironde, Lot-et-Cher, Nord, Pas-de-Calais, Pyrénées-Atlantiques, Tarn-et-Garonne, Haute-Vienne, Vosges, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Réunion.

MOTION Rocard

17 députés

MM. Besson (Savoie) ; Cot (Savoie) ; Evry (Loire-Atlantique) ;

MOTION

2 députés

MM. Pissani (Haute-Marne) ; Schwitz (Doubs) ; maire de Bessancourt.

11 premiers secrétaires fédéraux

Ceux des départements suivants : Corrèze, Finistère, Gard, Loiret, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Yvelines, Val-d'Oise.

MOTION

BOUCHES-DU-RHÔNE

2 députés

MM. Defferre ; Philibert.

4 sénateurs

MM. Antoine Andrieux ; Cicconi ; Duffaut (Vaucluse) ; et Mlle Rapuzzi.

1 premier secrétaire fédéral

M. Charles-Emile Loo.

MOTION CERES

6 députés

M. Antain (Loire-Atlantique) ; Mme Avico (Paris) ; MM. Chevènement (Belfort) ; Forni (Belfort) ; Guidon (Aude) ; Vacant (Puy-de-Dôme).

3 sénateurs

MM. Not (Essonne) ; Jenetti (Var) ; Parmentier (Paris).

8 premiers secrétaires fédéraux

Ceux des départements suivants : Essonne, Loire, Marne, Paris, Haut-Rhin, Haute-Saône, Savoie, Territoire de Belfort.

MOTION UNION

POUR L'AUTOGESTION

2 députés

MM. Belx (Charente-Maritime), Pierret (Vosges).

2 premiers secrétaires fédéraux

Ceux des départements suivants : Ile-et-Villaine, Meurthe-et-Moselle.



Monde aujourd'hui

l'armée de l'Y
mais officiers

VU DU LANGUEDOC

LES AFFAMÉS

La pluie au bec Un soir, à la chandelle...

ELLE est là, avec ses cliques, la pluie languedocienne. Tant espérée, tant redoutée. Elle ruisselle sur les toiles rondes dont elle arrose la rose, sur la terre brune qu'elle rend presque noire. Elle file les cyprès et vient les caps nouveaux, le tronc des oliviers. Promesse de sécher, gage de ressourcement des puits et des nappes souterraines, les gens d'ici la redoutent excessive et dévorante.

Ne l'a-t-on pas vue, et dix fois plutôt qu'une, transformer les chemins en torrents, effondrer des terrasses patiemment construites, raviner des pentes sur lesquelles le genêt, seul, lui tient tête, enfler les canaux jusqu'à la côte, charrier un limon qui jaurait les routes inondables, du côté de Béziers et d'Agde, où des panneaux avertissement, mais souvent un peu tard, les automobilistes ?

Bénédiction à catastrophe ! Si elle manque, bêtes, plantes et hommes risquent, dans quelques mois, de tirer la langue. Si elle passe les bornes, on la traite de tout, en occitan et en français.

J'ai vu la Languedoc, au cœur de Lodève, prendre des airs de matrone et la Robine, à Narbonne, monter à l'assaut du pont romain alourdi de boutiques et de maisons, mais qu'on laissait encore, autrefois, de barres de fer pour qu'il résiste au boulot des grandes crues.

Ce matin, dans la garrigue des Gaillards, où la vigne alterne avec le thym et les éphéux, la pluie a vraiment des allures de gifles. Une franche râclée ! Que faire d'autre, sinon courber l'échine ou s'enfermer dans les mas et les bergères ? Entre deux averses, on met le nez dehors, on descend vers le ruisseau, là où une grosse pierre, à égale distance des bords en surplomb, sert à la fois de gué et de repère du débit.

L'onde bouillonne-t-elle à mi-hauteur ? C'est l'abondance sans plethore. Aux deux tiers, le péri guette les tanlères et les bueges dispersées en aval. La flot passe-t-elle par dessus la pierre ? Alors on peut tout craindre pour les vignes en contrabas.

Aussi brutalement qu'elle était venue, la pluie s'arrête. Une déchirure bleue apparaît dans les nuages. Le soleil glisse au travers, plus étiolé, plus jeune que jamais. Le temps changerait-il ? Tout dépend du vent. Il est d'est et même de sud-est. On l'appelle ici le « grec ». Et le proverbe est sans ambiguïté : « Le grec, la pluie au bec ».

L'onde va donc remettre ça. C'est la saison. Une saison heureusement brève en Languedoc...

MAURICE CHAUVARD.

SEMAINE du 3 au 10 : repas servis, 493. Recettes : 5 870 F. Moyenne encaissée par repas : 11,50 F. Dépenses pour la semaine, 7 148,50 F. Moyenne dépensée par repas, 14,50 F. Déficit pour la semaine, 1 178,50 F. Déficit par repas, 2,80 F.

Voilà ce qu'on peut lire en ce moment avec difficulté et à la lueur d'une bougie sur les murs du restaurant Sampietro Corso, rue de l'Amiral-Roussin, Paris (15^e). L'électricité a été coupée le 10 novembre dernier, le loyer reste impayé depuis le 15 janvier. Pourtant, le patron, Claude Lavezzi, garde le tonus d'un homme qui a essuyé d'autres tempêtes.

« Je ne changerai jamais ma formule, dit-il. Si c'est pour faire un restaurant comme partout, on n'a pas besoin de moi. Ici le client paie ce qu'il veut, quand il veut et si il veut. Et nous, on a coupé le 10 novembre dernier, le loyer reste impayé depuis le 15 janvier. Pourtant, le patron, Claude Lavezzi, garde le tonus d'un homme qui a essuyé d'autres tempêtes.

Il a cinquante-huit ans, cheveux et petite barbe noire, polo rouge et foulard blanc, il est Corse et engagé, il a été étudiant et engagé, pro-vietnamien et engagé, pro-algérien et engagé, et

aujourd'hui dans tout le quartier il s'engage à côté des vieillards, des grévistes, des chômeurs, qu'il nourrit à l'œil, contre les expropriations d'immigrés, contre les loyers abusifs, etc. Les proches de toutes sortes, les trousseurs des bureaucrates, il connaît. Les descentes de police, les sommations du fisc, les grenades incendiaires (une fois), le non-renouvellement de bail, il a tout vu, et on dirait que c'est pour une bonne part la source de sa belle santé. « C'est-ce que tu veux, avec les amis, on s'occupe aux alentours d'un tas de choses qui ne nous regardent pas ».

— Bon, mais alors, la suite ?

— La suite, si j'ai que je tiens encore un an. Tu vois, ici on est comme un phallus planté au milieu d'un désert. Le quartier est en pleine rénovation. Ma clientèle populaire a été chassée et remplacée par des petits cadres dynamiques. A midi, ils ont leurs repas d'affaires ou leurs tickets-restaurants et, le soir, fatigués, ils se font le petit plateau d'aluminium devant la télé. Ils ne viennent pas au Sampietro. Mais dans un an, j'aurai à côté de nouveaux immeubles H.L.M. et I.L.M., et là, évidemment, c'est pour moi. Le tissu social va se reconstituer.

— Et en attendant ?

— Mes copains ont fait un comité de soutien qui se renoue.

ils ont lancé une souscription aux portes des entreprises. On verra. Il me faudrait 100 couverts payants pendant quinze jours, et ça repart. J'en fais péniblement 40 : j'en ai fait 200 à la belle époque. Ce qui rentre paye la marchandise et je bosse douze heures par jour pour 75 francs. Tiens, regarde cette carte du service social et familial, en majuscules : elle me prie de nourrir gratuitement... et Mme X... pendant quelques jours. Et je ne te parle pas des assistantes sociales qui me rabattent pas mal d'affaires. Mais je suis bien d'accord. Il n'y a que mon compte d'exploitation qui me fait...

— Au fond, tu es un altruiste ?

— Ne dites jamais ça, malheureux ! Je suis seulement un gars qui applique ses idées proches du socialisme. Je fais simplement une petite démonstration.

Il démontre qu'il est possible dans un microcosme de supprimer entre les hommes les rapports de force et de force. Je crée un pôle de solidarité pour une meilleure vie de quartier. Mais altruiste, tu rigoles. Tu me rappelles un écosystème qui est venu bouillir sans fois et qui m'a demandé si j'étais croyant. Je lui ai répondu : rien du tout. C'est d'ailleurs lui qui m'a appris la différence entre agnostique et athée. J'étais un agnostique sans le savoir. Et je n'ai même pas bonne conscience, la conscience, je ne sais pas ce que c'est. Quand je me regarde le matin dans la glace, je n'ai pas envie de me cracher à la figure, c'est tout.

— Et si, finalement, tu échoues ?

— Je veux 5000 francs par mois comme électricien, mon ancien métier, c'est-à-dire le double d'ici. Intellectuellement, ce serait ma mort.

Nous étions une trentaine, ce soir-là, autour des tables, dans la pénombre. Il y avait beaucoup de rires, beaucoup de compenser. Le plat du jour était la spécialité « El Coccido » avec des pois chiches, des saucisses et du porc. C'était fort bon, ma foi. Claude Lavezzi se tenait aux fourneaux et dans la salle, seul pour tous. En sortant, nous avons payé dans un tiroir ouvert, chacun selon ses moyens.

Dehors, dans la rue électrique, l'assassin du « Sampietro Corso » était éteint. Forcément...

ALICE PLANCHE.

OLIVIER RENAUDIN.

JAPON

Le pachinko : un espace de solitude

AVEC fracas, la machine vomit une pluie de billes argentées. La vieille femme en kimono de modeste apparence en prend une poignée et les réintroduit dans la gouttière d'où elles s'engouffrent à nouveau dans l'appareil. De l'autre main, d'un geste égal, elle actionne la manette qui les propulse à travers le tableau vertical lui faisant face. Animées par son geste, folles de leur poids, elles redescendent une à une, bondissant entre les clous du tableau, dessinant des arabesques. Cette vieille dame joue au pachinko, la machine à sous japonaise.

Il est 9 heures du soir. Depuis quand est-elle là, au milieu du vacarme métallique des billes entrecroisées, renouvelant, insaisissable, son léger mouvement du poignet ? Autour d'elle, au coude à coude, devant la file de machines alignées, une foule anonyme en fait autant. Assise sur son tabouret, le buste en avant, comme fasciné par le jeu des billes derrière leur paroi vitrée, chacun s'absorbe, apparemment indifférent à celles que libère de temps à autres la machine, — les gains.

Les centres de pachinko sont au nombre de dix mille et leur chiffre d'affaires est sensiblement égal à celui des grands magasins (5 milliards de dollars). Ces deux millions de machines à sous (une pour cinquante-huit habitants) constituent le troisième secteur de l'industrie du jeu au Japon après les bars et les voyages. Destinés d'abord aux enfants, ce jeu, inventé il y a cinquante ans à Nagoya, est devenu l'un des plus populaires de l'archipel nippon, une véritable institution. Le vague, selon les fabricants, semble gagner l'Indonésie et l'Amérique latine. Certaines machines ont même été exportées récemment à Milan.

Au Japon, aujourd'hui, la plupart des centres sont dotés d'un mini-ordinateur qui diagnostique les machines les plus « favorables » aux joueurs pour qu'elles soient modifiées. Les billes autrefois polies à la main le sont désormais automatiquement. Autant d'innovations techniques qui ont permis de maintenir inchangé pendant près de vingt ans, jusqu'en 1972, le prix des cinquante billes qu'on achète à l'entrée. Il est actuellement de 220 yens, soit 4 francs. Seul reste « humain » le réglage des canons de clous, de tel machine qui forment des chicaneaux et fixent le taux de réussite à un niveau convenable.

Autrefois, on jouait debout ; désormais les hélics de pachinko sont munies de sièges. Quant au clavier qui propulse les billes, il fatiguait le pouce et il a été remplacé par une poignée qu'il suffit de tourner et qui les lance automatiquement. Certains joueurs la bloquent avec un élastique — ce qui est interdit — et n'ont plus qu'à regarder les billes sauter apparemment d'elles-mêmes ou s'absorber dans les marches de base-ball ou le film qui passe sur le petit écran de télévision de 10 centimètres qui, placé au centre du tableau, équipe désormais la plupart des machines de pachinko modernes.

Le profit est secondaire

Que vont chercher au pachinko les millions de Japonais qui y passent en moyenne deux heures par jour et consacrent à ce plaisir solitaire 2,4% de leurs dépenses mensuelles ? Le gain ? Bien qu'il existe des joueurs professionnels qui vivent en revendisant les produits — cigarettes, denrées alimentaires, jouets, cravates, etc. — qu'ils obtiennent en échange de leurs billes et donnent aux hélics de pachinko des allures de supermarchés, le profit semble être une motivation marginale. D'autant plus qu'il est pratiquement impossible de tricher : la machine se mettant à mugir si l'on en approche, par exemple, un alarme. De toute façon, il est contraire à la loi « philosophique » du pachinko de « ruydoy » l'appareil comme le font les joueurs de flipper en Occident. La bille doit être lancée comme une flèche, d'un seul coup, et rien ne doit dévier sa trajectoire initiale. La précision du geste seule compte.

Roland Barthes, dans l'Empire des signes (Editions Skira), écrit à propos du pachinko : « Pour quelques yens, le joueur est symboliquement éclaboussé d'argent. On comprend alors le sérieux d'un jeu qui oppose à la construction de la richesse capitaliste, à la parcimonie constipée des salaires, la débâcle voluptueuse des billes d'argent, qui, d'un coup, emplissent la main du joueur. » C'est assurément là un fantasme qui peut sourdre du pachinko. Un autre est sans doute qu'il permet de construire, momentanément, un espace à soi dans une société qui n'a rien de moins qu'une débâcle des billes, sous la lumière blême des néons, comme la vieille femme au visage chiffonné qui se sent une intruse chez sa belle-fille, étudiant en uniforme noir, l'employé de bureau anonyme, l'ouvrier harassé se retrouvant enfin seuls, face à un espace de 80 centimètres sur 50 qui leur appartient, dont ils sont maîtres.

Oublier en s'abîmant dans le jeu des billes, en se laissant porter par leur rythme, leur course folle : c'est sans doute cet état d'écoulement mécanique le ressort essentiel du pachinko. Le quotidien se retire dans le cliquetis des billes, ouvrant, comme à marée basse, un espace de solitude.

PHILIPPE PONS.

Au fil de la semaine

Intolérance

par
PIERRE VIANSSON-PONTE

DECIDEMENT, pour une libre chronique comme celle-ci, le prudent conseil de s'en tenir aux idées générales. Car dès qu'on ose, à propos de quelque grand débat en cours, émettre la réflexion ou le raisonnement sur des faits précis et potentiels, tirés de l'actualité immédiate, alors c'est le déluge. Le courrier s'enfle démesurément, les réactions sont passionnées, virulentes, certaines lettres pleines de cris et de fureur.

C'est ce qui vient de se produire avec un récent commentaire des condamnations infligées aux quatre « autonomes » arrêtés au cours des incidents du quartier Saint-Lazare (1). On se souvient qu'ils ont été jugés en flagrant délit huit jours après que le petit groupe de manifestants dont ils faisaient partie eût brisé une dizaine de vitrines, tenté de mettre le feu à un cinéma et résisté aux forces de l'ordre. Ces quatre « casseurs » se sont vu infliger des peines allant de deux à quatre ans de prison ferme. Ils doivent comparaître en appel le 23 février.

La sévérité du verdict, au regard de certains acquittements ou peines de principe assorties du suris prononcés au même moment dans des affaires de légitime défense où il y avait eu mort d'homme, était de nature à surprendre. Et aussi le contraste avec l'acquiescement aux assises de Versailles l'avant-veille du procès des « casseurs » d'un mari qui avait battu à mort sa femme. Car les « autonomes » n'avaient pas versé une goutte de sang ; il ne leur était reproché que des atteintes à la propriété, des dégâts matériels et la très classique « rébellion à agents de la force publique ».

(1) « Frontal », Frédéric, Lionel, Vincent et les autres (« Le Monde » aujourd'hui) daté 4-5 février.

DANS cette chronique, on n'avait pas dit autre chose. Pourtant nombreux sont ceux qui, la vue brouillée sans doute par la peur ou la colère, ont cru y trouver ce qui n'y était pas dit.

Passons sur l'habituel procès que résume bien M. G. S., ingénieur à Roanne : « Vous prenez le parti des voyous et des assassins contre leurs victimes. Vous comparez ignominieusement le sort réservé en justice à un homme qui a été agressé et s'est défendu à celui des agresseurs. Le commerçant qui a tué le cambrioleur venu briser sa vitrine et qui s'enfuyait n'a fait que défendre son bien, et il a eu raison : un de moins. Les casseurs de Saint-Lazare méritaient au moins dix ans de prison et non trois ou quatre. Et c'est encore nous, les contribuables, qui allons payer, puisque les dégâts sont remboursés par l'Etat ».

Plus sévères, d'autres lecteurs font assaut d'imagination : tel ce représentant de Valenciennes qui réclame le rétablissement du bague pour « mettre au pas et au travail tous ces oisifs, fils à papa qui ne songent qu'à détruire et à faire la révolution ». Bien entendu, on trouve çà et là quelques couplets bien sentis en faveur de la peine de mort, « seule réponse à la violence gratuite et aveugle des terroristes », estime Mme A. D., lectrice de Lyon.

Nombreux sont également les correspondants qui mêlent sans sourcil divers crimes de sang relevés dans la presse au cours des dernières semaines à l'affaire de « casseurs » de Saint-Lazare. Le meurtrier d'un notaire à Cherbourg par des marins en bordée, l'agression dont a été victime à Strasbourg le ministre des affaires étrangères autrichien, l'assassinat dans les couloirs du métro parisien d'un gendarme mobile par un Hattien demeuré sous mis allègrement au compte des

« autonomes » et du terrorisme politique. On imagine combien, à partir de cet amalgame, les procureurs haussent le ton, avec un leitmotiv très classique lui aussi : « Ah ! si c'était un journaliste qui avait été attaqué, assassiné, dévalisé, tué peut-être, vous pousseriez des cris d'indignation » (L. S., Rouen). Et même : « Je souhaite que ce soit vous qui soyez un jour agressé, car alors vous comprendrez enfin et vous chanterez d'avis » (A. B., Paris). Charming, n'est-ce pas ? Encore ne s'agit-il là que de simples vœux. Les lettres, plus crues, de menaces pures et simples sont, comme à l'habitude, courageusement anonymes.

DANS le flot du courrier, on trouve parfois des répliques moins rudes et même pittoresques. Retenons, à titre d'exemple, deux essais d'éducation du malade de la jeunesse, des causes de la délinquance et de la criminalité.

Voici en trois pages du numéro 3 (premier trimestre 1979) de la revue « Adolescents », une étude du docteur J. Gautier, endocrinologue à Bordeaux. L'article s'intitule « Les vaccinations compromettent notre équilibre glandulaire. Elles détruisent notre vouloir physique, et morale ». On y lit que les vaccinations, entre autres méfaits, atténuent spécialement et gravement la glande génitale intersticielle qui est « atrophiée chez tous les fous » et dont « la déficience amène la perte de la volonté et du sens moral ». Ainsi « les vaccins deviendront à bref délai une des causes principales de l'augmentation de la criminalité et de la délinquance infantile ».

L'aimable pharmacienne de la banlieue parisienne, Mme M. N., qui nous envoie ce document prophétique, estime qu'« il apporte une réponse à toutes les questions que l'on peut se poser sur les jeunes

Une autre relation directe entre « un des grands scandales de notre époque inhumaine » et la violence terroriste est établie par un correspondant de Strasbourg, M. A. Z., qui estime « parler au nom de la majorité silencieuse ». « La cruauté envers les animaux, explique-t-il, et tout particulièrement le scandale de la vivisection », ont habitué des générations entières à tolérer le martyre de nos amis les bêtes. « Indifférents à la souffrance, endurcis et incités à la brutalité, comment les hommes ne seraient-ils pas enclins à faire souffrir et à brutaliser avec la même indifférence les faibles et les innocents ? » L'interdiction immédiate de la vivisection « qui se pare de prétextes scientifiques de même que la violence se déguise sous des prétextes révolutionnaires » constitue une première mesure, urgente, pour rétablir la paix publique.

HEUREUSEMENT, dans le nombre, il y a tout de même des lettres d'approbation et d'encouragement. Si elles sont moins fréquentes que les autres, c'est parce qu'on manifeste plus aisément une divergence qu'une opposition qu'un accord.

Nous n'en citerons qu'une seule, qui n'est pas écrite par un jeune, mais par un lecteur de cinquante-sept ans, M. G. G., de Versailles. Il s'inquiète de « ce jeu tragique et mystificateur des instances politiques avec une opinion publique insoucieuse ». S'accusant d'« une incorrigible naïveté », il « ose encore croire, malgré les déviations, aux aspirations authentiques et à la générosité des générations montantes injustement méprisées ». Il voudrait voir naître « des groupes de soutien et de réflexion attelés avec réalisme à la tâche risquée d'assainissement de l'opinion publique ». On ne saurait mieux dire.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

LE SOIR

Soldat du feu et mère

Le Women's Lib. continue à faire des miracles. LE SOIR de Bruxelles rapporte ainsi son dernier succès : « Seule femme pompier d'Europe, Linda Eaton, vingt-six ans, pourra désormais combiner ses fonctions de soldat du feu et de mère de famille et allaiter son bébé de quatre mois à la caserne. Mais « au plus deux fois par jour et à condition que les tétées n'entravent pas l'entraînement de l'intéressée et ses fonctions de pompier ».

« Ainsi en a décidé le juge de cette ville du Middle West, devant lequel Linda avait porté plainte pour avoir été renvoyée de la caserne la semaine précédente, après s'être présentée avec son bébé à l'issue d'un congé de maternité. Ses supérieurs avaient excepté d'un règlement interdisant les visites familiales pendant les heures de service. »

EL MOUDJAHID

Les gaietés de Dar-El-Hayat

Courtoisie a laissé des traces en Algérie si on en croit cette lettre de lecteur publiée par EL MOUDJAHID :

« Je suis un locataire de la cité Dar-El-Hayat, résidant au 1^{er} étage (sans ascenseur). Je me suis présenté au Service technique des H.L.M. pour faire appel à leur bon sens. Malgré plusieurs réclamations, ces messieurs ne se sont pas dérangés. Pourquoi ? Mauvaise conscience professionnelle.

« Par contre, il m'a l'air de m'adresser, le 16 août 1978, une quittance de consommation d'eau s'élevant à 90,00 dirhams. Du fait que je n'ai pas d'eau, je ne comprends pas d'où provient cette somme et qu'il a utilisé cette eau invisible.

« Le 16 décembre 1978, je reçois une convocation me demandant de payer ou bien il y aura coupure d'eau. Je me présente le 17 décembre 1978 et je leur explique que je n'ai toujours pas d'eau. Ces messieurs me répondent : « Vous payez ou on enlève le compteur. »

« Le 19 décembre 1978, les agents du Service technique se sont déplacés, non pour remédier à cette pénurie, mais pour enlever le compteur. »

The Boston Globe

Les petites économies de Harvard

Les étudiants de Harvard, qui ont déjà le privilège de fréquenter une des meilleures universités américaines, bénéficieraient l'an prochain d'un nouvel avantage, en nature cette fois, comme le rapporte le BOSTON GLOBE, un de leurs quotidiens :

« Le papier hygiénique va être distribué gratuitement dans tous les dortoirs de Harvard à partir de septembre 1979. Cette mesure consolidera peut-être les étudiants alors qu'ils viennent d'apprendre que leur frais de scolarité passeront de 4 850 à 5 300 dollars. L'administration a déclaré que le facteur-clé de cette décision était financier. En effet, il y a déjà des distributions gratuites dans quelques dortoirs, mais partout ailleurs, sur le campus, les étudiants voient le papier. L'administration espère que la diminution du nombre des vols compensera le coût des dépenses nouvelles.

« Un sondage effectué récemment auprès de 3783 étudiants a largement contribué au changement de politique : 79 % des étudiants interrogés se sont prononcés en faveur de la gratuité alors que seulement 6 % ont déclaré qu'ils voulaient bien payer de 2 à 4 dollars par trimestre pour leur papier hygiénique. »

DIE WELT

Soixante-sept ans de bons et loyaux services

« Un vieux Souabe de quatre-vingt ans regrette amèrement sa méfiance à l'égard des banques et de sa peur de cinq ans plus jeunes que lui, raconte DIE WELT, de Hambourg. Il avait en effet conservé dans un vieux four en fonte la totalité de ses économies depuis la réforme monétaire de 1948, soit environ 60 000 marks. Sa peur, qui voulait se débarrasser du four hérité de ses parents l'a rendu pour 50 marks à un brocanteur.

« La police a découvert que le vieil homme et sa sœur vivaient depuis la fin de la guerre dans une petite maison située sur un terrain de 30 mètres carrés qu'ils ont hérité de leurs parents. Le vieil homme se rend à son travail depuis soixante-sept ans. Il n'a jamais été malade et n'a jamais pris de congé. Il gagne sa vie comme manœuvre dans une petite fabrique de caisses et rapporte chaque jour du bois de rebut pour chauffer la maison.

« Les voisins ont vu les deux vieillards sortant si souvent qu'ils s'habituaient à leur présence. Ils ont voulu pour éclairer leur maison. Pour économiser l'électricité, le vieil homme a dévissé l'ampoule de la lampe de sa chambre. »

TIME

Basse sécurité

« Inquiets de la vague d'attaques à main armée, de vols et de armbriolages dont leur petite ville est le témoin, dix habitants de New-Haven (Connecticut) ont écrit au directeur du journal local pour demander que la police assure une meilleure protection des citoyens, rapporte l'hebdomadaire TIME.

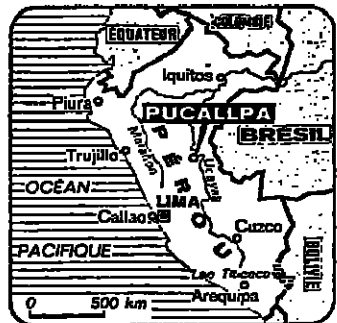
« C'est là une requête très classique de citoyens inquiets, mais l'adresse qu'ils donnaient était assez surprenante : 245 Whalley Avenue, la prison du comté. La lettre était, en fait, signée par les locataires du « Quartier C ». Elle avait été écrite par un détenu qui purge une condamnation pour usage et trafic de drogue. Il expliquait que sa femme avait peur de venir lui rendre visite en raison de l'insécurité qui règne aux abords de la prison.

« Si on n'est pas en sécurité près d'un centre pénitentiaire, gémissaient les signataires de la lettre, où l'est-on ? »

« Les autorités locales en sont tombées d'accord : elles ont décidé d'augmenter la densité de l'éclairage public dans le quartier et de renforcer les patrouilles de police. »

Lettre de Pucallpa

Une ville qui se défend



C'EST à la fin du dix-neuvième siècle que les premiers pionniers s'installèrent à Pucallpa, mais ce n'est que dans les années 40 qu'une ville fut vraiment créée. Pucallpa est à peu près au centre de la « colonne vertébrale amazonienne » qui unit la capitale du Pérou à Iquitos. C'est ici que se terminent les quelques 800 kilomètres de route depuis Lima et que le reste du parcours jusqu'à Iquitos s'effectue en bateau, sur le fleuve Ucayali.

Carrefour commercial, Pucallpa est aussi devenue ce que l'on appelle, un peu pompeusement, « la capitale industrielle de l'Amazonie péruvienne ». Entre 1963 et 1968, à la faveur d'exemptions d'impôts décernées par le gouvernement civil de M. Belaunde Terry, de nombreuses entreprises s'établirent ici. Elles sont aujourd'hui plus de cinq cents : chantiers navals, papeteries, scieries et raffineries de pétrole reliées par un oléoduc au tout proche gisement de Ganso-Azul. La croissance de la population a été très rapide : de cinq mille habitants dans les années 40, on est passé à soixante mille, il y a dix ans, et à plus de cent mille aujourd'hui. De toute la région, des paysans sont arrivés à Pucallpa, où il y avait du travail et donc des possibilités de sortir

de la misère. Le mouvement d'immigration a été particulièrement sensible à partir de 1968, lorsque le gouvernement militaire « révolutionnaire » de Lima autorisa les occupations de terres appartenant aux grands propriétaires.

Les nouveaux venus s'installèrent dans la forêt qui encerclait la ville, s'y regroupant en pueblos jóvenes, ou « jeunes villages », le nom coquet que l'on donne, au Pérou, aux bidonvilles. Une minorité de commerçants se sont enrichis avec le trafic de la cocaïne produite à 300 kilomètres de là, à la limite des Andes et de la forêt. Des aéroports clandestins, utilisés par des avions colombiens, ont récemment été découverts, dans la région de Pucallpa. Les Indiens des communautés shiplibos exercent un commerce tout aussi marginal mais beaucoup moins lucratif. Ils ont trouvé dans Pucallpa un débouché à leurs produits artisanaux. Les femmes Shiplibos parcourent, pieds nus, les rues de la ville, proposant leurs sacs, leurs fleches et leurs colliers de perles aux touristes.

LES gouvernements péruviens ont longtemps négligé les richesses et les besoins de la région amazonienne et ce n'est que maintenant que l'on commence à parler des avantages de l'expansion économique dans les terres « prodigieuses ». Les services publics dont dispose Pucallpa sont loin de correspondre à l'importance industrielle et commerciale que la ville a acquise. Ils avaient été prévus pour une population de vingt mille habitants. On en est resté là.

La route d'accès construite en 1944 n'a jamais été refaite depuis. Les rues du centre ne sont pas goudronnées. En été, les camions, les voitures et les nombreuses petites motos japonaises soulevant des nuages de poussière rouge (pu-

callpa, en langue quechua, signifie « terre rouge »). En hiver, quand viennent les pluies, elles dévalent les pentes de boue. Le courant électrique, produit par un antique centre électrogène, reste capricieux.

Mais c'est surtout dans les pueblos jóvenes que les conditions de vie sont « difficiles ». On y habite dans des baraquas en bois qui risquent à tout moment de flamber et qui ne disposent ni d'eau, ni d'électricité (pas même capricieuse), ni de système d'égouts. Les bidonvilles ont pourtant un avantage sur ceux de Lima : la forêt est vaste et l'on y est moins entassé les uns sur les autres.

En 1975, se constitue un Front uni de défense des intérêts du peuple. En 1978, le président de la République, le général Morales Bermúdez, promet aux Pucallpains, assemblés au cinéma Rex, le goudronnage de quelques kilomètres de route. Un an plus tard, les promesses ne s'étant pas concrétisées, la ville s'ennerve et finit par envoyer une équipe de travaux publics. Quatre mois seulement se sont écoulés lorsque l'entreprise démonte ses machines en une nuit. Le 6 octobre 1978, les conducteurs d'autobus se mettent en grève après s'être, en vain, adressés à l'organisme régional de développement : les trams et les bosses des rues finissent de mettre hors d'usage leurs véhicules déjà bien vieux. La population se solidarise avec eux, reconstruit le Front de défense qui regroupent des représentants de tous les secteurs économiques et sociaux de la ville : ouvriers et chefs d'entreprise, employés, médecins, commerçants, mères de famille, prêtres et club Rotary.

Le 12 octobre 1978, le Front déclenche à son tour une grève illimitée et générale, exigeant du gouvernement non seulement le

goudronnage des rues mais encore tout ce dont la ville a besoin. Les usines, mais aussi les écoles, les cinémas ferment leurs portes. Les autobus ne roulent plus. La ville est paralysée. Les Pucallpains soulignent que « la grève a été générale, des habitants des pueblos jóvenes aux chefs d'entreprise parce que la situation était intolérable pour tous ». Les militants de gauche ont pourtant valorisé que « ce sont ceux qui peuvent difficilement se passer d'une seule journée de salaire pour survivre qui risquent de payer le plus chèrement la grève et que ce sont les « privilégiés » du centre qui risquent d'en bénéficier le plus ». La grève se poursuit, malgré tout, dans l'unité et sans violence.

Quinze jours après, le gouvernement envoie à Pucallpa une « commission de haut niveau » avec pouvoir de décision « pour négocier avec les représentants du Front. Ceux-ci obtiennent très vite que presque toutes leurs revendications soient satisfaites : les routes et les rues seront goudronnées, on construira un hôpital de la Sécurité sociale et sursit un port fluvial digne de la situation géographique de la ville. Mais surtout, on créera un comité de développement autonome de la province dont Pucallpa est la capitale. Enfin, la ville ne dépendra plus d'Iquitos, à laquelle l'opposait une vieille rivalité. La grève s'arrête, mais comme on se méfie désormais des promesses non tenues, le Front de défense reste constitué, se transformant simplement en « organisme de vigilance ». Les bulldozers sont revenus, mais restent-ils ?

Dans d'autres villes du Pérou, en Amazonie aussi, à Cuzco, dans le Sud, on commence déjà à suivre l'exemple des Pucallpains. On constitue des « fronts de défense ».

CHRISTIAN MARTIN.

NORD-CAMEROUN

Dans le saré du sultan Rei-Bouba

A l'orée de la réserve cynégétique de la Bénoué, dans une savane arborée du Nord-Cameroun, à trois heures de route du gîte d'étape du Bouffé-Noir qu'envahissent six mois par an les touristes venus d'Europe, le lit du Mayo-Rei marque la limite extrême des terres de l'un des plus prestigieux chefs traditionnels d'Afrique centrale, le lamido de Rei-Bouba. Les eaux du fleuve sont relativement basses, mais encore loin de l'étiage. En fait, elle ne permettrait le passage d'aucun véhicule.

Au-devant de ses hôtes, le lamido a donc envoyé des émissaires, vassaux d'armes, émissaires et garçons d'écurie. Entre ces hommes, les rapports hiérarchiques sont réglés avec une minutie identique à celle qui préside à l'été qui régit l'accueil des visiteurs. Carapaonnés de housses de coton aux couleurs éclatantes sur lesquelles reposent de somptueux tapis de selle tissés avec des fils d'argent, les montures se cabrent, labourant le sol de leurs sabots. Il faut les entraver étroitement et que les émissaires leur tiennent fermement le mors pour qu'ils soient possibles aux émissaires de les enlever.

Enfoncés dans l'eau jusqu'aux hanches, les équipages guident les chevaux sans ménagement, mais sans brutalité. La maîtrise des guides, la fraîcheur des eaux qui fait légèrement moutonner un courant à peine perceptible contribuent à apaiser les pousangs dont les yeux, il y a quelques minutes encore, semblaient lancer des éclairs. La rive des terres de Rei alité atteinte, la troupe prend le petit trot, tandis que précède ou accompagne en courant une foule de pions qui ne cessent de grossir. Dans les champs de mil et de coton, les paysans se défont en se rangeant respectueusement sur le bord du chemin. A mi-chemin de la ville, l'escorte fait halte pour écouter les souhaits de bienvenue du lamido, qu'on charge de transmettre une quinzaine de ses dignitaires. Quelques-uns portent épee au côté et lance au poing. Tête nue, ils palament des salutations qu'un grot reprend en les amplifiant.

Toujours précédée des pages de l'escorte de gens armés, de badauds qui s'interrogent, la petite troupe défile au pas devant un haut mur d'enceinte en terre rouge que percent créneaux et meurtrières, puis fait halte devant un campement d'apparence sommaire. Dans cet intérieur aux murs de pisé et au toit de vannerie artistiquement tressé, il faut attendre, parfois plusieurs jours, que le major-domo du palais vous vienne faire quérir pour l'audience.

Il y a un demi-siècle Venu ici il y a un demi-siècle, André Gide était, dans le Retour du Tchad, des extraits d'une lettre que lui avait adressée le capitaine Coste, alors commandant du cercle de Garoua (1) : « Le sultan Rei-Bouba est le propriétaire de tous les biens et de tous les hommes. La capitale est un gros centre où se trouvent une élite de notables et de nombreux écrivains de toutes les races du sultanat. Ce sont les anciens guerriers des précédents sultans qui, après avoir défendu leur maître, se sont fixés autour de sa demeure. Ils travaillent pour leur chef, sont vêtus et nourris par lui... » Les autorités de la République du Cameroun n'appréhendent sans doute point, en dépit de son âge, l'occasion de l'actualité de ce passage d'André Gide.

Il ne croit pas avoir en tout blanc un supérieur... (2).

Intronisé le 12 juin 1975 alors qu'il était député à l'Assemblée camerounaise, l'actuel lamido est conforme à la description que le capitaine Coste donnait de son aïeul. Drapé dans un ample boubou blanc constellé de broderies jaunes et bleues, enturbanné d'un premier voile blanc, un second lui couvrant la bouche et tout le bas d'un visage que ses sujets n'ont pas de droit de contempler en face, il vient personnellement au-devant du visiteur. Les serviteurs, qui se sont dévotement pour franchir le

seuil de la salle d'audience, parce qu'il leur est permis de se présenter devant le souverain que le ton nu, repartent à reculons. Contrairement à l'usage qui exige la présence d'un interprète, le lamido, ne pouvant en principe adresser directement la parole à personne, nous reçoit en tête à tête. Il y a une autorité naturelle incontestable chez cet homme de plus de 2 mètres de haut qui s'exprime avec simplicité et affabilité.

Assis sur une sorte de palanquin qui sert de lit de parade, le lamido renouvelle longuement les compliments de bienvenue dont étaient porteurs ses émissaires. Il fait preuve d'une grande prudence dans ses propos, insistant à plusieurs reprises sur la coordination étroite existant entre le pouvoir central et lui. Il parle d'ailleurs moins volontiers de son rôle politique que de son magistère spirituel et religieux. Musulman, il préside la prière, explique-il, tout en égrenant avec nonchalance un précieux chapelet d'ambre jaune. Polygame, il a huit épouses, mais n'en avait dit-il, « que six avant de devenir lamido ». Malgré l'étendue de sa puissance, il vit en partie reclus dans son saré (3), une immense concession à l'intérieur de laquelle sont installées plusieurs centaines de personnes.

Le voyage à Garoua

Au milieu de ses chevaux, de ses hommes d'armes, de ses courtisans, de ses ministres (« un chef doit nécessairement avoir des collaborateurs », insiste-t-il), sans quitter cette enceinte, il régit des milliers de paysans auxquels il transmet fidèlement les ordres de l'administration. Exceptionnellement, pourtant, il franchit la large poterne que ferment de hautes portes en bois massif patinées par les ans. Il est alors flanqué de ses guerriers, revêtus pour la circonstance de cottes de mailles d'acier brun et d'armures, coiffés de besanons ou de casques à cimier zoomorphes aux silhouettes étranges. Ces chevauchées ont lieu soit pour les deux grandes fêtes religieuses de l'Aïd el Seghir et de l'Aïd el Kebir, soit pour

la fête nationale camerounaise, soit encore à l'occasion d'une rare tournée en brousse.

D'un voyage de quinze jours en France, en 1960, il conserve surtout le souvenir de deux étapes : Aix-en-Provence et Martigues qui, affirme-t-il, « ressemblent à mon village ». Il avait treize ans lorsque Coste-Floret, alors ministre de la France d'outre-mer, vint en visite officielle au Cameroun et fit une courte escale à Garoua, où l'administration coloniale avait autoritairement réuni de nombreux lamibis, émissaires et sultans venus de toute la partie septentrionale du pays. Son père, affirme le rumeur publique, ne pouvait sans violer les traditions, se rendre à Garoua, parce que, selon celle-ci, « le lamido de Rei ne saurait fouler la terre de celui de Garoua ». Pour ne désobéir ni à l'autorité légale de l'époque ni à celle de ses aïeux, il avait décidé de voyager dans un palanquin, précédé par plusieurs centaines de ses sujets. Ces derniers étaient porteurs de calesasses pleines de terre humide, qu'ils jetaient à la volée sous les pas de l'escorte. En souriant imperceptiblement, notre interlocuteur dément cette version des faits, pourtant diffusée avec insistance depuis plus de trente ans à travers tout le Cameroun.

Encore quelques minutes d'entretien pour expliquer que Rei n'a jamais abrité de poste administratif. Lorsque les Allemands occupèrent le Cameroun, ils ne restèrent qu'une dizaine d'années dans la région et n'eurent guère le temps que d'y envoyer des émissaires. Les Français témoignèrent leur reconnaissance au lamido pour l'attitude de neutralité qu'il observa durant la guerre de 1914-1918 en s'abstenant d'établir une présence étrangère permanente sur ses terres. L'administration camerounaise respecta le statut quo et maintint une sous-préfecture à Tobolière, installée à une vingtaine de kilomètres de Rei. Sur ces ultimes propos, on se sépare. Le front dans la poussière, les familles assis devant l'entrée de la salle d'audience saluent par une longue litanie ponctuée de claquements de doigts et de langue. Il faut regagner le campement et en attendant l'autorisation de quitter les terres de Rei.

(1) Circonscription administrative proche de Rei-Bouba.
(2) Le Retour du Tchad, Gallimard, 1922, p. 123.
(3) Ensemble de cours et de logements clos par une enceinte.

PHILIPPE DECRANNE

Lettres des 1

Nous servir
de l'outil de travail

Le sous-emploi des et

Le sous-emploi des et

Le sous-emploi des et

Le sous-emploi des et

صلى الله عليه وسلم

LES LICENCIEMENTS A LA S.F.P.

LA DEUXIÈME MORT DE L'O.R.T.F. ?

A U troisième jour de la grève qui paralyse la télévision, l'ensemble du système issu de la loi du 7 août 1974 est peut-être en train de basculer. Si le mouvement se prolonge encore, le gouvernement pourrait être tenté de mener à son terme la Jolique qui a commandé l'écroulement de l'O.R.T.F. et qui, en introduisant les règles de la concurrence commerciale entre les sociétés de programme, mettrait en péril l'équilibre même de la nouvelle construction.

D'ores et déjà, les trois sociétés créées sur les débris de l'O.R.T.F. et des trois chaînes de télévision — à savoir : la Société française de production, qui assure la fabrication des grosses émissions et la plupart des transmissions en direct ; Télédiffusion de France, établissement chargé de la construction et de la maintenance des émetteurs ; l'Institut national de l'audio-visuel, qui a reçu en partage les services des archives, de la formation professionnelle, de la recherche — s'inquiètent de la poursuite de leur liquidation.

Pour la Société française de production, l'avenir paraît sombre. Les objectifs précis du gouvernement ne sont pas connus, mais on voit mal comment l'épreuve de force engagée depuis le 7 février entre la direction et le personnel pourrait tourner à l'avantage de ce dernier. De là à supposer que M. de Clermont-Tonnerre a cherché le conflit pour rendre inévitable le démantèlement de la société, il n'y a qu'un pas, que certains n'hésitent pas à franchir.

Autant les premières mesures de réorganisation, en mettant fin à la dualité de la direction générale et à la gestion cellulaire, génératrices d'une et d'autre de pesanteurs bureaucratiques reconnues par tous, ont semblé justifiées, autant l'effacement des effectifs, même si, et en croire les responsables, de la S.F.P., il découle de ces décisions, peut être considéré comme prématuré : avant de décider que tel ou tel agent était superflu, sans doute aurait-on dû envisager une autre répartition du travail qui eût permis une meilleure utilisation du personnel. Comment accepter, par exemple, qu'un cameraman

spécialisé — à son corps défendant, d'ailleurs — dans le documentaire demeure inoccupé parce que les chaînes s'intéressent moins à ce genre d'émission ? Doit-on en conclure qu'il n'est plus utile à l'établissement ? Est-on sûr, d'autre part, que les effectifs seront suffisants pour répondre aux commandes de l'été ?

Faute d'explication sur ces différents points, on est amené à se demander si le gouvernement, loin de vouloir relancer les activités de création, comme l'affirme M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, n'entend pas limiter le rôle de la S.F.P. — mais ce ne serait plus la S.F.P. — à celui d'un prestataire de services pour les seules opérations inaccessibles aux sociétés privées.

Les menaces qui pèsent sur Télédiffusion de France confirment cette tendance au relâchement des liens, tissés au sein de l'ancien O.R.T.F., entre les chaînes et les sociétés chargées en 1974 des fonctions autres que la programmation.

On parle de plus en plus ouvertement du prochain rattachement à l'Institut national de l'audio-visuel. Cela peut dépendre aussi de l'évolution de la grève de T.D.F. à la direction générale des télécommunications, ce qui ferait passer la société de la tutelle du ministère de la culture et de la communication à celle du secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications. Cette idée, relayée par le ministre Minc sur « L'information de la société », n'est pas sans intérêt, le développement des satellites, notamment, appelant une coordination des efforts, mais elle n'est pas non plus sans danger : dans la perspective d'une télévision privée, estime-t-on à T.D.F., le gouvernement peut souhaiter que l'esprit O.R.T.F., qui imprègne encore l'établissement, se dissolve au sein d'une administration qui a déjà l'habitude du privé.

A court terme, l'enjeu est plus direct. On sait que M. Yves Carnot, chargé par M. Voléry Giscard d'Estaing d'une étude sur les satellites de communication, a remis récemment son rapport au chef de l'Etat. L'ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée, aujourd'hui P.-D.G. de

l'Agence Havas, aurait donné un avis favorable au projet présenté par la direction générale des télécommunications, qui propose la construction d'un satellite de télécommunication, et aurait préconisé une solution d'entente pour le satellite de diffusion directe, c'est-à-dire de télévision, soumise par T.D.F.

Les responsables de Télédiffusion de France, qui font une active campagne pour la télévision par satellites, se demandent si la France ne va pas laisser l'Allemagne et peut-être le Luxembourg (ce qui signifierait l'installation officielle en France de Télé-Luxembourg, brèche ainsi creusée dans le monopole) occuper, provisoirement ou moins, l'espace. Si l'annexion de T.D.F. par la direction générale des télécommunications était confirmée, la priorité accordée, semble-t-il, par M. Carnot au projet de cette dernière serait renforcée. En attendant, T.D.F. s'interroge sur sa mission.

Cette interrogation est permanente à l'Institut national de l'audio-visuel, dont l'existence même est souvent remise en question. On imagine aisément que les deux principaux services de l'INA — les archives et la formation professionnelle — puissent devenir de simples offices à la disposition de la recherche, qui fait l'originalité de l'établissement, s'étendant peu à peu. Pour le moment, alors que s'achève le mandat de M. Pierre Emmanuel à la présidence de la société et qu'un budget d'auscultation est en application, un certain immobilisme paraît s'installer, du fait de la grève de solidarité avec le personnel de la S.F.P. n'est pas sans danger : dans la perspective d'une télévision privée, estime-t-on à T.D.F., le gouvernement peut souhaiter que l'esprit O.R.T.F., qui imprègne encore l'établissement, se dissolve au sein d'une administration qui a déjà l'habitude du privé.

Ces conjectures sont évidemment démenties dans les milieux gouvernementaux, où, en ce domaine, on accompagne le changement plus qu'on ne le conduit. Jusqu'où veut-on aller ? Et pour quoi faire ? Ce devrait être l'objet d'une politique de l'audio-visuel. Elle reste à définir.

THOMAS FERENCZI

Lettres des Buttes - Chaumont

Nous servir de l'outil de travail

Nous avons reçu la lettre suivante d'un groupe qui s'intitule « Les Piratés TF 1-A 2-S.F.P.-I.N.A.-Radio-France », et qui dit lui-même représenter « les salariés minoritaires dans les sociétés de radio-télévision. Nous donnons quelques extraits de ce texte :

Nous sommes partis dans une grève qui s'annonce longue et difficile. Il ne s'agit pas de la laisser pourrir. Il ne s'agit pas de choisir entre ce que nous propose le S.U.R.T.-C.F.D.T. : des grèves sectorielles qui bloquent l'antenne pour une durée indéterminée, et ce que proposent certains autres : une grève totale avec « noir à l'antenne ». Dans les deux cas, nous allons au pourrissement ou à l'évacuation par les files.

Nous proposons une troisième voie, qui passe par l'utilisation de l'outil de travail, c'est-à-dire : — Par la fabrication d'émissions libres, tournées par les grévistes, sur tous les problèmes et questions de l'heure qui se posent à chacun et chacune, dans tout le pays, du chômage à l'Europe, de l'avortement aux problèmes de « sécurité », des radios libres au nucléaire. La liste n'est pas limitative.

— Par l'utilisation des décors, costumes, accessoires, etc., qui remplissent les Buttes, et qui nous permettraient d'organiser des spectacles, de monter des chapiteaux, de faire des manifs, carnavales ou bien d'autres choses encore.

— Par la diffusion d'émissions

qui ont toujours été refusées ou sabotées par les chaînes — au nom de quoi ? — le Chagrin et la Pitié, le Train de la mort, des documentaires bloqués des dramaturges arrêtés, etc.

Nous pensons que nous servir de l'outil de travail et mettre à profit les capacités de production et d'administration de nos sociétés, c'est la meilleure réponse aux critiques concernant la télévision et la S.F.P., en particulier pour prouver que notre outil est de qualité, qu'il y a du travail pour tout le monde et même plus (...). Nous savons que des centaines de salles, un peu partout en France, sont prêtes à accueillir des émissions faites par les grévistes (...).

Le sous-emploi des scriptes

La section des assistants-scriptes de la S.F.P. s'élève contre les propos de M. de Clermont-Tonnerre cités dans le Monde daté 11-12 février, selon lesquels il y aurait notamment dans la profession des scriptes des personnes sous-employées :

Prendre comme modèle du sous-emploi la profession de scripte nous paraît être un argument fallacieux. En effet, il est coutumier dans cette profession d'effectuer des semaines de cinquante à soixante heures ; soit sur les dramatiques, soit même sur les émissions de variétés, où on enregistre jusqu'à minuit pour faire des économies de studio.

S'il arrive que le personnel de production connaisse du sous-emploi, c'est soit par manque de

planification des commandes des chaînes (ainsi on doit en période de pointe engager des personnels occasionnels, alors qu'il y a du sous-emploi en période creuse), soit par désaccord entre les chaînes et la S.F.P. sur le montant des devis (ce qui entraîne soit le décalage des dates de tournage, soit l'annulation pure et simple de la commande). Le personnel prévu sur ces émissions ne peut en aucun cas en être tenu responsable.

Les maquilleurs protestent

Mme Nicole Rey nous demande, en tant que chef maquilleuse et déléguée C.F.D.T., de publier la mise au point suivante en réponse au point de vue de M. Gérard Patris, paru dans le Monde daté 17-18 décembre 1978.

En tant que chef maquilleuse, je ne peux laisser affirmer sur nos professions autant de contre-vérités aussi graves.

Gérard Patris écrit : « Pour un maquilleur au cinéma, on en emploie trois à la télévision : il y a le chef maquilleur, qui est un « créateur » ; il ne va pas toucher les houpettes ! non, c'est le maquilleur, aidé de son assistant, qui fait le travail sous l'œil passionné du chef. Evidemment, pour un maquilleur, les prix sont les mêmes au cinéma et à la télévision, mais à la télévision : 1 = 3. »

Cela est faux. En effet, la planification des productions, le travail effectif fourni par les

agents sur les tournages, et les barèmes de salaires respectifs du cinéma et de la télévision prouvent, point par point, le contraire de ce que dit Gérard Patris.

Où bien ce réalisateur ne connaît que très superficiellement la nature du travail fourni à la télévision par les professionnels qu'il met en cause, ce qui n'est pas à exclure. Ou bien, ce qui est plus probable, exporté sur son plan critique, il n'a pas su, ou pu, pour arriver à ses fins, se contenter d'argumenter sa thèse par la seule méthode de la simple omission des faits, il a fallu qu'il s'appuie sur des contre-vérités.

En tant que déléguée C.F.D.T., je ne peux que souligner la gravité d'une telle démarche, qui, si elle n'est pas dénoncée, apporte de l'eau au moulin des détracteurs systématiques du service public, des professions artistiques et des syndicats.

Par la critique excessive souvent orchestrée, par la caricature des faits, par le grossissement des situations qui certes parfois sont critiquables, par des affirmations spectaculaires qui s'avèrent le plus souvent par la suite sans fondement, ou à tout le moins préparé l'opinion publique à admettre, plus à souhaiter, les différentes réformes qui ont été appliquées à notre télévision par les hommes du pouvoir.

[N.D.L.R. — Gérard Patris, à qui nous avons communiqué cette lettre, nous a écrit qu'il ne souhaitait pas y répondre.]

RADIO-TELEVISION

POINT DE VUE

Bataille pour la télévision de demain

par FRANÇOIS-RÉGIS BASTIDE (*)

UNE entreprise de trois mille travailleurs qui en licence près de six cents, par les temps qui courent, ce n'est pas l'atoutement. On est dans les normes de la chasse aux « canards boiteux ». Quand l'opinion apprend qu'il s'agit de maquilleurs, de monteurs, de décorateurs et de cameramen, les larmes ont du mal à couler. Encore les planques de la télé, les « mabouls intellectuels » (une expression d'un ancien ministre de l'Information) et les manigances du corporatisme. On ne laisse tomber. Normal. Le nouveau président de la Société française de production a obtenu des crédits à condition de restructurer. Normal. Que ces licenciés aillent travailler dans le privé. Là, au moins, il y a du rendement non bureaucratique.

Des kilos de rapports excellents

Mais qui a inventé la S.F.P. ? La loi d'août 1974, dont le principal rédacteur fut M. de Clermont-Tonnerre. Qui, à la hâte, dans l'euphorie, l'a votée ? Toute la majorité sauf deux U.D.R. et deux non-inscrits (abstention volontaire). Qui s'y est opposé ? 105 P.S. et M.R.G. (sur 105) et 74 P.C. (sur 74). M. Le Tac, qui, aujourd'hui, se lamente, a bien senti les dangers de cet émiettement de l'O.R.T.F. Le premier ministre, M. Chirac, s'est opposé, en somme, à tout retour à un principe centralisateur. (1) et M. Le Tac s'est incliné. Honneur à lui s'il se redresse. Puis le gouvernement a organisé. Passons sur M. Edeline et ses desseins grandioses. Protégé par Giscard, il se croyait tout permis. Il y a toujours de ces bons gros prophètes et ténés breux pour fasciner les longilignes rêveurs. Néanmoins, les commissions de l'Assemblée et du Sénat veillaient et protestaient. Notamment M. Le Tac, c'est vrai. Des kilos de rapports excellents, qui donnent au moins sur mes tables. Giscard se tait. La rêve continue.

Investissements déments et prix de fabrication consentis aux sociétés de programmes de plus en plus élevés. Du coup, T.F. 1, A 2 et FR 3, condamnées par la loi à « faire » un maximum d'audience pour un minimum de dépenses s'adressent à des sociétés privées, dont certaines vivaient ou, même, n'existaient pas. Je cite en vrac Télépic, Technicolor, Pathe, Gaumont, Hamster, Télé-Europe, Teffrance, Neyrac, Antagor, Channel 80... Vraiment en vrac, parce que leurs activités ne sont pas comparables, les uns assurant totalement des productions, les autres, simples prestataires de services (vérité, tournage, montage, laboratoire, etc.). Toutes ces sociétés, depuis 1974, ont vu leurs chiffres d'affaires augmenter dans des proportions très étonnantes. J'ai enfin

les chiffres sous les yeux. Et je dis paisiblement qu'il y a eu un détournement de fonds publics (la redevance, qui vient d'augmenter de 16 %), et des recettes gérées par la Régie française de publicité, au profit des sociétés privées, afin d'accroître le dépensement d'une société de service public, la S.F.P.

Naturellement, je passe sur certaines pratiques délicieuses. De subtils passerelles entre sociétés de programmes, S.F.P. et sociétés privées. Du privé décrochant un marché « juteux » et sous-traitant, faute de personnel, avec la S.F.P. honteuse et confuse. Des filouteries que nos parlementaires ont dénoncées. La S.F.P. saignée à blanc. Les équipes de vidéo légère de la S.F.P. laissées à l'abandon tandis que TF 1, A 2 et FR 3 traitaient avec de sympathiques privés, pas chers, rapides à combler ! pas syndiqués, pas rouspéteurs ! Idéal. Et, pendant ce temps, la S.F.P. devait assurer la paie de ses 3 000 travailleurs. Naturellement, ses tarifs ne devaient jamais être compétitifs. Naturellement, le moral de ces gens, travaillant dans l'incohérence, s'en ressentait. Naturellement l'humiliation allait dégénérer en fureur. Je la fais mienne. Mais qui l'a organisée ?

Pour sauver les lustres, la S.F.P. faisait, chaque fois qu'on voulait bien s'adresser à elle, des prouesses. La liste serait immense. Je soutiens qu'il n'y a pas en Europe un plateau capable de réaliser un « Grand Echiquier » avec la perfection souveraine de la S.F.P. Et lorsque l'industrie du cinéma avait besoin de techniciens accomplis (mais cela ne rapportait rien à la S.F.P.), je soutiens que personne n'aurait pu faire ce que ces gens ont fait. Voyez Providence, de Resnais, ou Molière, d'Ariane Mnouchkine. De plus en plus contraint d'être rentable, M. de Clermont-Tonnerre dit aujourd'hui qu'il sera « très prudent » obtiendra le cinéma. Mais alors, les producteurs de cinéma, qui ont impérativement besoin d'un solide partenaire T.V., que vont-ils faire ? On veut aussi rentabiliser, dès le premier souffle, tout projet de cinéma ? Quelle politique contractuelle cinéma-T.V. ?

Fallait-il tuer le privé ? Construire un monstre national monopolistique ? Ici, un parallèle. Certes, je ne suis pas économiste, mais écoutez un peu.

Courez camarades

La compagnie nationale Air Inter marche bien (34 millions de bénéfices en 1978). L'Etat la félicite mais trouve cela un peu banal. Taquinons Air Inter. On s'approprie à passer une nouvelle convention entre l'autorité de tutelle et la compagnie, qui obligera Air Inter à « collaborer étroitement » avec les petites compagnies privées, dites « du troisième niveau », genre Air Machin ; et puis on va autoriser les « charters » libres sur les parcours « juteux », type Paris-Nice. Autrement dit, un grand zeste à grosse masse salariale et investissements lourds va être en péril, ou du moins en équilibre soudain précaire, au nom de l'économie de marché. Sein ? Malsain ? Réfléchissons. Savoir jusqu'où on peut aller trop loin. Après quoi, l'Etat reprochera à Air Inter d'augmenter ses tarifs ? Et si les compagnies « du troisième niveau » se cassent les reins ? Qui paiera ? Comme d'habitude, dans ces cas-là, les conseils généraux et les chambres de commerce. Vous et moi. Qui va payer le déficit de la S.F.P. ? Vous et moi. Qui a fait la (petite) fortune des « troisièmes niveaux » (je n'ai pas dit « troisièmes couteaux ») de la T.V. ? Vous et moi. Mercé.

Une différence entre l'aviation et la T.V. : nos enfants passent, en moyenne, plus d'heures devant la T.V. qu'à l'école. On peut regretter, disputer, mais c'est un fait que M. Beuillac vient de rappeler opportunément. Si les sociétés de programmes continuent de se battre à coups de sondages et de mercantilisme, si on nous honore de produits américains achetés à vil prix (et qui véhiculent une idéologie parfois dangereuse), si la T.V., hormis quelques réussites, ne fait pas de la vraie T.V. active, stimulante, nous allons fabriquer des générations dont le paysage intellectuel,

affectif, dont l'imaginaire auront été « formés » par les polars, les drôles dites belges et les détergents étonnants. C'est cela, un holocauste.

De plus, et comme par hasard, la crise de la S.F.P. est escortée d'une campagne de presse qui explique enfin (il y a seulement trois mois, on se taisait) ce que nous réservent les satellites de transmission directe et les diverses avancées technologiques américaines, japonaises, etc. Un bombardement planétaire d'images, domestiquées dans nos foyers par les vidéocassettes. Dans moins de cinq ans, la révolution de l'audio-visuel. Suivez mon regard : la T.V. de papa est morte. Bradez la S.F.P. Chômeurs de toute la France, courez, camarades, Giscard vous désigne le glorieux an 2000.

Certes, Clermont-Tonnerre a parfaitement raison lorsque, recevant l'autre jour notre délégation socialiste, il dit avoir aperçu, au Salon International de l'audio-visuel, « un problème, pour la S.F.P., à chaque stand ». Je le crois encore quand il dit : « Pour sauver la S.F.P., je me battrais avec toutes les forces dont je dispose ». Mais pour quelle victoire ? Le 28 février, lorsque le gouvernement, devant les rapports Nora-Minc et Carnot, agitera télé-matique, T.D.F. et Télécom, puis tranchera, sa décision sera capitale. Et c'est aussi la S.F.P. qui sera en cause.

Arrêter le massacre

Le parti socialiste n'a cessé de répéter que, face aux puissants conglomérats multinationaux, il fallait à la France une politique volontariste de développement culturel. A la mesure de notre propre technologie, qui n'est pas rien (2). Aussi avec quel plaisir lisons-nous aujourd'hui, sous la plume d'Arthur Conté : « Pour protéger notre culture, notre langue, notre originalité et notre conscience, dès lors que nous ne pourrions plus nous opposer à la pluie intensive d'images d'ailleurs, il nous faut un organisme audiovisuel national beaucoup mieux équipé et beaucoup plus solide. » Un peu plus loin, Arthur Conté parle de « renforcer les possibilités de service public et de réduire nos trois chaînes de programmes » (3). Exactement comme M. André Brincourt, — alors que la dernière réforme les a placées, contre toute logique, dans une fausse situation de concurrence — (4). Lorsque Paris-Match, le Figaro et le parti socialiste, comme d'ailleurs le parti communiste, disent la même chose, il devrait y avoir de quoi troubler les esprits.

Il n'y a plus, en fait, que deux solutions. Ou bien on lâche tout. On privatise. On fait du capitalisme sauvage. On supprime la redevance, naturellement (qu'un nombre grandissant, hélas ! d'usagers s'arrangent pour ne pas payer) et la publicité règne. Par le canal de la Sofirat, l'Etat contrôlera toujours la seule chose qui l'intéresse vraiment : l'information nationale. Quant aux programmes : films, football, variétés, séries américaines, Douce France ! Ou bien le gouvernement accepte de reconnaître ses erreurs et propose au Parlement d'abroger la loi d'août 1974. Il y aura une forte majorité. Ce ne sera pas déshonorant. Et on ne brade pas. On rebâtit. On fait à la fois un puissant audiovisuel national et une régionalisation digne de ce nom. Non seulement on ne licencie pas à la S.F.P. mais on a besoin de monde. Car on planifie. On règle ce marché. Le privé compris. On supprime la concurrence entre les programmes : on les rend complémentaires. On harmonise. On supprime les heures de remplissage et on fait des heures pleines. On limite fortement, en durée, les programmes. Mais ce que l'on crée, c'est du vrai programme, et non du « support » creux. On arrête ce massacre. On sauve, du même coup, l'Institut national de l'audio-visuel et une bonne partie du cinéma français. On se bat pour éviter d'avoir, demain, honte.

Faute de place, je ne peux ici qu'esquisser. Mais que demain le gouvernement annonce cela aux syndicats, traités aujourd'hui d'hystériques. Je n'ai pas à parler en leur nom, mais il verra que la sagesse engendrerait l'enthousiasme.

(1) Le Monde du 26 juillet 1974.
(2) Extrait du P.S. sur la radio-télévision dans le Progrès et la Rose, 77 suppl.
(3) Paris-Match du 7 février.
(4) Le Figaro magazine du 16 février.

(*) Délégué national du parti socialiste pour l'audio-visuel et le cinéma.

RADIO-TELEVISION

«MUSIQUE A VIVRE»

Notre folk dans le Poitou

AME BOZIER, quatre-vingt-trois ans, cultivateur à Gençay dans la Vienne, est un violoniste. Autodidacte, il commença à jouer enfant sur un instrument acheté par son père à la Samaritaine. Durant des années, il anima les noces, dans tous les alentours. Car il n'était point de fête, de mariage, sans un violoniste pour ouvrir le bal. Aujourd'hui, Aimé Bozier est baptisé météorite. Il participe aux travaux du Groupe de recherche et d'expression de tradition paysanne. Dans la région du Poitou existe un mouvement bien vivant de passionnés pour ces musiques, ces airs et ces chansons qu'on ne peut pas oublier, qu'on ne peut pas laisser disparaître, et qui connaissent toujours de vieilles chanteuses, des accordéonistes, des joueurs de clarinette.

Il reste quelques-uns de ces héritiers d'ultimes traditions, du folklore d'avant le « progrès » et l'exode rural, quand d'ailleurs on ne parlait pas du folklore. Pour réaliser, dans la série de Jacques Moussieu « Hommes et Sociétés », un reportage sur le « folk » français, Jean-Pierre Prévost est allé passer du temps avec Michel Vallières, qui, depuis une vingtaine d'années, a fait « collecteur », ramassant de contes populaires et de chansons vieillottes. Il a enregistré des milliers de cassettes et mis celles-ci à la disposition des jeunes musiciens, des chercheurs, afin qu'ils puissent l'inspiration, y trouvent matière à réflexion.

Ainsi revivent les légendes et se perpétuent les mélodies... Soudain redevenues vivantes : en toile

la ferveur des jeunes « folk » et « folkloristes » chaque année réunis, en Touraine, au Festival de Genillé.

On entend le Breton Yvon Elenne, et aussi Gégé, et le groupe Claude Gaiache, de Lyon, et les musiciens de l'ensemble Tri-Yann, qui ont arrangé les antiques ritournelles à grand renfort d'électronique. Gabriel Yacoub, qui appartenait au groupe Malicorne, parle du phénomène « folk » français, établit des relations avec les chansons québécoises. On peut retrouver des racines communes, des motifs semblables. Jean-Pierre Prévost avait déjà travaillé sur les poèmes des troubadours (on a vu assez récemment une excellente émission qu'il avait consacrée à la jalousie). S'il a préféré aller enquêter en Poitou, en Berry et dans l'Aubrac, où l'association La Brèche assure des stages de formation pour les jeunes citadins, c'est à l'évidence sur ce qui a pu être expliqué de la chanson bretonne ou occitane, c'est qu'il est persuadé de l'importance grandissante et encore sous-estimée de ce phénomène à ses yeux « étoilé ».

« On fait assez vite le tour des thèmes ou des paroles de ces musiques, dit-il. Ce qui est passionnant, c'est combien les attitudes à l'égard de ce patrimoine en réveil sont diverses : il y a les puristes assez passionnés, ceux qui électrifient simplement et les autres qui amalgament, assimilent et font autre chose : le folk français. » Notre fonds commun : une musique à vivre.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Vendredi 23, TF1, 22 h. 20.

A PROPOS DES «PAYSANS», DE J.-C. BRINGUIER

Et si les Indiens nous parlaient de Lévi-Strauss !...

LES Paysans de Jean-Claude Bringuiér sont d'abord l'occasion d'un jeu de miroir. Le regard se cherche, puis se regarde lui-même : et très profondément. Le film ne démarre pas sur les villages en tant que tels, mais sur les scientifiques, qui parlent avec l'accent de Toulouse ; ils interrogent les ruraux, ils leur tirent le sang et l'urine, ils les auscultent moralement. Bons princes, les auscultés se laissent faire. Ils considèrent avec amour le savoir qui les considère. Fina, ils ne se voient pas : « L'ethnologue, disent-ils superbement, a pour nous plus de curiosité que de mépris. » L'ethnologue pour eux n'est pas grandiose. C'est comme Proust : ethnographe du noble faubourg Saint-Germain, il n'était pas tenu en haute estime par les aristocrates qu'il décrivait.

Ironie de l'histoire : voici le docteur Ruffié, spécialiste des groupes sanguins, ou plutôt des disciples, qui sont mesurés sous toutes les coutures, mine de rien, par les docteurs de sang. On se dit qu'un jour les Indiens vont s'y mettre, qu'ils écriront un livre irrespectueux sur Lévi-Strauss... Et puis Bringuiér, double voyeur, fait un tour au bois de Boulogne : la chlorophylle y rend goût de béton ; les visiteurs du Musée des arts et traditions populaires, graves, aperçoivent des photos jaunies : elles représentent un paysan qui se chauffe sous le manteau de sa chemise bocagère... Bringuiér a mis une inviolable prunelle dans le nombril campagnard. Malicieuse, elle relève l'œil rond et lisse des savants, des urbains : ils croient voir alors qu'ils sont vus.

L'autre obsession de notre cinéaste, ou plutôt téléaste, c'est le passé qui s'emballe dans le présent, comme une poupée russe dans une autre. Duby, filmé, rappelle en passant que le cinéaste du dix-neuvième siècle, les grands et petits intellectuels, les chrétiens et les mange-curés, les auteurs de tableaux et les romanciers réalistes ont présenté le paysan français de façon fautive, comme s'il était un quasi-géant. Mais Bringuiér n'insiste pas : une chèvre qui broute un arbutus (comme aux temps héroïques de la guerre aux chèvres du dix-huitième siècle, proscrites par l'administration parce que forestières) attire davantage la caméra de notre homme que ne font les manuscrits

à enluminures et les expositions des Arts et Traditions populaires... Comme dans le film de Lévi-Strauss, le regard se cherche, puis se regarde lui-même : et très profondément.

Après la chèvre, vient le terme du cohabitant comme au quinzième siècle trois générations ; et puis le sel sur la pierre, pour les moutons ; et la bottelage du foin à la main, comme sous Philippe-Auguste ; et la vieille qui ploche ses choux ; et les choux bretons, battus des verges de l'océan celtique. Et l'homme qui affine sa faux, du même geste que domine le vol, déjà, les bestioles galfonnelles ; et l'autre homme qui affine son rasoir, son sabre, une des plus belles séquences des quatre épisodes : le vieux qui se rase ainsi se gratte la couenne régulièrement, une fois tous les quatre jours, depuis le ministère de Clemenceau. Soixante années déjà : seule a changé la couleur des poils.

Au passage on salue Léonce Chaleil, l'horticulteur nîmois à pro-priété des éditions Stock, qui a publié récemment un livre choleureux. Ce Chaleil est une découverte : de ma vie je n'ai entendu exprimer si fortement, jusqu'à verser des larmes, l'amour du paysan pour sa terre. Bâtisseur, quand on se borne à l'écrire. Mais on comprend brusquement quand on entend Chaleil, à quel point ce sentiment d'amour a motivé les ruraux français, depuis 1750 ou 1800. Les jardiniers de Vaucelles et du Gard à la Chaleil sont d'ailleurs de puissants personnages : ils composent une élite : elle est formée par les papes évangélistes, grands amateurs de melons, et puis par les huguenots nîmois. On la regrettera quand elle sera tout à fait disparue, quand elle aura fait souche définitivement de fonctionnaires et de professeurs, enfants terrorisés des ci-devant horticulteurs.

Le film au quatrième acte soute à pieds joints du passé jusque dans l'avenir. Un avenir qui s'en-châsse aussi dans le présent : la grande ferme de 320 hectares, en Bassin parisien, qui nous est donnée à voir, fut gagnée au maïs, volait peu, grâce aux défrichements. Elle fait dire à son propriétaire, exploitant, dans le vacarme des moissonneuses-batteuses : « On est un peu sur les nerfs... Qu'est-ce qui lui tape sur les nerfs, exactement, à ce grand fermier ? Les machines ? Ou bien la vie parisienne, toute proche de la Beauce immense ? On ne sait pas... Ce riche laboureur serait-il tout simplement un sosie de Bringuiér ? Ou son porte-parole involontaire ?

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

professeur au Collège de France.

★ Les deux premières émissions de cette série ont été diffusées les 8 et 12 février ; les deux dernières le seront les 20 et 27, sur TF1, à 20 h. 30.

Les films de la semaine



★ Pierre Fresnay et Jean Gabin dans « La Grande Illusion ».

● LE DERNIER TRAIN DE GUN HILL, de John Sturges. — Dimanche 18, TF 1, 20 h. 35. Les bons westerns étant rares ces temps-ci, on aimera, on appréciera celui-ci, qui date de la grande époque où John Sturges (Coup de foudre en retour, Règlement de comptes à O.K. Corral, Le Trésor du pendu) était un authentique auteur du genre. Sujet démodé jusqu'à la tragédie et mise en scène baroque s'accroissent dans un univers moral où est bien posé le problème de la justice sociale, où s'affrontent magnifiquement Kirk Douglas et Anthony Quinn.

● MARIUS, de Marcel Pagnol et Alexandre Korda. — Lundi 19, FR 3, 20 h. 30.

Même si le Hongrois Alexandre Korda, grand homme du cinéma anglais, en a dirigé la réalisation, c'est Marcel Pagnol, le vrai père, le vrai créateur de ce film tiré de sa pièce. Jetons aux orties la vieille querelle du « théâtre filmé » née au début du siècle. L'histoire de Marius, qui lui préfère l'attrait des mers lointaines, de César le bougon au grand cœur, de Fanny la déboulinière et des habitants du Bar de la Marine, est là, toute chaude de vie et d'humanité, marseillaise et universelle. Et quels acteurs !

● LA GRANDE ILLUSION, de Jean Renoir. — Lundi 19, TF 1, 20 h. 35.

Consacré l'un des douze meilleurs films du monde en 1938, par un jury de critiques, à Bruxelles, la Grande Illusion vient d'être classé — avec la Règle du jeu — parmi les dix meilleurs films de cinquante ans de cinéma français, par le vote des cinéastes. Sa carrière internationale a été triomphale. On peut préférer le plus haut d'un couple de Renoir, mais la beauté de celle-ci s'explique autant par le message pacifique clairement formulé dès 1937 que par le réalisme dramatique du style, la vérité des rapports hu-

maines et la popularité des acteurs Gabin, Fresnay, Stroheim. En fait, son intérêt, son importance tiennent surtout aux idées exprimées par Renoir à travers le scénario construit avec Charles Spaak : le nationalisme au nom duquel on fait les guerres separe moins, en fait, les hommes que leurs différences de milieux et de classes. L'aristocrate français Boeldieu se retrouve en communauté d'esprit, de caste, avec son geôlier allemand von Rauffenstein, alors qu'il se sent intellectuellement, socialement, politiquement, différent de Marchal, le prolétaire, et de Rosenthal, le fils de banquier juif. Et la rencontre de Marchal et de Rosenthal, évadés, avec une paysanne allemande, marque une fraternité de nationalité et de langue.

● LES TRAVAUX D'HERCULE, de Pierre Francis. — Mardi 20, TF 1, 15 h.

Des images éclaircies par Mario Bava pour des aventures à l'antique (c'était le temps où le cinéma italien revenait en force au « film péplum » et aux héros musclés) mêlant la légende des travaux d'Hercule et celle de la Toison d'or. Des attractions spectaculaires et une vedette d'occasion, le culturiste Steve Reeves (Monsieur Univers), impressionnant costard.

● LA VALLÉE DES ROIS, de Robert Flaherty. — Mardi 20, FR 3, 20 h. 30.

Grande visite touristique de l'Égypte des temples et des tombeaux pharaoniques. L'intrigue (pilliers de sépultures contre archéologues), insérée dans ces splendides décors naturels, historiques, apparaît bien conventionnelle.

● LA CHEVAUCHEE SAUVAGE, de Richard Brooks. — Mercredi 21, FR 3, 20 h. 30.

Reconstitution d'une course d'endurance (chevaux et cavaliers) sur les pistes de l'Ouest

américain en 1908. Les personnages et la morale du vieux western héroïque sont au rendez-vous. Et voilà qu'on se reprend à croire à ce qui n'existe plus dans le cinéma d'aujourd'hui : la belle aventure, la lutte pour l'honneur, la loyauté, l'amitié fraternelle. C'est l'Amérique d'autrefois que Brooks, dans une réalisation solide, honnête (pas de racolage esthétique) et chaleureuse, donne à voir contre la civilisation déglutinée d'aujourd'hui. Le temps d'un film, c'est toujours bon de faire une cure d'optimisme. Et les acteurs sont sensationnels.

● LA VIE PRIVÉE DE SHERLOCK HOLMES, de Billy Wilder. — Jeudi 22, FR 3, 20 h. 30.

Pour échapper à un mariage avec une danseuse encombrante, Sherlock Holmes fait croire qu'il n'a pas de goût pour les femmes. Ce qui laisse planer un doute sur ses relations avec Watson. Mais il se prend aux filets d'une aventurière. Avec sa malice habituelle, Billy Wilder a fait voler en éclats le mythe du détective invincible inventé par Conan Doyle. Mais, comme toujours chez lui, il y a de l'amertume sous l'ironie lorsqu'il est question des rapports amoureux.

Dans une Angleterre victorienne admirablement reconstituée et une Écosse fantastique où sombre le mythe du monstre du Loch Ness, se jouent, avec élégance et subtilité, des enquêtes policières à personnages surdoués. Ce film prodigieux, insolent, mais grave lorsque l'ambition masculine est confrontée à l'amour, fut un échec aux États-Unis.

● TOUCHE PAS À MON COPAIN, de Bernard Bouthier. — Vendredi 23, A 2, 22 h. 55.

Des garçons de trente ans qui n'ont pas réussi à échapper à leur adolescence déambulent dans Sète avec un copain revenu de Paris. Toute une mythologie sociale que Bouthier avait créée dans ses reportages et ses « nouvelles » de télévision se retrouve dans son premier film de cinéma, réflexion nostalgique sur la difficulté d'être adulte. Réalisme documentaire de la province, sensibilité, poésie. Touche pas à mon copain, par Georges Sadoul 1976, n'a malheureusement pas eu l'audience qu'il méritait.

● LE DOULOIS, de Jean-Pierre Melville. — Dimanche 25, TF 1, 20 h. 35.

Belmondo, truand qui porte un chapeau (un « double »), est-il un indicateur de police trahissant son ami Reggiani ? Le suspense psychologique tient par les embrouilles d'un récit où l'on ne sait pas distinguer la vérité et le mensonge dans certains événements décrits. Et la mythologie Sétienne des « vrais hommes » du milieu, de l'honneur des truands et de l'amitié virile est aujourd'hui complètement usée. Il reste de ce film intelligent le plaisir cinématographique d'une mise en scène à la façon des grands américains (Huston, DeSica), d'images en noir et blanc bien travaillées, d'une atmosphère tragique et d'une interprétation exceptionnelle.

● LA NUIT, de Michelangelo Antonioni. — Dimanche 25, FR 3, 22 h. 40.

En vingt-quatre heures, le bilan de dix ans de vie commune, le récit de la mort d'un amour qui n'a pas résisté à l'épreuve du temps. Après la révélation de l'Amour, le modernisme affirmé d'une écriture non psychologique, la poursuite d'une méditation sur l'angoisse contemporaine (la crise de civilisation des milieux bourgeois), le drame intérieur du couple et l'incommunicabilité. Il ne se passe presque rien, au sens dramatique — dans la Nuit. Le temps s'étire sur un rythme lent. Une femme se promène, s'arrête au pied d'un mur. Elle est cernée par la ville de béton. La réception nocturne n'a pas le grouillement qu'on trouvait dans un film de Fellini. Un jeu, une panne d'électricité à la suite d'un orage, sont les seuls incidents. Mais on sent tout un monde qui se décompose dans les silences dorés. Prisonniers de l'ennui, de l'atmosphère pesante de leurs sentiments dévalés, Giovanni (Marcello Mastroianni) et Lidia (Jeanne Moreau) vivent leur drame comme un mystère.

● WILLARD, de Daniel Mann. — Lundi 26, TF 1, 20 h. 35.

Un jeune homme névrosé devient l'ami des rats. Ce n'est pas une fable écologiste mais un film d'horreur, profondément répugnant pour qui ne supporte pas la vue de ces rongeurs. Or il y en a une meute, et ils ne sont pas inoffensifs.

Écouter-voir

● ENQUÊTE : COMMENT ÇA VA, LA CHINE ? — Du lundi 19 au samedi 24, F.C., 22 h. 30 et à 9 h. 7 (le 20), 14 h. 5 (le 24), et 17 h. 30 (le 25).

Un jeune étudiant français, Jean Verrière, a vécu en Chine de 1975 à 1977 avec le son de sa voix. Claude Hudelot s'est entretenu avec lui, et propose le récit de ce voyage, cinq « Nuits magiques » de nuit.

Ces émissions (« Comment ça va, la Chine ? ») tendent à restituer un « vécu » et restent en deçà de l'analyse pour privilégier le détail significatif. Elles servent de fil conducteur pour une étude plus composite, qui émaillera cette semaine de France-Culture. Ainsi « La Matinée des cultures », du 26 février, s'interrogera sur la permanence des traditions, notamment familiales, dans la vie quotidienne chinoise. Le 23 février, Claude Hudelot fait le point sur « L'Asie chinoise », en compagnie de Xavier Luccioni, architecte urbaniste, et de nombreux professionnels. L'après-midi du samedi 24 sera consacré au roman chinois.

● PORTRAIT : GERTRUDE STEIN. — Mardi 20, A 2, 16 h. 40. D'origine autrichienne, l'Américaine venue de San Francisco s'installa à Paris en 1903. Très vite, elle devint l'âme des Pigeons, Braque, Juan Gris ; puis, elle reconnut le talent d'un Cézanne alors qu'il était à l'école. C'était bien avant qu'ils ne fussent célèbres. Belle époque, puis venaient les années folles.

Au-delà du rôle d'épouse dans lequel l'histoire littéraire l'a enfermée, Gertrude Stein fut un écrivain, et il aura fallu attendre des années et des années (elle est morte il y a trente ans) pour que son œuvre enfin soit jugée importante.

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS
17, rue des Italiens
75477 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. PARIS 4397-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	235 F	343 F	450 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	435 F	643 F	850 F
ÉTRANGER (par messagerie)	135 F	243 F	350 F
I - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS	243 F	350 F	450 F
II - SUISSE - TUNISIE	243 F	350 F	450 F
Par voie aérienne, tarif sur demande.			

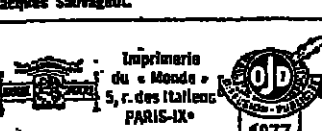
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre en chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Les abonnés ont l'obligation de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Publié par la S.A.R.L. Le Monde.
Généraliste : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

RADIO-TELEVISION

Samedi 17 février

Ce week-end encore, un « programme minimum » sera présenté par les trois chaînes, le soir seulement, la grève ayant été reconduite jusqu'au lundi 19 février, date à laquelle est prévue une prochaine assemblée générale. Les programmes de France-Musique ne pourront être diffusés en raison d'arrêts de retransmission par Télédiffusion de France. D'autres perturbations risquent, au long de la semaine à venir, d'affecter les programmes que nous annonçons. Un préavis de grève a notamment été déposé à Radio-France pour le mardi 20 février.

CHAÎNE I : TF1
19 h. 10, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 40, C'est arrivé un jour.
20 h. 35, Variétés : Numéro un.
Autour de Salvatore Adamo, Yves Duteil, Jairo, Marie-Paule Belle, Guy Béart, Yves

vincara
Bijoux en Vincara
63, Champs-Élysées - 8, Place de l'Opéra
CIP, Porte Maillot - 53, rue de Sévres
LYON : La Part Dieu - MARSEILLE : Bourse

CHAÎNE II : A2
12 h. 45, Journal.
19 h. 40, Gags à gogo.
20 h. 30, Opéra-bouffe : « Les Brigands », de J. Offenbach, réal. A. Leroux.
Le prince des Grands promesses au duo de Montoux est capturé. Mais les stratagèmes imaginés par Frodo et le comte de Florentia, vont échouer. Avec L. Raimbourg (Pietro), E. Mandel (Florentia), D. Tournet (Frodo), R. Samard (Comte).
22 h. 10, Le petit théâtre : « Mais ne te promène donc pas toute nue », (extraits), de Feydeau.

CHAÎNE III : FR3
19 h. 20, Les jeux ; 20 h. 30, 30, Ballet : « Eugène Onéguine », de Tchaïkovski, réal. D. Sutherland.
Kurt Stiles a dirigé les musiciens de Stuttgart. Cette chorégraphie d'un « classique » est due à John Cranko. Avec H. Claus et M. Bayle.
FRANCE-CULTURE
18 h. 20, Vingt-troisième anniversaire du livre d'or : Schubert ; 17 h. 20, Pour mémoire : les Jours de l'histoire (Louis XIV) ; 19 h. 20, Les mantras ; 20 h. 20, Le bruit et la fureur, de W. Faulkner, musique de J. Van Jones, avec R. M. Ribowski, M. Chavrier ; 21 h. 35, Ad lib, avec M. de Bréville ; 22 h. 20, La Juge du samedi.

Dimanche 18 février

CHAÎNE I : TF1
9 h. 15, Émissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte ; 9 h. 30, Orthodoxie ; 10 h. 15, Prédication : 10 h. 30, FILM : C'EST UNE FEMME DE JERUSALEM A EMMAUS.
13 h. 15, Journal.
19 h. 25, Les animaux du monde.
20 h. 35, FILM : LE DERNIER TRAIN DE GUN HILL, de J. Sturges (1959), avec K. Douglas, A. Quinn, C. Jones, E. Holman, B. Hutton.
Pour venger sa femme - indienne - violée et tuée, un shérif doit arrêter le fils de son vieux ami, un propriétaire tout-puissant.

CHAÎNE II : A2
13 h. 15, Journal.
DOSSIER DE L'HOLocauste
Un document unique pour que l'on n'oublie jamais.
80 pages - photos et dessins
format 21x27 - 15 F.
GRASSET

Exécution de trente-trois mille juifs en deux jours à Babyl-Yar : Les personnages d'Holocauste ont revécu (avec les costumes et les fausses de la fiction, mais qu'importe les moments atroces, appuyés par des documents d'époque).
CHAÎNE III : FR3
EXTRAORDINAIRE SUCCES
DERNIER DIMANCHE 25 FÉVRIER
zouc à Bobino
20 h. La grande parade du jazz : le groupe Pee Wee Erwin.
20 h. 30, L'aventure de l'art moderne : I. - Le fauvisme.
En trois émissions, André Parinaud entreprend de retracer l'aventure de l'art moderne : une aventure qui se poursuit fébrilement aujourd'hui hors du contexte historique, de l'évolution de la société du moment. Quel que soit le thème, cette série n'en tient pas assez compte, et l'on reste dans l'éternité traditionnelle de l'art par l'art.

21 h. 40, Aspects du court métrage français : « La Brame du cerf », de F. Bel, G. Vienne et F. Roux.
Automne dans les forêts.
et « La Faim de Putra Kala ».
Ulysse Laugier a filmé des marionnettes indiennes : une légende indienne veut qu'une nymphe ait engendré un monstre.
FRANCE-CULTURE
7 h. 2, Poésie : J.-C. Milner (et à 14 h.) ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon, Magazine religieux ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 8 h. 10, Écoute Israël ; 8 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la Grande Loge de France ; 10 h. Messe à l'abbaye Saint-Etienne de Caen ; 11 h. Regards sur la musique : les petites symphonies (O. Milhaud) ; 12 h. 5, Alléluia ; 12 h. 35, Le livre ouvert à l'auteur ; 12 h. 45, Concert d'œuvres de compositeurs contemporains hongrois : « Poil de Carotte », de J. Bernard, et « La Visite de noces », d'A. Dumas ; 16 h. 5, Congrès international de musique juive ; 17 h. 20, Rencontre avec... Jean Sully ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ; 20 h. Poésie : Jean-Claude Milner ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique : « Choses vues au Carrefour Mabilion, le 19 mai 1978 », par G. Perce ; 23 h. Black and blue ; 23 h. 5, Poésie : Modras Pavlovic.

Lundi 19 février

13 h. 15, Journal.
19 h. 40, C'est arrivé un jour.
20 h. 35, FILM : LA GRANDE ILLUSION, de J. Renoir (1937), avec J. Gabin, P. Fresnay, E. von Stroheim, D. D. Parlo, Carotte, G. Modot. (N. Rediffusion).
Pendant la guerre de 1914-1918, des officiers français prisonniers en Allemagne, cherchent obstinément à s'échapper.
22 h. 10, Magazine : Pleins feux, de J. Artur.
Un hommage à Paul Meurice : le Palais des Sports avec Maurice Béjart : une enquête sur le chantage des jeunes comédiens ; un entretien avec Georges et beaucoup d'autres choses encore.

CHAÎNE II : A2
12 h. 45, Journal.
19 h. 40, Jeu : Des chiffres et des lettres.
20 h. 30, Variétés avec Diane Dufréne.
21 h. 20, Salle des fêtes.
CHAÎNE III : FR3
18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : René Thom ; 19 h. 20, Émissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : A L'OUEST DU MONTANA, de B. Kennedy.
FRANCE-CULTURE
7 h. 2, Poésie : Modras Pavlovic (et à 14 h.) ; 7 h. 15, 19 h. 35 et 23 h. 50 ; 7 h. 5, Minitiales ; 8 h. Les chemins de la connaissance : le temps et nous ; 8 h. 32, L'événement Soljenitsyne ; 8 h. 50, Écho au hasard ; 9 h. 7, Les Jours de l'histoire : « Les Trois Ordres » de G. O. ; 10 h. 45, Le texte et la image ; 11 h. 1, Évenement-musique ; 12 h. 5, Agora ; 12 h. 45, Panorama ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h. Les jeux.

13 h. 30, Atelier de recherche vocale ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Un arbre dans Babylone », de D. Boulanger ; 14 h. 47, Centre de gravité ; 16 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Paroles et écrits du bocal : « Hors des Mes », de J.-L. Trussard ; 21 h. L'autre scène ou les vivants et les morts : Brasseur ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : « Comment ça va la Chine ? », par O. Rudelot ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je ne boirai pas de son eau », par J.-P. Milovanoff ; 13 h. 30, Livre parcouru variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anglais du roi Salomon », d'Al. Ajar ; 17 h. 47, Carrefour des Français : l'Europe ; 18 h. 50, Livre appel ; 17 h. 32, Semaines musicales internationales d'Orléans ; 18 h. 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de H. Pouaille ; 19 h. 25, Présence des arts : un certain art anglais ; 20 h. Dialogues avec le général G. Buis et A. Abdel Malek, « Visions géométriques » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : comment ça va la Chine ; 23 h. 20, « Fontaine de jeunesse, je

BONNES FEUILLES

« Le Sang de l'espoir », de Samuel Pisar

Il est difficile d'avoir l'air plus typiquement américain que Samuel Pisar. Plus exactement, il évoque irrésistiblement ces fils de grandes familles de la Nouvelle-Angleterre ou de Philadelphie dont les aïeux sont arrivés en Amérique sur le « Mayflower » et qui, tout en développant, de génération en génération, une solide fortune, ont scrupuleusement maintenu leur tradition de dévouement à la communauté et de service désintéressé de l'Etat.

On l'imagine, muni de prestigieuses diplômes de Harvard, portant divers titres de conseiller ou expert d'organisations internationales d'abord, puis du Congrès des Etats-Unis, d'un président peut-être — et dans ce cas, il ne peut s'agir que de John Kennedy — avant d'ouvrir sa propre firme, par exemple avocat international spécialisé dans les questions juridiques et économiques à l'échelle du monde, installé — pourquoi pas ? — à Paris, mais membre aussi des barreaux de Londres et de Washington.

Or on a raison de l'imaginer ainsi, car c'est bien là, point par point, sa trajectoire pour les vingt-cinq dernières années. Mais pour ces vingt-cinq années seulement. Car ses vingt-cinq premières années ne sont pas du tout

celles, et il s'en faut de beaucoup, d'un Rockefeller, d'un Dillon ou d'un Ford.

Il est né Polonais, en 1929, dans une vieille famille de la bourgeoisie juive de Bialystok. En 1939, lors du dépeçage de son pays, la ville est occupée par l'armée rouge. A dix ans, il est donc citoyen soviétique et porte fièrement le foulard rouge des pionniers. Le 22 juin 1941, les troupes de choc de Hitler déferlent et, de ce jour, à Bialystok, les lois raciales nazies sont appliquées dans toute leur rigueur. Les Juifs sont entassés dans le ghetto, le père de Samuel est arrêté, torturé et exécuté par la Gestapo, sa famille décimée. Bientôt il est séparé de sa mère et de sa sœur, qui vont disparaître elles aussi. Alors commence pour le petit garçon de douze ans l'effroyable calvaire des camps de concentration, Maidanek, Blizyn, Auschwitz, Oranienburg, Dachau, l'usine souterraine de Leoben où on construit les bombardiers Heinkel : quatre années d'enfer, la mort cent fois frôlée, et mille fois évitée de justesse cet « Holocauste » dont Antenne 2 poursuit dimanche soir le récit.

Evadé à l'heure de la débâcle, l'adolescent devient, avec deux compagnons de misère, un honorable trafiquant du marché noir dans

l'Allemagne en pleine décomposition. Pour se retrouver bientôt en prison allemande, à la forteresse de Landsberg, où Hitler avait été enfermé vingt-deux ans plus tôt après un putsch manqué.

Un cousin français le récupère, l'accueille à Paris. Puis c'est l'Australie, où vivent deux de ses oncles. Il est devenu une sorte de chat sauvage, presque inculte — il a abandonné toute étude depuis six ans — et semble bien difficilement récupérable. Pour comble, il contracte la tuberculose.

A vingt ans, guéri, ayant bouclé en deux ans le cycle des études secondaires, il entre à l'université de Melbourne et, diplômé en droit, conquiert une bourse pour Harvard, d'où il sortira en 1958 docteur et couvert de lauriers. Ce n'est qu'à partir de là qu'il rejoint le portrait-type que l'on traçait plus haut. La nationalité américaine lui sera octroyée par décision spéciale du Congrès et sous la signature de Kennedy, dont il est l'un des conseillers.

Le 18 juin 1975, à Auschwitz, il prend la parole après Valéry Giscard d'Estaing, son ami, qui vient de rendre un hommage remarquable au plus jeune déporté rescapé de ce camp d'extermination. Un livre à succès, « Les Armes

de la paix », qu'il a, pour la France, divisé en deux volumes préfacés l'un par Jean-Jacques Servan-Schreiber, l'autre par Valéry Giscard d'Estaing, a trois ans plus tôt exposé ses thèses sur l'équilibre et les échanges Est-Ouest. Pour lui, le Goulag n'est pas Auschwitz, et il refusera toujours la comparaison du système soviétique avec le régime nazi.

Champion et spécialiste du développement des relations et des échanges Est-Ouest, il combat obstinément les appréhensions des Américains qui redoutent de consolider le système soviétique et la peur des Soviétiques qui craignent l'influence pernicieuse de l'Occident.

A Paris, il dîne avec François Mitterrand, débat du socialisme avec Michel Rocard devant un millier d'étudiants et, à la radio, avec Jacques Chirac de l'avenir de Paris, il réunit chez lui Pierre Mendès-France et Michel Debré autour de Kissinger. De Moscou à Washington, de Giscard à Henry Ford, il va de conférences en rencontres, discret et actif. Tel est l'auteur de l'ouvrage « Le Sang de l'espoir » qui paraît ces jours-ci chez Robert Laffont, 364 p., 45 F., dont nous publions ici quelques extraits. — P. V-P.

Le choix de ma mère

NOUS avions fui dans la nuit, à travers des rues en flammes, jonchées de cadavres. Le jour suivant, nous dûmes trouver refuge dans un hôpital. Là, nous avons vécu notre dernière nuit ensemble. Celle où ma mère me saura la vie.

Précise, méthodique, elle plait mes vêtements avec la même sûreté apparente de gestes que si elle préparait mon départ en colonie de vacances.

Elle s'interrompt et me regarde : « Toi, je me demande si je vais te mettre en pantalon long ou en pantalon court. »

Elle réfléchit un instant, son regard se pose sur ma sœur, puis de nouveau sur moi, pour choisir.

« Si je t'habille avec un pantalon court, tu resteras certainement avec les femmes et les enfants. Nous partirons ensemble. Habillé d'un pantalon long, tu iras avec les hommes. Tu es grand garçon maintenant, tu sais ; tu pourrais travailler, tu pourrais mieux... »

Ma phrase s'interrompt : je lui lançai, anglois, en enfilant le pantalon long qu'elle me tendait : « Et toi, et Frida ? »

Elle ne répondit pas.

Une seule pensée m'habitait : que vont-elles devenir ? Et moi, que puis-je devenir sans elles ?

Interrogation à laquelle, hélas, désespéré, je ne pouvais apporter le moindre début de réponse.

Ma sœur avait fini par s'endormir contre ma mère, paisiblement.

Le climat dans lequel nous vivions depuis plusieurs mois était celui d'une violence absolue. On avait beaucoup parlé autour de moi de la mort et, à treize ans, je savais parfaitement ce

qu'elle signifiait : mais enfin, pour ma petite sœur, pour ma mère encore si jeune, et pour moi, je songeais qu'il n'était pas concevable d'être tués sans même avoir vécu.

Nous tentions, au milieu des fusillades, du désespoir des blessés, de préserver nos derniers moments d'intimité. Précieux, fragiles, ils étaient ponctués de gestes de tendresse, de sourires d'affection.

A l'aube, les SS forcèrent les portes. Pénétrant dans la salle, ils nous chassèrent dans la rue à coups de crosse, comme un troupeau.

Une silhouette sombre, l'ennemi de la tête de mort sur son casque, se planta soudain devant nous : « Je veux cela ! »

— Quel, monsieur ? dit ma mère.

Cette baguette, à votre doigt.

C'était son anneau de fiançailles. Un petit diamant entouré de minuscules rubis disposés en forme de cœur. Elle essaya aussitôt de l'enlever.

Mais ses doigts étaient gonflés par la fatigue. Le SS sortit sa baïonnette : « Vite, ou le doigt vient avec ! »

Dans ma terreur, je me souvins d'un morceau de savon qu'elle avait placé au fond de ma valise.

En quelques secondes, je l'avais sorti. Je marchai sur le doigt de ma mère tout en le savonnant.

L'anneau glissa. Je le tendis au nazi : « Voilà, monsieur. »

A cet instant, j'étais devenu un autre. C'était ma première décision de lutter pour la vie.

Quelques heures après, nous étions séparés pour toujours.

En me rejetant loin d'elle, ma mère avait arraché au destin une chance, même sur un million, pour que je survive.

Matricules d'Auschwitz

AUSCHWITZ, où Ben, moi et plusieurs centaines d'autres, qui étaient parvenus jusqu'ici, camp après camp, à ne pas mourir, avions été expédiés, était un lieu d'extermination pure et simple.

À mon arrivée, je fus frappé par les dimensions impressionnantes d'Auschwitz. Chef-d'œuvre de gigantisme, ses baraques, ses allées, étaient disposées de façon rigoureusement géométrique.

Seule l'odeur écœurante de chair brûlée rompait avec les exigences de clarté, de propreté, qui paraissaient avoir inspiré les constructeurs nazis.

J'étais au milieu d'une multitude de matricules anonymes. Un jour, je reconnus, debout, près des barbelés, un visage familier. Je le regardai, longuement, ébahi.

Oui, aucun doute, maintenant je distinguais bien ses traits. C'était un ami intime de mes parents. Il est là, dans le camp. Je ne suis donc plus totalement seul. Je cours vers lui et l'appelai joyeusement : « Heniek ! »

Il se retourna, me dévisagea avec froideur. « Fiche-moi le camp ! »

J'étais tout près de lui. Je tentais maladroitement de tendre les bras, embarrassé, presque honteux. « Mais je ne te demande rien, je voulais simplement te parler ! » Il détournait la tête, en murmurant sèchement : « Disparaiss ! »

Je restais figé, abasourdi, par cette dureté.

Ce n'est qu'un peu plus tard que j'ai compris. Il était déjà si difficile de travailler à sa propre survie ! Auschwitz exigeait que l'on abandonne tout sentiment et tout élan d'humanité. Que l'on se souvienne que je ne l'encombre que je lui enlève une petite part de chance. C'était affreux ; mais, en me rejetant, il m'avait fait comprendre, dans un éclair, une leçon magistrale.

Heniek, en me refusant tout réconfort, fait certainement partie de ceux qui me sauveront la vie : il m'a appris à ne compter que sur moi-même.

La panique des seigneurs

Le jour célèbre, et héroïque, du débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, ne fut à Auschwitz qu'une journée ordinaire. Le nombre habituel des gazes excéda le total des pertes alliées sur les plages lors du « jour le plus long ».

Des Polonais qui effectuaient des livraisons aux SS du camp réussirent à propager, un peu plus tard, la nouvelle qu'un débarquement aurait eu lieu... quelque part à l'Ouest.

Certains prisonniers murmuraient aussi que les Russes étaient engagés dans une contre-attaque sur le front est. Improbable.

Ainsi l'impossible n'était plus inconcevable : la résistance britannique, le retour de l'Armée rouge, la mobilisation de l'Amérique, auraient enrayé l'irrésistible conquête du monde par le Reich ? Incroyable.

Pour Ben, Nico et moi, la vie n'en fut pas plus simple. Le régime hitlérien connaissait une pénurie de main-d'œuvre industrielle de plus en plus accentuée. Nous fûmes chargés dans un train de marchandises, avec un contingent d'autres prisonniers, et expédiés au cœur de l'Allemagne.

Nous devions, dans le froid glacé d'un début d'hiver, construire complètement un nouveau camp.

Mon premier travail me rappela le bordel d'Auschwitz. Des convois en provenance de Budapest amenaient régulièrement des groupes de jeunes femmes, primitivement destinées à l'usage de la Wehrmacht sur le front de l'est, qui, apparemment, s'éffondraient.

Comme j'étais le plus jeune — j'avais quinze ans — c'est moi qui devais les fouiller avant leur entrée dans le camp. Il fallait chercher dans le plus intime de leur corps les pièces d'or et autres

objets de valeur qu'elles auraient pu y cacher. Au cours de l'hiver, je fus, de là, expédié à Dachau, rempli, en grande partie, de prisonniers politiques, de criminels de droit commun et d'homosexuels.

Nous commencions à sentir que ces déplacements, fréquents, mal organisés, reflétaient le désarroi du III^e Reich.

Au bout de quelques semaines, je fus transféré à Leoben, près de Stuttgart, où sont fabriquées, aujourd'hui, les voitures Mercedes.

A cette époque, Leoben était en apparence une petite bourgade allemande typique. Un seul détail la différenciait. Une montagne, située aux limites de la ville, abritait une usine souterraine de fabrication aéronautique. Je passai ainsi des mois à river des boulons sur le fuselage des bombardiers Heinkel, qu'on précipitait aussitôt vers le front contre les armées alliées.

Paradoxalement, ce fut le sonci des nazis d'assurer notre sécurité qui devint notre plus grand danger.

Une nuit nous entendîmes, déchirant l'obscurité, des explosions continues d'une tonalité différente. Des camarades qui avaient servi dans l'armée pensaient qu'il s'agissait de tirs d'artillerie lourde.

Quelques nuits plus tard, nous fûmes réveillés par une déflagration assourdissante, une succession d'explosions qui firent trembler le camp. Au petit matin, nous vîmes que les Allemands avaient décidé, devant la progression alliée, de détruire cette installation stratégique qu'était l'usine Heinkel : ils avaient dynamité le tunnel et les prisonniers qui y travaillaient étaient restés enterrés.

Ai-je vécu l'avenir ?

J'OBSERVE aujourd'hui la dislocation, la confusion, l'angoisse qui resurgissent partout : et le passé redevient présent.

Les ravages, les souffrances et les passions qui pèsent sur la vie internationale sont formulés de manière trop froide et impersonnelle par les diplomates, par les économistes et par les hommes politiques. Il y manque la vérité nue.

Or, la course du monde vers l'inconnu, tous les désespoirs et dangers qui nous menacent, je les ai vécus.

Chaque grande crise actuelle me rappelle et prolonge un moment de cette époque indicible où l'homme était délibérément détruit, où je devins un sous-homme — avant de renaitre.

La faim ? Les deux tiers de l'humanité, trois milliards d'êtres, vivant en état de famine endémique ne sont pas des abstractions pour ceux qui, comme moi, ont subi la faim chaque instant, chaque pas, cette quête de la survie.

Le terrorisme ? Je connais ses méthodes. Pour les SS, le plus petit geste d'un détenu semblant aller contre l'ordre établi paraissait comme une rébellion intolérable contre le III^e Reich et était sanctionné par la mort. Dans les camps, un terrorisme parallèle, ou tout aussi impitoyable, existait entre les prisonniers.

La surpopulation ? Dans la quotidienneté de la mort, j'ai vécu, chaque jour et chaque nuit, dans la pire des promiscuités, entassé avec d'autres êtres humains exténués, parqués comme du bétail dans des baraques où nous attendions de passer à l'abattoir.

Le chômage ? La politique d'extermination trouvait là un moyen de régler le problème. C'était une « relombée » logique, prévisible, efficace. Je me rappelle les tâches stériles, dérisoires, auxquelles nous étions contraints de nous livrer : douze heures quotidiennes de marche forcée, au pas cadencé, pour tester les chaussures de l'armée et tout faux mouvement provoquait un coup de bâton capable de fendre le crâne.

La pollution ? Sans le moindre soin, sans hygiène, notre seul contact avec le monde médical consistait à devenir l'un des obèses

pour les expériences pratiquées sur les déportés par le Dr Mengele, « l'ange de la mort », et les autres spécialistes nazis.

La crise de l'énergie ? Réalité économique, certes, mais essentiellement inquiétude du riche. Stress de l'automobiliste qui craint de ne plus pouvoir se perdre dans les embouteillages, angoisse de familles qui redoutent les mœurs du froid avec deux degrés de moins dans leurs appartements surchauffés. Je me souviens pourtant que l'on peut vivre des mois et des années, sans lumière, sans aucun chauffage.

L'Europe ? Vient-elle vraiment exister ou seulement briller encore un peu comme les astres en fin de trajectoire, avant de disparaître ? Ses industries les plus dynamiques, les dernières forces vives de ses sociétés, émigrent, presque sans exception et ne laissent sur place que des débris et des usines abandonnées.

Après plusieurs siècles de domination économique, nous avons cessé d'être les meilleurs, d'être les maîtres. Les peuples que nous avions longtemps considérés comme inférieurs se mettent à nous battre à notre propre jeu.

Toutes ces crises en chaîne constituent, de nouveau, un scénario qui menace de faire voler en éclats ce qui subsiste de liberté et de paix.

Prisonnier des préjugés raciaux, nationaux, emporté par le fanatisme religieux, mutilé par les dogmes idéologiques, l'homme paraît, aujourd'hui, biologiquement incapable de relever ces défis. Partout l'homme affronte l'homme.

Ainsi en contemplant, en examinant les choses, les incohérences, la peur qui se répand, je retrouve les réflexes, l'instinct qui sont ceux de la lutte éternelle pour la survie. J'ai de plus en plus le sentiment que, durant cette période de ma vie qui remonte à quarante ans, j'ai connu, j'ai vécu, ce qui s'appelle. Aujourd'hui, je ressens l'approche angoissante des pas du monstre sur l'univers tout entier.

Une jeunesse, intrépidité, généreuse, veut savoir. Elle veut apprendre quels sont les risques, les maux hypocrisies de l'Histoire ; elle veut s'armer pour tenter de vaincre la fatalité. Ce livre, je lui dois, car il ne traite pas du passé, mais de l'avenir, de son avenir.

L'état de siège

Ces hauts lieux de l'intelligence et de la puissance sont au bord d'un destin de bidonvilles. Mécanisme qui se représente cette addition devant la fatalité : l'état de siège.

Car l'appareilisme n'est pas prêt, non solitaire, non programmé pour permettre une renaissance, c'est la chute et la dictature. Ici, d'abord, dans cette Europe qui se serait de nouveau abandonnée. Mais aussi partout ailleurs, sous l'effet des ondes de choc.

L'affaiblissement de l'Europe mutilerait brutalement l'Amérique : état de siège.

La disparition de l'Europe comme puissance laisserait la Chine et le reste de l'Asie seules face à l'arsenal soviétique : état de siège.

L'extinction de l'Europe comme force de rayonnement et d'influence transformerait en jungle les grands espaces d'Afrique, d'Amérique du Sud, de l'Océan Indien : état de siège.

Enfin, la tentation pour l'Empire soviétique de se saisir de l'enjeu suprême risquerait alors de devenir irrésistible et aboutirait à militariser l'U.R.S.S. à la fois pour la conquête et pour la protection : état de siège.

Méditant sur l'immense responsabilité de mes anciens compatriotes d'Europe, parmi lesquels je suis revenu vivre et lutter, je demeure obsédé par la vision que j'eus le jour de mon premier et unique retour à Auschwitz, lors de la cérémonie officielle du 19 juin, à l'invitation personnelle, il y a trois ans, de Valéry Giscard d'Estaing.

Toute cette assemblée, tous étaient alignés là, dans mon sang évellé — Giscard, Giscard, les ministres, les ambassadeurs, les généraux — en treillis, comme nous autres ici, pour être repérés, neutralisés, expurgés, tous ceux qui pensent et qui croient, tous émissaires éternels et nécessaires à toute dictature : les Juifs, les socialistes, les libéraux, les savants, les artistes... L'état de siège exige, exigera, ici et partout, l'élimination de tout ce qui n'obéit pas aveuglément, mécaniquement : c'est le droit de l'Etat, à qui le siège permet tout.

Cette vision m'obsède parce que son avènement est dans la nature des choses : des désordres, des passions, des abandons qui s'étendent sous nos yeux... Là est l'ennemi.

Cet ennemi est en nous. Comme le sursum peut être en nous.

Le réalisme, seul, est salvateur. Que l'holocauste soit vivant, parmi nous, dans notre âme, c'est en vérité une chance de salut. Le sang de l'holocauste peut transformer l'espoir en avenir.

Monde

Rock

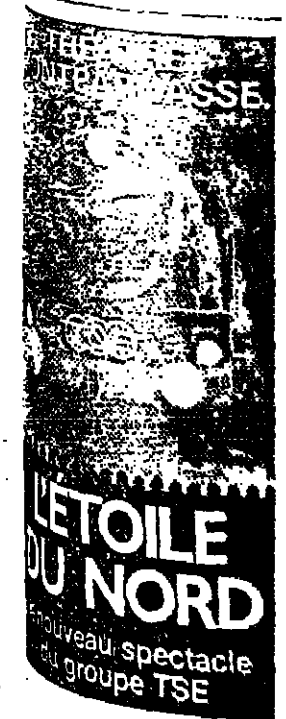
MOD

Musique

LES APPELS DU

Formes

UN PEINTRE



صلى الله عليه وسلم

Ile-de-France

Jardins français et place à l'italienne pour les Halles de M. Chirac

L'architecte en chef des Halles, c'est moi, tranquillement et sans complexe, avait déclaré M. Jacques Chirac, le 13 novembre dernier, avant de rendre visite au président de la République pour lui présenter des esquisses du jardin. Trois mois après, le maire de Paris présente son projet d'architecture, avec un A majuscule, point. Elle sera simple et de bon goût. Pas de grand concours, pour des raisons d'efficacité, précise le maire qui estime qu'un grand geste (le centre Georges-Pompidou) pour le vingtième siècle, cela suffit.

Tout sera terminé en 1983...

Cette affaire des Halles a débuté il y a dix ans et une partie importante a déjà été réalisée, a déclaré M. Chirac. Dix ans dans la vie d'une cité ce n'est pas très long. L'œuvre n'est pas terminée, mais elle est maintenant terminée. Le forum commercial va être dans quelques mois. Une note de vingt pages distribuée aux journalistes rappelle que les Halles centrales ont été démolies à Rungis en mars 1968 et que les deux tiers de l'opération sont engagés.

port normal entre une collectivité locale responsable et un ensemble d'experts, dont elle recueille l'avis, mais non dans le rapport inverse où un « concepteur » plus ou moins « démiurge » impose sa « vision » à la commune. C'est clair, les architectes qui travailleront aux Halles (1) devront le faire dans un cadre strict, selon un parti d'ensemble défini par la Ville.

Après quatre ans d'atmosphère d'hésitations, où la société d'aménagement, tiraillée entre les préférences supposées du chef de l'Etat pour une œuvre qui marque notre époque, et les soucis plus terre-à-terre de la Ville, les choses sont maintenant claires. Le jardin des Halles, que M. Ciscard d'Estaing contribua à agrandir d'un hectare, est « petit,

ne l'oublions pas ». L'aménagement des Halles est déjà réalisé aux deux tiers. Il reste à conclure, à édifier quelques immeubles, boutiques et bureaux, près de la plus grande gare souterraine du monde. En toute modestie. Et avant le 1^{er} janvier 1983... et les élections municipales.

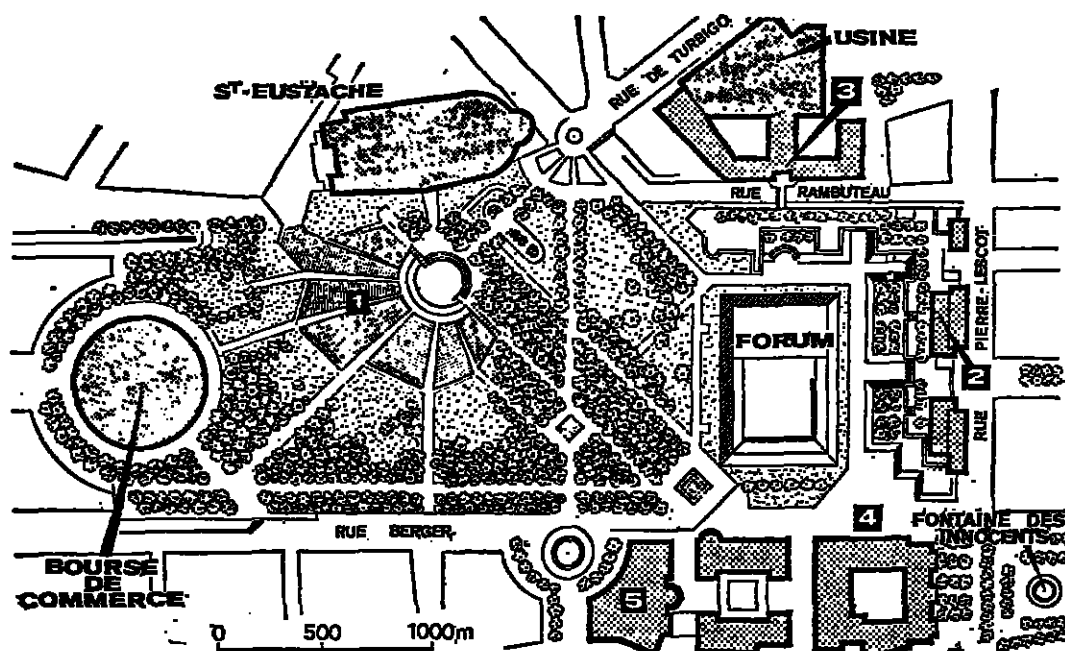
Le schéma d'urbanisme présenté par M. Chirac consacre le retour, sur le devant de la scène, de M. Pierre-Yves Ligan, directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme, qui fit les premières études et qui est devenu directeur de l'aménagement urbain. Continuité retrouvée avec un aménageur qui a toujours été convaincu que, placées comme elles le sont, les Halles ne pouvaient pas échouer. L'architecture est une péripétie.

raison. Le métro d'un côté, Beaubourg de l'autre, ont conduit le changement. Les Halles sont en quelque sorte devenues un faux problème.

Restent les polémiques architecturales. En refusant, avec assurance, l'architecture monumentale et, à la limite, l'architecture « visible », M. Chirac se met à dos les frustrés de la profession. Et l'architecture « simple et de bon goût » qu'il appelle de ses vœux sera tout aussi difficile à définir et à faire plébisciter, même si les architectes font un effort dans ce sens.

MICHEL CHAMPENOIS.

(1) Parmi les équipes consultées, on note celles de MM. Paul Chastot, Michel Ducharme, Martin Van Treeck, Renaud Barre, Pierre Collet et Jean-Paul Philippin, Michel Andraud et Pierre Paris.



mis au vingtième siècle de mettre sa marque dans Paris. Pour assurer une bonne liaison entre Beaubourg et les Halles, il faudra rendre le boulevard Sébastopol aux piétons. Deux solutions sont à l'étude : un passage souterrain de 40 ou 50 millions de francs. C'est plus vite dit que fait, ou l'utilisation du souterrain qui traverserait les Halles dans le sens sud-nord.

CARNET

Noissances

M. Thierry LABAUSSOIS et Mme. née Christine Forster, sont heureux de faire part de la naissance de **Gérard**, Paris, le 8 février 1979.

Décès

M. et Mme Michel Colle, M. et Mme Alain Colle et leurs enfants, Mlle Agnès Colle, Mlle Armandine Jagot, ont la douleur de faire part du décès de **Mme Robert COLLE**, née Odette Bourgeois, survenue à Paris, le 13 février, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Messes annuelles

Pour l'anniversaire de la mort de **Mme Louis FREDERICH**, le 18 février, une messe a été célébrée en l'église Saint-Etienne d'Orléans.

Services religieux

Un service religieux sera célébré en l'église Saint-Philippe-du-Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, le 19 février, à 10 heures, à la mémoire des officiers et marins du M.S. « François-Vieilleux », ainsi que de trois de leurs épouses, tragiquement disparus en mer le 14 février 1978, lors du naufrage de ce navire.

Soutenances de thèses

Université de Paris-II, mardi 20 février, à 18 heures, salle des commissions, M. Marcel Beaubrun : « L'ordre public économique ».

Communications diverses

Dimanche 18 février, de 11 h. à 17 h. 30, journée d'études « Juifs et modernité ». Textes juifs, de l'Antiquité à l'interdiction, au Centre Bachl-COPEL, 30, boulevard de Port-Royal, 75006 Paris. Possibilité de déjeuner sur place.

30 MILLIONS DE FRANCS POUR LE JARDIN

Le jardin des Halles et la place cailleront environ 30 millions de francs, soit 600 F le mètre carré pour 5 hectares environ ; quatre cents arbres de haute tige ont été prévus. M. Chirac a parlé des « bêtises de Mau-e-Corrette », mais on pense plus raisonnablement à des « bêtises » arborées ou à des « bêtises » architecturales.

NOMINATIONS AU CABINET DU MAIRE DE PARIS

Le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris des 12 et 13 février publie trois arrêtés portant nominations au cabinet du maire.

Le sous-sol : piscine et gymnase

On a pensé un moment qu'il fallait reboucher le trou du centre de commerce international. Je ne ferai aucune allusion au sous-sol, mais ce sous-sol aurait coûté aussi cher que de l'utiliser. Il n'y a pas tellement de volumes dans le cœur de Paris que l'on puisse faire fi de ce qui est en dessous.

Le jardin (1) : un mail et quelques bosquets

Première constatation, il ne faut jamais oublier qu'il est petit (5 à 6 hectares) et que ce n'est pas un jardin d'agrément qui peut faire des choses extraordinaires, monumentales ou extraordinairement diaboliques. Ce jardin sera organisé autour d'une place dont la forme générale est celle d'une croix.

Rue Pierre-Lescot (2) : des terrasses en gradins

Il y avait plusieurs thèses. Rien faire, gagner un peu, plus de jardins. Le projet que je vous présente ne doit pas être pris au pied de la lettre, mais il est arrêté dans ses grandes lignes. Le conseil de Paris examinera cette affaire dans cinq semaines, le 28 mars.

Rue Rambuteau (3) : une architecture simple et de bon goût

Les deux points forts de l'ensemble sont l'édifice Saint-Eustache avec sa place qui forme un ensemble d'animation culturelle, et l'ancienne halle au blé (la bourse du commerce). Il n'y avait pas de sous-sol, mais un grand ensemble monumental (le bâtiment Boffill) qui serait venu là comme des chemises sur la soupe. Nous ferons simplement autour de l'édifice des logements sociaux de qualité avec une architecture d'accompagnement — je sais que les spécialistes n'aiment pas ce terme — je veux dire une architecture qui ne doit pas être barrée par cette espèce d'imitation gréco-boudhique.

Le sous-sol : piscine et gymnase

On a pensé un moment qu'il fallait reboucher le trou du centre de commerce international. Je ne ferai aucune allusion au sous-sol, mais ce sous-sol aurait coûté aussi cher que de l'utiliser. Il n'y a pas tellement de volumes dans le cœur de Paris que l'on puisse faire fi de ce qui est en dessous.

Le jardin (1) : un mail et quelques bosquets

Première constatation, il ne faut jamais oublier qu'il est petit (5 à 6 hectares) et que ce n'est pas un jardin d'agrément qui peut faire des choses extraordinaires, monumentales ou extraordinairement diaboliques. Ce jardin sera organisé autour d'une place dont la forme générale est celle d'une croix.

Rue Pierre-Lescot (2) : des terrasses en gradins

Il y avait plusieurs thèses. Rien faire, gagner un peu, plus de jardins. Le projet que je vous présente ne doit pas être pris au pied de la lettre, mais il est arrêté dans ses grandes lignes. Le conseil de Paris examinera cette affaire dans cinq semaines, le 28 mars.

Rue Rambuteau (3) : une architecture simple et de bon goût

Les deux points forts de l'ensemble sont l'édifice Saint-Eustache avec sa place qui forme un ensemble d'animation culturelle, et l'ancienne halle au blé (la bourse du commerce). Il n'y avait pas de sous-sol, mais un grand ensemble monumental (le bâtiment Boffill) qui serait venu là comme des chemises sur la soupe. Nous ferons simplement autour de l'édifice des logements sociaux de qualité avec une architecture d'accompagnement — je sais que les spécialistes n'aiment pas ce terme — je veux dire une architecture qui ne doit pas être barrée par cette espèce d'imitation gréco-boudhique.

Le sous-sol : piscine et gymnase

On a pensé un moment qu'il fallait reboucher le trou du centre de commerce international. Je ne ferai aucune allusion au sous-sol, mais ce sous-sol aurait coûté aussi cher que de l'utiliser. Il n'y a pas tellement de volumes dans le cœur de Paris que l'on puisse faire fi de ce qui est en dessous.

Le jardin (1) : un mail et quelques bosquets

Première constatation, il ne faut jamais oublier qu'il est petit (5 à 6 hectares) et que ce n'est pas un jardin d'agrément qui peut faire des choses extraordinaires, monumentales ou extraordinairement diaboliques. Ce jardin sera organisé autour d'une place dont la forme générale est celle d'une croix.

Rue Pierre-Lescot (2) : des terrasses en gradins

Il y avait plusieurs thèses. Rien faire, gagner un peu, plus de jardins. Le projet que je vous présente ne doit pas être pris au pied de la lettre, mais il est arrêté dans ses grandes lignes. Le conseil de Paris examinera cette affaire dans cinq semaines, le 28 mars.

Rue Rambuteau (3) : une architecture simple et de bon goût

Les deux points forts de l'ensemble sont l'édifice Saint-Eustache avec sa place qui forme un ensemble d'animation culturelle, et l'ancienne halle au blé (la bourse du commerce). Il n'y avait pas de sous-sol, mais un grand ensemble monumental (le bâtiment Boffill) qui serait venu là comme des chemises sur la soupe. Nous ferons simplement autour de l'édifice des logements sociaux de qualité avec une architecture d'accompagnement — je sais que les spécialistes n'aiment pas ce terme — je veux dire une architecture qui ne doit pas être barrée par cette espèce d'imitation gréco-boudhique.

Le sous-sol : piscine et gymnase

On a pensé un moment qu'il fallait reboucher le trou du centre de commerce international. Je ne ferai aucune allusion au sous-sol, mais ce sous-sol aurait coûté aussi cher que de l'utiliser. Il n'y a pas tellement de volumes dans le cœur de Paris que l'on puisse faire fi de ce qui est en dessous.

Le jardin (1) : un mail et quelques bosquets

Première constatation, il ne faut jamais oublier qu'il est petit (5 à 6 hectares) et que ce n'est pas un jardin d'agrément qui peut faire des choses extraordinaires, monumentales ou extraordinairement diaboliques. Ce jardin sera organisé autour d'une place dont la forme générale est celle d'une croix.

Rue Pierre-Lescot (2) : des terrasses en gradins

Il y avait plusieurs thèses. Rien faire, gagner un peu, plus de jardins. Le projet que je vous présente ne doit pas être pris au pied de la lettre, mais il est arrêté dans ses grandes lignes. Le conseil de Paris examinera cette affaire dans cinq semaines, le 28 mars.

Rue Rambuteau (3) : une architecture simple et de bon goût

Les deux points forts de l'ensemble sont l'édifice Saint-Eustache avec sa place qui forme un ensemble d'animation culturelle, et l'ancienne halle au blé (la bourse du commerce). Il n'y avait pas de sous-sol, mais un grand ensemble monumental (le bâtiment Boffill) qui serait venu là comme des chemises sur la soupe. Nous ferons simplement autour de l'édifice des logements sociaux de qualité avec une architecture d'accompagnement — je sais que les spécialistes n'aiment pas ce terme — je veux dire une architecture qui ne doit pas être barrée par cette espèce d'imitation gréco-boudhique.

APRÈS LA MASSIVE

C.G.T. envisage d'élargir l'acti

Les militants de la C.G.T. envisagent d'élargir leur action à des secteurs jusqu'ici réservés à des organisations plus spécialisées. Ils ont ainsi décidé de créer une section d'animation dans les entreprises de la région parisienne.

Le gouvernement toutes les ressources

M. Raymond Barre a déclaré au Parlement que le gouvernement envisageait de recourir à toutes les ressources possibles pour financer les dépenses de l'Etat. Il a notamment évoqué la possibilité de créer de nouvelles taxes.

REVE OCCUPATION DE L'AMBAassade DE FRANCE A LUXEMBOURG

Des centaines de manifestants ont envahi l'ambassade de France à Luxembourg pour protester contre la politique de l'Etat français. Ils ont exigé la démission du gouvernement.

M. MITTERRAND : son action commune de la

M. François Mitterrand a déclaré que son action commune de la République française était de promouvoir la démocratie et la justice sociale. Il a souligné l'importance de la coopération internationale.

PRINCIPAL : Un

Un principal enjeu de la politique française est de garantir la stabilité économique et sociale. Le gouvernement s'efforce de mettre en œuvre des mesures pour soutenir la croissance et l'emploi.

APRÈS LA MASSIVE PROTESTATION DU NORD ET DE LA LORRAINE

La C.G.T. envisage d'élargir l'action au niveau national

LONGWY : « A répression nouvelle, stratégie nouvelle »

Massive, grave et la plus sou-
vent calme, la journée d'action du
18 février, organisée par les syn-
dicates pour protester contre les
vingt-deux mille suppressions
d'emplois dans la sidérurgie, a
revêtu une très grande ampleur
dans le Nord et la Lorraine; sil-
lons, des grèves ont surtout été
observées dans la sidérurgie à
Pon-sur-Mer (cinquante heures),
à Solmer, vingt-quatre heures
à Ugin-Acière, dans des usines
Creusot-Loire ou Ugine-
Acier, dans le Centre et la région
Rhône-Alpes; des manifestations
d'ampleur ont eu lieu à
Lyon et surtout à Nantes (Loire-
Atlantique) et à Sedan (Ar-
denne).

DANS LE NORD, indigne
notre correspondant à Lille Geor-
ges Sureau, les syndicats ont tout
lieu de se féliciter du succès du
mouvement de protestation du
18 février et des vingt-neuf cor-
tèges qui ont rassemblé des disa-
nnes de milliers de personnes.

Tous les secteurs économiques
ont été touchés et souvent plus
fortement qu'on ne le pensait.
Bien entendu, c'est dans la Va-
lenciennes que l'unité des
organisations syndicales, des par-
tis de gauche et de nombreuses
associations a été la plus évi-
dente. Mais les ports de Boulogne
et de Calais ont été paralysés par
la grève des dockers (ce qui n'a
pas été le cas à Dunkerque où la
C.G.T. est divisée dans cette pro-
fession). Les usines sidérurgiques
ont, en général, été atteintes à
plus de 50 %. Les mineurs, dans
leur grande majorité, ont suivi.
Dans le secteur privé, les pour-
centages de grévistes étaient
importants : textile (52 %), bâti-
ment et travaux publics (50 %),
industrie alimentaire (70 %),
chimie (50 %), automobile
(70 %). Ce sont là des moyennes,
car certains établissements ont
été complètement paralysés. Dans
les services publics, on a noté
de fortes perturbations à la
S.N.C.F., dans les P.T.T., dans les
transports, et 60 à 70 % de gré-
vistes à l'E.D.F., où une baisse
de charge de 10 % n'a pas
entraîné de coupure de courant.

Si le mot d'ordre dans la sidé-
rurgie a été lancé par l'ensemble
des organisations syndicales, le
mouvement interprofessionnel et
régional n'était appuyé que par
la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N.,
la C.F.C.T. et la F.O.

BREVE OCCUPATION DE L'AMBASSADE DE FRANCE A LUXEMBOURG

Une cinquantaine de sidérur-
gistes de Longwy, à l'initiative
de la C.G.T. et la F.O., ont occupé
vendredi après-midi, pendant
une heure, sans incident, l'am-
bassade de France à Luxem-
bourg. Ils ont été vus par
l'ambassadeur, M. Camille
d'Ornano.

Un second groupe d'une quin-
zaine de membres de la C.G.T.,
s'est présenté un peu plus tard.
Il n'a pas été admis.

les partis de gauche et diverses
associations. Dans les faits, on
a vu souvent des participations
de la C.G.T., de la F.O., voire même
de la C.F.T.C. Dans les cortèges
de la C.G.T., on a vu des élus de
la gauche, mais à Douai quelques
élus R.P.R. se sont joints à la
manifestation. Dans le secteur
de l'enseignement, les perturba-
tions ont été très importantes
(70 à 80 % de grévistes). De
nombreuses voies ont été blo-
quées, le barrage de routes de-
venant une arme syndicale
efficace.

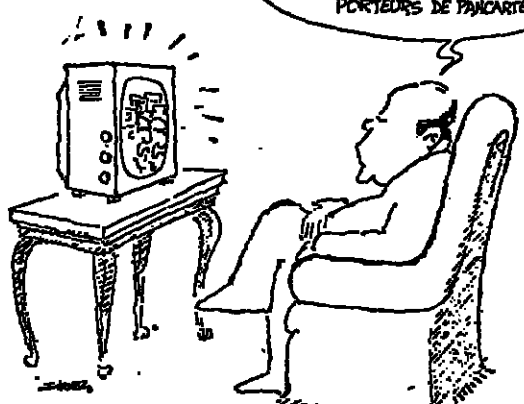
EN LORRAINE. — La plus
grande partie du nord de la ré-
gion a été paralysée pendant toute
la journée. Comme on pouvait
s'y attendre, indique notre cor-
respondant Jean-Charles Bour-
dier, c'est du côté de Longwy que
l'activité syndicale a été la plus
intense. En Meurthe-et-Moselle,
au demeurant, la grève des mi-
neurs a été suivie quasiment à
cent pour cent. Des barrages de
routes et de voies ferroviaires ont
été érigés en de nombreux points
notamment au lieu dans le ba-
sin de Nancy, tandis que de nom-
breuses entreprises étaient tou-
chées par la grève, notamment
les trois usines du groupe Pon-
t-à-Mousson, les aciéries de
Pompey et les aciéries de Neuves-
Maisons. Dans le bassin sidé-
rurgique de la région, le fait le plus
marquant a été sans nul doute
l'arrêt de toute activité dans les
villes comme Thionville, Hayange,
Clouange, Hagondange, Mervin-
ville-Grande, Vitry-sur-Orne et
Rombas. Les enseignants ont eu
aussí pris une part active à cette
journée d'action. En revanche,
le mot d'ordre de grève lancé par
la C.G.T.-S.N.C.F. dans l'arron-
dissement de Metz ne semble pas
avoir été très suivi.

LES INCIDENTS, rares, se
sont produits à Pon-sur-Mer,
où, selon les syndicats, des mani-
festants ont été matraqués; à
Nantes, où à la fin d'un défilé,
un petit groupe a essayé de
désoccler les grilles de la chambre
patronale; à Fourmies (Nord),
où deux dirigeants patronaux ont

été séquestrés quelques heures, et
surtout à Sedan (Ardennes), où
une centaine d'inconnus ont at-
taqué le commissariat de police
et brisé les vitres, détruit du
matériel au centre des impôts (il
y aurait eu sept blessés et une
vingtaine d'interpellations par la
police).

Les salariés et les organisations
syndicales estiment désormais que
ce sévère avertissement au gou-
vernement doit se traduire, le
23 février, lors de la rencontre
avec le ministre de l'Industrie,
par une réelle négociation. La
C.F.T.C. a écrit au premier mi-
nistre et au C.N.P.F. pour récla-
mer « une confrontation ouverte »;
et mettre en garde les pouvoirs
publics; la C.G.T., qui a envoyé
une lettre au président en exor-
cisme du conseil des ministres des
affaires sociales de la C.E.E. pour
proposer la semaine de trente-
cinq heures, envisage un élargis-
sement de l'action au niveau na-
tional.

LA POLITIQUE DE LA FRANCE
NE SERA PAS DÉCIDÉE PAR LES
PORTEURS DE FUMIGES.



(Dessin de CHENEZ)

Le gouvernement veut « mobiliser toutes les ressources de la solidarité nationale »

M. Raymond Barre a reçu ven-
dredi après-midi, 18 février, à
l'hôtel Matignon, les membres de
la mission parlementaire d'informa-
tion sur les problèmes de la
sidérurgie venue lui présenter les
propositions formulées de son en-
quête. Le président de la mission,
M. André Rossinot, député U.D.F.
de Meurthe-et-Moselle, a remis
une note dans laquelle les députés
présentent notamment d'orga-
niser en Lorraine une réunion
d'experts français et étrangers
afin d'étudier les perspectives du
marché mondial de l'acier.
La mission demande également
« un élargissement dans le temps des
décisions concernant l'usine de
Denain » et, à l'unanimité, la con-
struction d'une aciérie à Longwy.
Le premier ministre a souligné
la connaissance « avec le plus grand
intérêt » des avis et des sugges-
tions de ses interlocuteurs, ceux-ci
représentant les différents forma-
tions politiques. Il leur a assuré
l'assurance que leurs propositions
seront examinées avec soin et
que « le gouvernement les étu-
diera, ajoute-t-on à l'hôtel
Matignon, dans le même esprit
que celui qui doit inspirer le dia-
logue avec les organisations syn-
dicales : assurer le redressement
nécessaire de la sidérurgie, mais
en même temps, en ne pas avoir
compréhension et mobiliser les
ressources de la solidarité natio-
nale pour apporter aux consé-
quences sociales des solutions hu-
manes et favoriser, par la créa-
tion d'activités et d'emplois dans
des zones économiques touchées ».

Au terme de cet échange, de
vues, M. André Rossinot (P.C.),
député de Meurthe-et-Moselle, a
souligné, pour sa part, que le chef
du gouvernement n'avait pas l'im-
pression d'infirmer sa politique;
« M. Barre nous a dit que la
politique de la France est juste,
qu'elle ne changera pas, et qu'elle
s'appliquera avec méthode. Cela
est une bonne chose, car jusqu'à
présent le premier ministre ne
nous a pas dit ce qu'il pensait
de la situation. La mission de
restructuration de la sidérurgie
telle qu'elle est présentée par
les sociétés Sacyr et Usinor.
Cela est grave. »
Au nom du R.P.R., M. Julien
Schwartz, député de la Moselle,
a réitéré « de ne pas faire lan-
guer les organisations syn-
dicales ».
Recevant, vendredi soir,
MM. Jacques Limouzy, secrétaire
d'Etat chargé des relations avec
le Parlement, Claude Abbé,
président du groupe R.P.R. à
l'Assemblée nationale, et Roger
Chénard, président du groupe
U.D.F., M. Raymond Barre a
regreté que les Français et
les Français ne soient pas davan-
tage que celle était l'interven-
tion du gouvernement dans le
Nord-Pas-de-Calais et en Lor-
raine ».

M. MITTERRAND : pour une action commune de la gauche.

(De notre corresp. régional.)
Lyon. — Au cours de la confé-
rence de presse organisée le
vendredi 16 février à Lyon à
l'occasion de l'inauguration des
nouveaux locaux de la fédération
du Rhône du parti socialiste,
M. François Mitterrand, premier
secrétaire, a évoqué la crise de la
sidérurgie. Il a accusé le gouver-
nement et en particulier M. Va-
lery Giscard d'Estaing, respon-
sable « de la politique industrielle
depuis dix ans » de ne pas avoir
prévu « l'évolution des marchés
et la production et d'avoir au
contraire jeté par les fenêtres
l'argent des Français sans de
sérieuses contreparties ».

M. Mitterrand a souligné que
les partis de gauche se rassem-
blaient pour défendre l'emploi dans
les régions gravement menacées
par la crise.

Syndicats et patronat se donnent un mois pour tenter d'aboutir à un accord sur l'indemnisation du chômage

Syndicats et patronat se sont
donné un mois pour tenter
d'aboutir à un accord sur l'in-
dennisation du chômage. En fait,
c'est à un tour de piste, très
général, qu'on procédera, ven-
dredi 16 février à Paris, les orga-
nisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T.,
F.O., C.F.T.C. et C.G.C.) et le
C.N.P.F. en représentant les né-
gociations sur l'indemnisation du
chômage dont l'objectif est de
prévoir les modalités d'application
de la nouvelle loi-cadre sur la
fusion des allocations (le Monde
du 16 février).

Seul point positif de cette pre-
mière réunion : soulever d'acqué-
sion les pourparlers, les négocia-
tions ont fixé les dates de leurs
prochaines rencontres : le 26 fé-
vrier (et non pas le 19 comme
il avait été annoncé) et le 27
indiqué), puis les 5, 9 et 16 mars.
L'objectif étant de clore, à cette
date, les négociations. Trois obsta-
cles majeurs se dressent sur la
route des partenaires sociaux : le
taux et la durée des prestations
normales (45 % du salaire aux-
quels s'ajoutent une somme for-
fataire), la dégressivité des presta-
tions versées aux chômeurs
licenciés pour motif économique
et le financement du nouveau
régime.

Longwy. — « Nous avons décou-
vert une nouvelle forme de guérilla
urbaine ! », ainsi s'exclamaient ven-
dredi soir un jeune syndicaliste de
Longwy au poste de douane de Mont-
Saint-Martin, sur l'autoroute qui mène
vers Arlon et Bastogne, en Wallonie.
A l'instar des sidérurgistes de
Denain qui, une semaine auparavant,
avaient interrompu la circulation sur
l'autoroute du Nord, les ouvriers du
pays lorrain ont bloqué des
camions, et jusqu'à la nuit, d'impor-
tants axes routiers sur les trois fron-
tières. « A répression nouvelle, stra-
tégie nouvelle », poursuivaient les
jeunes militants. Les patrons nous im-
posent la violence des licenciements et nous
envoient la police. Nous rétorquons
par une offensive pacifique mais
aussi efficace que les « si-in » de
Gandhi. Les futurs chômeurs sur-
viens savent à présent qu'ils peu-
vent, s'ils le veulent, paralyser toute
une région ».

Devant son « dix tonnes », arrêté
tous phares allumés dans le brouil-
lard, un routier belge proteste en
même temps que réclament les
avertisseurs.

Dix poids lourds sont immobilisés
à Mont-Saint-Martin par des militan-
s de l'intersyndicale de Longwy. Les
accès de Thionville ont été bloqués.
Tous les axes routiers vers l'Alle-
magne, la Belgique et le grand-duché
de Luxembourg ont été coupés à
partir de 5 heures par les sidé-
rurgistes et quelques groupes d'ha-
bitants de Villers, de Longwy et de
Gorcy. A Valenciennes et à Ecuvieux,
ce sont les ouvriers des usines
Cockerill et de la Chiers qui ont
dressé des barrages.

Dès la nuit de jeudi à vendredi,
des jeunes syndicalistes de la C.F.D.T.
ont intercepté des camionneurs
et les avaient obligés à garer leurs
engins devant les portes des maga-
sins à grande surface de Longwy.

De notre envoyé spécial

« Ainsi, sommentait-ils, les géants
du commerce seront bien forcés de
faire la grève comme tout le
monde. » L'après-midi, enfin, en
gare de Longwy, des voyageurs
avaient été empêchés d'embarquer
les trains à destination de Nancy
et de Sedan.

Malgré les drapeaux rouges

Guérilla urbaine ? Malgré les dra-
peaux rouges qui flottent sur quel-
ques bâtiments publics, le mot est
bien fort pour désigner les barrages
routiers ou ferroviaires, les pelées
« opérations coupes de poing », mé-
nées d'une façon sporadique, tout au
long de cette journée d'agitation
dans la région. Tout s'est passé
comme si les appareils syndicaux,
redoutant l'affrontement, avaient
éprouvé la combativité de leurs trou-
pes en les mobilisant sur des terrains
dispensés pour des actions diffuses.
Fermement contournés par leurs diri-
geants, les manifestants se sont
contentés, dans la ville aux volets
clos, de quelques occupations sym-
boliques.

Les grands principes

Il serait hasardeux, néanmoins, de
sous-estimer l'importance de cette
journée pour la région de Longwy.
En Belgique même, elle a trouvé sa
répercussion. Car, vendredi, un
« comité de défense du front »
constitué surtout de cadres et
d'agents de maîtrise non syndiqués,
déclenchait un barrage routier en
amont d'Arlon, à 27 kilomètres de
Longwy, pour protester contre les
menaces de licenciement qui pèsent
sur un millier de travailleurs wallons
employés dans la sidérurgie fran-

çaise. Le même jour, des piquets de
grève des deux plus puissantes cen-
trales ouvrières belges, la F.G.T.B.
(socialiste) et la O.S.G. (démoc-
ratic chrétienne), plantaient leurs drapeaux
rouges et vêts au poste frontière
d'Aubange et interdisaient à leur tour
tout passage dans les deux sens pour
exprimer leur « solidarité aux camé-
rades français ».

A son retour d'une entrevue en
Belgique avec les dirigeants de ces
deux organisations, M. Climi, secré-
taire de l'Union C.G.T. de Longwy,
annonçait un projet de réunion, au
siège de la C.E.C.A., des syndicats de
sidérurgistes français, allemands,
belges et luxembourgeois. En même
temps, il rappelait — se démarquant
sensiblement de l'attitude cocardière
de sa confédération dans l'affaire
lorraine — les « grands principes de
l'internationalisme ».

A la mairie de Longwy, où le P.S.
a planté une banderole qui reprend
le slogan de la C.G.T. : « Longwy
vivre », le hall d'entrée s'orne désor-
mais d'une sculpture hyper-réaliste.
C'est un convertisseur de la série
d'Isidore enlevé par les grévistes en
même temps que la lingotière de
6 tonnes qui a été déposée, insolite
comme un totem inca, sur la grand-
place de Longwy.

La journée de vendredi, si elle a
pour un temps désamorcé la colère
des syndicalistes — après l'interven-
tion des forces de l'ordre à l'usine de
la Chiers, occupée par les grévistes,
— n'a nullement mis fin à la tragédie
sociale vécue par toute une région.
L'amerume demeure, et le déses-
poir, perceptible à de nombreux
signes. Non loin de la gare, une
inscription tracée par la C.F.D.T.
prend aujourd'hui un sens ironique :
« Le 19 décembre, ça changera ».

JEAN BENOIT.

VALENCIENNES : une foule immense et une colère froide

De notre envoyé spécial

par des dizaines de milliers de
personnes, venus le plus sou-
vent en cars des quatre-vingt-
deux communes de l'arrondisse-
ment. Hommes, femmes, jeunes,
viens, par familles politiques ou
syndicales, entreprise par entre-
prise.

Cet immense rassemblement
s'est formé dans une franche
pénurie, entre ceux qui venaient
de Denain et ceux qui les atten-
daient à Valenciennes même. Le
service d'ordre intersyndical, à
forte dominante C.G.T., totale-
ment dépassé par cet afflux mas-
sif, a fait appel à des forces de
préséance : l'intersyndicale
(C.G.T., C.F.D.T., F.E.N. et C.G.C.)
devant; les métallistes en tête de
cortège, le reste derrière, y com-
pris les 1908 agents de la Mairie
du député, maire de Lille, placé
en arrière-garde.

Le service d'ordre s'efforçait
surtout de contrôler la manifes-
tation, de prévenir tout déborda-
ment. On avait tellement dit, tel-
lement craint, certains tellement
espéré. Cette journée du 18 ne
devait pas croquer un fin sans
de graves incidents. On avait
surtout tellement évoqué la colère
générale et redouté ces éléments
incontrôlés prêts à tout et pré-
cédés de rumeur : 120 kilomè-

mes de dynamite voies la veille
à Denain, l'assaut de la sous-
préfecture inscrit au programme
de la journée, les groupes auto-
nomes-anarchistes, de ce jour-là
Paris ou descendus de Lille... etc.

Précautions inutiles. Il ne s'est
rien passé. Hormis une manifesta-
tion comme on n'en a jamais
vu : triste, froide, presque silen-
cieuse; une manifestation pra-
tiquement débarrassée de toute
colère et de tout ce qui fait le
folle des « manifestations », de ce
incantatoire des slogans - chocs
ou des chaussonnettes contes-
tataires; une manifestation où,
finalement, on ne manifestait pas
contre des choses qu'une colère froide
et une angosée commune. On ne
fera pas un recensement tel de
toutes les délégations, de toutes
les corporations, de tous les par-
tis ou personnalités locales pré-
sentes. C'est un pays entier qui
donnait l'impression de participer
à son propre enterrement, aux
obèques de son avenir. Les rares
slogans lancés par les respon-
sables étaient plus pessimistes
que scandés : les rares badades
invités à participer à cette mar-
che s'élevaient à une poignée :
« aujourd'hui, chômeurs demain ».

Pendant une heure, la mani-
festation a tourné court dans les
rues de Valenciennes, immense
serpent qui en arrivait à se mor-
dre la queue. Sans jamais ren-
contrer d'autres policiers, en
tenu que ceux du cru, manifest-
tement en accord. Pas trace, par
contre, de ces quelque neuf cents
hommes, des C.R.S. qui, selon
une rumeur, sont installés depuis
quelques semaines en renfort à
Valenciennes.

A 16 h. 15, la manifestation
devenait meeting sur la place
d'Armes. La municipalité de
Valenciennes, conduite par le
maire, M. Carous, sénateur
R.P.R., les attendait sur le pas
de la mairie. « Carous, Giscard
démision », a scandé sans trop y
croire la foule. Puis les orateurs
se sont succédé un par syndicat.
Tour à tour, MM. Michel War-
chols, secrétaire confédéral de
la C.G.T.; Louis Moric, secré-
taire national de la fédération
métallurgie C.F.D.T.; Paul Mar-
chechell, président de la fédération
de la métallurgie C.G.C. et un
représentant de la F.E.N., ont pris
la parole. Pour faire le procès
de la politique industrielle fran-
çaise, pour protester contre la
mise à mort du pays, pour décla-
rer la détermination à la lutte,
pour féliciter les manifestants
« d'avoir répondu si massivement
à l'appel des syndicats » et les
inviter à intensifier la lutte. Ils
ont été écoutés, sinon acclamés.
L'ordre de dispersion a été donné
et respecté au fur et à mesure in-
cident. Chacun est reparti sage-
ment, consentant que les syndicats
pouvaient à juste titre se flatter
d'avoir la confiance des travail-
leurs et d'acquiescer malicieusement
des moyens de la conserver.

PIERRE GEORGES.

En un an, selon l'ANPE

CHEZ LES JOURNALISTES SIX CENT TRENTE CHOMEURS ONT DISPARU DES LISTES DE DEMANDEURS D'EMPLOI

Les représentants de l'Union
nationale des syndicats de jour-
nalistes (U.N.S.J.), C.F.D.T., C.G.T.,
F.O.) viennent d'avoir la surprise
de constater que 630 journalistes
avaient disparu des listes de de-
mandeurs d'emploi établies par
l'Agence nationale pour l'emploi,
déclare un communiqué de
l'U.N.S.J., qui précise :

« D'après les chiffres commu-
niés par l'ANPE à la
commission paritaire du centre
national de reclassement des
journalistes, le nombre de jour-
nalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T.,
F.O.) a diminué de 243 à
1 223. L'U.N.S.J., qui déplore au
contraire une augmentation
continue et dramatique du chô-
mage dans la profession, s'élève
contre toute démarche de ce
genre tendant à minimiser le
problème pour éviter de le
soutenir. L'U.N.S.J. fait observer
que les plus récents conflits dans
la presse, à Elle, l'A.P.F., Radio-
France, l'Aurore, Sud-Radio, etc.,
ont tous été à une question
d'emploi. (...) »

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Le coût de la vie a augmenté de 1,5 % en janvier

De notre correspondant

Londres. — Le taux annuel de hausse des prix de détail a atteint 9,2 % en janvier. Ce résultat confirme les avertissements de M. Healey, chancelier de l'Échiquier, sur l'inévitabilité d'une remontée de ce taux au-dessus de 10 % à la fin de l'année. Mais les officiels estiment qu'elle se stabilisera en 1979 entre 10 % et 12 %, à condition que la livre sterling reste stable et que le prix du pétrole n'augmente pas trop brutalement. La poussée inflationniste n'en reste pas moins gênante pour le gouvernement, assiéger par les conservateurs, qui demandent l'élaboration rapide d'un budget rigoureux pour prévenir une nouvelle « explosion » des prix. — (A.F.P.)

● Une mission interministérielle de six membres a été nommée vendredi 16 février par M. Callaghan pour mettre au point le détail des modalités d'application de l'accord-cadre récemment conclu entre le gouvernement et les syndicats dans l'espoir de désamorcer l'agitation sociale en Grande-Bretagne (le Monde 13 et 16 février). Cette mission sera dirigée par M. Healey, chancelier de l'Échiquier. — (A.F.P., Reuters.)

BRESIL

● La production industrielle brésilienne a augmenté de 7,5 % en 1978. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans les secteurs de l'automobile (18,3 %), des matières plastiques (25 %), et de la chimie (9 %). En janvier, selon l'Institut brésilien des statistiques, l'indice se situait à un niveau supérieur de 14,3 % à celui de janvier 1978. La nette augmentation de la production industrielle en 1978 est à l'origine d'une croissance plus forte que prévu du P.N.B. brésilien, qui a progressé de 6,3 %. — (A.F.P.)

CHINE

● Le Japon a obtenu, après deux mois de négociations, la promesse de la Chine d'exploiter chaque année conjointement avec elle, les gisements sous-marins de pétrole situés dans le golfe de Pohai, annonce le 14 février, le Japon National Oil Corporation. Les réserves sont estimées à environ 872 millions de barils. Selon la société japonaise, un consortium aura l'exclusive responsabilité du projet, dont le coût attendu est de 400 milliards de yens (2 milliards de dollars). — (A.F.P.)

ITALIE

● La balance italienne des paiements a enregistré en janvier

Au Danemark

LE GOUVERNEMENT PROLONGE LE BLOCAGE DES PRIX JUSQU'AU 15 AVRIL

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le Parlement danois a, par quatre-vingt-dix voix contre cinquante-sept, autorisé le 16 février — au moyen d'une procédure d'urgence — le gouvernement à prolonger, jusqu'au 15 avril, la loi sur le blocage des prix votée pour six mois à la fin d'octobre 1978. Le premier ministre, M. Anker Jørgensen, souhaitait pouvoir prendre cette disposition afin d'éviter qu'une brusque flambée des prix à partir du 15 mars ne rende encore plus difficiles les négociations qui se déroulent entre patronat et syndicats pour le renouvellement des conventions collectives en vigueur depuis mars 1977. Ces pourparlers se trouvent d'ailleurs, pour l'instant, dans une impasse totale.

La prolongation ne souffrira aucune exception ni dispense et couvre aussi bien le secteur privé que le secteur public. De ce fait, les hausses de tarifs des transports ont été bloquées, ce qui aurait dû intervenir dès le début du mois prochain, sont donc automatiquement ajournés.

Les milieux industriels ont vivement protesté contre cette mesure. Elle a en revanche reçu l'approbation du président de la centrale syndicale L.O., M. Thomas Nielsen, qui a toutefois regretté qu'elle ne porte pas sur une période d'un mois ou six mois.

Lors du scrutin, les deux partis du gouvernement (social-démocrates et libéraux) ont reçu l'appui des radicaux. Les chrétiens populaires et le centre démocrate se sont abstenus. — C.O.

LES PAYS INDUSTRIELS PARTICIPERONT EN JUIN AU SOMMET DE TOKYO

Tokyo (A.F.P.). — Les gouvernements des États-Unis, de l'Allemagne fédérale, de la France, de la Grande-Bretagne, du Canada et de l'Italie ont accepté l'invitation du Japon au sommet de Tokyo prévu pour la fin juin. M. Teshima, directeur général du bureau des affaires économiques au ministère des affaires étrangères, a également indiqué que le Japon proposerait de participer au sommet. — C.O.

Le ministre des affaires étrangères, M. Suga, a déclaré que les informations selon lesquelles le Japon participerait pas à la conférence.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Soutien au dollar - Léger malaise sur le franc

Soutien massif des banques centrales en faveur du DOLLAR, malmené par les péripéties de la crise iranienne et la hausse partielle des prix du pétrole léger ; malaise sur le FRANC FRANÇAIS pour des motifs à peu près analogues, conjugués avec les conflits sociaux, mais les faibles marges de la semaine sous revue.

Lundi, les événements d'Iran, et notamment la victoire de l'ayatollah Khomeini, déprimèrent le DOLLAR, qui se raffermisit le jour suivant grâce aux interventions massives des banques centrales, notamment la Bundesbank. De plus, M. William Miller, président du conseil d'administration du système de réserve fédérale (FED), réaffirma l'intention des autorités monétaires américaines de soutenir le DOLLAR. « Nous n'hésiterons pas à utiliser les moyens mis à notre disposition si nous sommes confrontés à une seconde émission de bons Carter » en Allemagne fédérale, pour 1,35 milliard de dollars, après celle de 1,5 milliard de dollars le 13 décembre dernier.

Dans ces conditions, même l'annonce, mercredi, d'une hausse de leur pétrole par les Émirats d'Abu-Dhabi et du Qatar, n'a entraîné qu'une baisse modérée de la monnaie américaine, dont les cours se sont, finalement, inscrits en légère hausse d'une semaine. Les autres monnaies ont subi une légère baisse d'une semaine.

Le Japon a annoncé d'un déficit sensible de la balance commerciale en janvier a permis au DOLLAR de remonter de 188 yens à plus de 200 yens d'un vendredi à l'autre.

Un léger malaise a affecté cette semaine la tenue du FRANC FRANÇAIS, qui s'est inscrit en baisse par rapport à toutes les monnaies, et surtout par rapport aux monnaies fortes, notamment le DEUTSCHENMARK, qui a dépassé 230 F pour la première fois depuis le début de l'année. Le D.M. a été soutenu par la Banque de France, jugée inutile d'intervenir. Les milieux financiers attendent néanmoins de voir quelle sera son attitude et le D.M. dépasse 231 F la semaine prochaine. À l'évidence, il se passe quelque chose sur le marché des changes ces derniers jours. Ce n'est pas le même en règle n'a été décidé.

aucune véritable défiance ne se manifeste, mais, aussi bien à l'étranger qu'en France, on se pose des questions.

Outre la gravité des conflits sociaux, qui ne laissent pas d'inquiéter certains, la hausse prévisible du prix du pétrole fait craindre à beaucoup à la fois une dégradation de la balance commerciale française et une reprise de l'inflation. De là à penser que la politique de M. Raymond Barre pourrait échouer, il n'y a

des chefs d'entreprise (marges, investissements et même emploi). « États d'âme » des milieux financiers ou glissement précurseur ?

Il est encore difficile de mesurer exactement les dégâts infligés à notre économie par la nouvelle crise du pétrole, d'autant que nos voisins suisses et ouest-allemands viennent d'enregistrer une hausse sensible de leurs prix intérieurs (voir l'article de Paul Fabra dans le Monde du 17 février). Le

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne intérieure donne ceux de la semaine précédente)

PLAGE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	—	2,0630 2,0650	8,5608 8,5602	3,2428 3,2222	3,7113 3,6992	58,5677 58,4655	4,0169 3,9979	1693,52 1675,17
New-York...	2,0630 2,0650	—	23,3972 23,3716	33,9240 30,3390	33,9085 34,2885	3,4189 3,4282	49,8753 50,1594	6,1189 6,1196
Paris.....	8,5608 8,5602	4,2746 4,2425	—	335,15 256,83	238,55 212,76	14,6128 14,5949	213,16 212,76	5,8850 5,8777
Zurich....	2,2429 3,2222	166,85 163,70	38,0283 38,8571	—	80,0431 80,6102	5,7862 5,5882	82,2189 82,6909	1,9861 1,9832
Frankfurt.	3,7113 3,6992	185,36 184,50	63,3551 63,4888	11,8878 11,2458	—	6,3375 6,3326	82,1189 82,5275	2,2046 2,2082
Bruxelles	58,5677 58,4655	29,2490 28,1388	6,8413 6,8682	17,5247 17,5789	15,7798 15,7886	—	14,5835 14,6088	3,4788 3,4865
Amsterdam	4,0169 3,9979	206,50 192,40	46,8115 47,8005	120,1676 120,3379	108,20 29 108,0738	6,8570 6,8421	—	3,3654 2,3865
Milan....	1693,52 1675,17	840,50 835,50	196,6541 196,3357	523,74 524,22	452,94 452,94	22,9448 22,9833	419,20 415,66	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels de change. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 liras.

qu'un pas, vite franchi, notamment lors de nos frontières, où l'occurrence, il paraît peu probable de réduire ce fameux « différentiel d'inflation » qui fait si peur aux cambistes.

Sur le marché de l'or, les cours se maintiennent au niveau élevé de 347 dollars environ, après un repli à 327 dollars et demi en début de l'année. La stabilité de la monnaie américaine. À l'évidence, l'inquiétude l'emporte, et le prix du « fabuleux métal » traduit ce sentiment.

FRANÇOIS RENARD.

MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelle avance du cuivre et du zinc

MÉTALLS. — La hausse se poursuit sans discontinuer sur les cours du cuivre et du zinc. Les deux métaux ont atteint 25 % de hausse. Les craintes de pénurie sont encore loin de s'éteindre. En effet, le stock mondial d'un minerai de cuivre a subi une réduction de 30 % par rapport à la fin de l'année 1978. Quant aux stocks britanniques de métal, ils sont revenus à leur niveau le plus bas depuis fin 1977, soit à 340 000 tonnes (10 125 tonnes).

Nouvelle progression des cours du zinc à Londres. Pour la seconde fois depuis le 1^{er} janvier, les producteurs européens ont décidé de baisser le prix de leur métal, pour le porter de 780 à 800 dollars la tonne. Il reste encore à voir si les producteurs européens ont pu résister à l'offre de métal, ont porté leurs prix. Quant aux stocks mondiaux, ils tendent à se réduire.

Effacement des cours du plomb à Londres malgré des achats limités effectués pour le compte de plusieurs pays d'Europe orientale.

Permettent de constater que les cours de Londres ont été progressivement relâchés pour le zinc, le cuivre et le plomb de 25 % en corrélation avec

la hausse de l'or et les incertitudes monétaires et politiques. Nombre de spéculateurs ont pris une nouvelle tension des prix, fonction toutefois de la politique américaine qui sera suivie en matière de liquidation des stocks stratégiques.

Les prix de l'aluminium atteignent 1 300 dollars la tonne soit 200 dollars de plus qu'un commencement de l'année.

RENTIERS. — Les cours de la laine sont soutenus sur les différents marchés à terme. Les exportations australiennes se sont accrues de 35 % atteignant 262,8 millions de kilos pour les cinq premiers mois de l'année en cours. Le Japon a acheté de 21,3 % (89 531 balles) ses achats de laine en Australie durant les sept premiers mois de la saison en cours.

En décembre et janvier, les achats de la commission australienne de la laine s'élevaient à 95 000 balles en lieu de 1 000 000 balles en un an.

DEVIANTS. — Reprise des cours du sucre sur l'ensemble des places commerciales étendues par la confirmation de la vente de 280 000 tonnes de sucre à l'U.S.S.R. par deux négociants français et britanniques.

Les cours du café se sont effrités. L'Institut brésilien du café estime la récolte brésilienne pour la saison 1979-1980 à 21,3 millions de sacs, soit

1,3 million de sacs de plus qu'en 1978-1979.

CÉRÉALES. — La rupture des négociations relatives à la signature d'un accord international sur le blé à Genève a exercé peu d'influence sur le marché aux grains de Chicago.

Cours des principaux marchés

du 16 février 1979

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALLS. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wharfedale) comptant, 972 (951,50) ; à trois mois, 988 (968,50) ; à six mois, 1 000 (978,00) ; zinc, 7 200 (7 110) ; plomb, 820 (822) ; étain, 403 (395) ; argent (en pence par once troy), (359,1).

NEW-YORK (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 86 (84,40) ; aluminium (111 g o t a), inch. (60,50) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (107,50) ; mercure (par bouteille de 16 lb), 200-208 (190-210).

PANAMA (en dollars des États-Unis par pied de 22 lbs) : 1 900 (1 910).

RENTIERS. — New-York (en cents par lb) : coton mars, 65,28 (63,35) ; mai, 67,55 (65,80).

Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (pignée à sec) mars, 228 (220) ; jupe (en dollars par tonne) Pakistan, White Gate C, inch. (512).

Roubaix (en francs par kilo) : laine mars, 22,20 (22,50).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S., comptant, 60,75-61,75 (60,75-62).

DEVIANTS. — New-York (en cents par lb) : cacao, mars, 155,50 (157,00) ; mai, 158,50 (160) ; sucre, mars, 4,53 (4,54) ; mai, 4,51 (4,53) ; café, mars, 122,20 (125,50) ; mai, 121,40 (123,50).

Londres (en livres par tonne) : sucre, mars, 105,00 (104,80) ; mai, 111,50 (109,00) ; café, mars, 1,908 (1,417) ; mai, 1,333 (1,327) ; cacao, mars, 1,745 (1,790) ; mai, 1,801 (1,840).

Paris (en francs par quintal) : cacao, mars, 1 460 (1 475) ; mai, 1 480 (1 515) ; café, mars, 1 175 (1 190) ; mai, 1 132 (1 138) ; sucre (en francs par tonne) : mai, 931 (977) ; août, 950 (952).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par bushel) : blé, mars, 327 1/4 (324 3/4) ; mai, 343 3/4 (344 3/4) ; maïs, mars, 237 3/4 (236 3/4) ; mai, 233 1/4 (237 1/2).

Indice : Reuters : 1 028,20 (1 031).

Moody's : 1 042,70 (1 043,50).

AFFAIRES

FORD VEUT CÉDER SA PARTICIPATION DANS LA SOCIÉTÉ RICHIER

La direction du groupe automobile américain Ford a fait part de sa décision de céder sa participation, largement majoritaire, dans la société française Richier, dont il avait pris le contrôle en 1972. La société Richier, un des principaux constructeurs français de matériel de travaux publics, connaît depuis plusieurs années de graves difficultés. En 1977, le groupe avait ainsi enregistré une perte de 46 millions de francs (après un déficit de 41 millions de francs en 1976). Cette situation avait entraîné la fermeture de l'usine de Font-de-Claix (Isère) en 1977 et d'importantes compressions de personnel. Pour l'instant, aucun candidat au rachat de Richier ne s'est manifesté.

RECTIFICATIF.

Un « mastik » a rendu incompréhensible un passage de l'article de Paul Fabra, en page 37, dans la première édition du 17 février. Il fallait lire : « À l'instar des Américains et des Britanniques, elle a, au contraire, condamné le reproché aux responsables de Bonn (et de Tokyo) de ne pas pratiquer des politiques contractuelles suffisamment « actives », c'est-à-dire qu'à l'inflation américaine et à sa conséquence — la faiblesse du dollar — devait correspondre une déflation, au moins relative, dans les pays dont la monnaie se revalorisait par rapport à la devise américaine. »

PRÉCISION. — Dans le commentaire sur la candidature de Paul Fabra au poste de président de la République, nous avons mentionné que des compensations (le Monde du 17 février), il fallait lire : « On redoute à Paris que les Britanniques refusent avec une particulière insistance une augmentation, même légère, des prix communs qu'ils ont obtenu auparavant les 5 % de dévaluation de la « livre verte », et non pas « ils n'ont pas obtenu auparavant les 5 % ».

CONJONCTURE

LE PRINCIPE D'UNE AUGMENTATION DE L'AIDE FRANÇAISE AU DÉVELOPPEMENT EST ARRÊTÉ

Le président de la République a, vendredi 16 février, un conseil national de planification consacré à l'aide bilatérale et multilatérale de la France au développement. Ce conseil a décidé, en principe, d'une augmentation de cette aide dans les années à venir.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA SOCIÉTÉ BERTRAND FAURE - ÉPÉA COMMUNIQUE :

« Après les nombreux épisodes dont la presse a fait l'écho, une majoration de 25 % du capital, est maintenant décernée par un groupe industriel et financier réuni autour des dirigeants actuels.

L'expérience des nouveaux actionnaires dans les deux domaines d'activité de Bertrand Faure-Épéa (détachements et litaires) permettra de poursuivre le développement harmonieux de l'entreprise. »

LES RÉSULTATS DE JANVIER CONFIRMENT LA PRÉCARITÉ DE L'ÉQUILIBRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

En janvier, le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 1,3 milliard de francs. Dans le domaine des importations, les importations brutes, mais excluant de 51 millions de francs, après correction des variations saisonnières.

En données brutes, les importations ont atteint 22 972 millions de francs (+ 1,2 % par rapport au mois précédent, + 12,2 % en un an) et les exportations 21 683 millions de francs (- 3,1 % en un mois, + 14,3 % en un an). Le déficit a donc été de 1 289 millions de francs, ce qui est important (- 597 millions en décembre).

Après correction des variations saisonnières (méthode qui, malgré ses imprécisions, permet de dégager une tendance), les importations ont atteint 21 791 millions de francs en janvier 1979 (+ 0,3 % en un mois, + 11,6 % en un an), et les exportations 21 542 millions (- 4,3 % en un mois, + 14,3 % en un an). L'excédent a été de 249 millions, contre un déficit de 1 063 millions en décembre.

Le commerce des biens d'équipement professionnels a dégagé en janvier (après correction des variations saisonnières) un excédent de 1,7 milliard de francs. Dans le domaine automobile (7 contre 10 pièces détachées et les véhicules utilitaires), le surplus s'est établi à 2,1 milliards de francs, c'est-à-dire à 7 % au-dessus de la moyenne mensuelle de 1978.

Les échanges agro-alimentaires ont dégagé un excédent de 155 millions de francs en raison des exportations de céréales qui ont atteint 1,5 milliard de francs en janvier contre 1 milliard de francs en décembre. Par contre, la situation des seuls produits alimentaires transformés est restée désastreuse, note le ministre du commerce extérieur.

Le déficit énergétique s'est élevé à 5,3 milliards de francs, à un niveau inférieur de 0,5 milliard de francs à celui — particulièrement élevé — en raison d'un stockage d'électricité avant la hausse de l'ORPEP — du mois précédent.

Enfin, une nouvelle poussée des importations de biens de consommation a entraîné à un déficit de 219 millions de francs dans ce secteur.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. MÈS
3. VIOLENCES
4. ÉTRANGER
5. EUROPE
6. SOCIÉTÉ
7. JUSTICE
8. DÉFENSE

LE MONDE AUJOURD'HUI

- PAGES 7 A 14.
- Au fil de la semaine : Inté-
rence, par Pierre Vismann-
Poné.
 - Lettre de Pucallpa, par Chris-
tian Martin.
 - La vie du langage, par Jac-
ques Cellard.
 - Bonnes Feuilles : « Le sang
de l'espérance », de Samuel Pissar.
RADIO-TELEVISION : Après les
Hondourenses à la S.P.P., la
deuxième mort de l'O.R.T.F. ?
par Thomas Fenech. Ba-
taille pour la télévision de
demain, par François-Régis
Bastide.
 - 15-17. CULTURE
 - MUSIQUE : Les appels du
« Pierrot lunaire ».
 - THÉÂTRE : « Platonov » à
Aubervilliers.
 - 18. RÉGIONS
 - Le Jardin des Halles de Paris.
 - 19-20. ÉCONOMIE
 - 20-21. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (9 à 13)
Carnet (18) : Informations pra-
tiques (17) : « Journal officiel »
(17) : Météorologie (17) : Mots
croisés (17).
- Le numéro du « Monde »,
daté 17 février 1979, a été tiré
à 582 407 exemplaires.

En Allemagne fédérale

La condamnation de M^{re} Croissant à deux ans et demi de réclusion est considérée comme assez modérée

De notre correspondant

Bonn. — A l'issue du procès
M^{re} Croissant a été condamné,
vendredi 16 février, à Stuttgart,
à deux ans et demi de prison
pour avoir « soutenu une
association criminelle ».

Le président du tribunal,
M. Strohmacher, s'est efforcé d'éta-
blir qu'on ne reprochait pas à
M^{re} Croissant ses méthodes
« agressives » dans la défense du
groupe Baader-Meinhof, mais
d'avoir, en transmettant à l'exté-
rieur des ordres des emprisonnés
d'espionnage, « encouragé la révo-
lution ».

Cette condamnation, qui est
considérée comme assez modérée,
est la première d'un genre nouveau
qui a été introduite par la loi sur
la répression de la « subversion ».

Le juge a déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

Il a également déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

Il a également déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

Il a également déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

Il a également déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

Il a également déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

Il a également déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

Il a également déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

Il a également déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

Il a également déclaré que M^{re} Croissant
était « un homme d'exception ».

M^{re} DE FÉLICE : comment défendre un avocat jugé d'avance ?

M^{re} Jean-Jacques de Félice a
déclaré à propos de cette
condamnation :

« Il faut protester contre le
jugement rendu, mais surtout en
tirer une leçon pour l'avenir. Com-
ment défendre en effet des hom-
mes et des femmes déclarés
« indéfendables » ou contraints à
« accepter » que des avocats
soient jugés d'avance ? »

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

Comment défendre un avocat
jugé d'avance, condamné
avant d'avoir été jugé ?

PÉKIN QUALIFIE D'« EXPLOSIVE » LA SITUATION A LA FRONTIÈRE VIETNAMIENNE

Le Vietnam a rejeté, samedi 17 fé-
vrier, une proposition de la Chine
relative à la situation à la frontière
vietnamienne.

Après un incident de frontière
qui, selon Pékin, a fait quatorze
morts et une vingtaine de blessés
parmi les Chinois, le ministre viet-
namien des Affaires étrangères a
déclaré que les Chinois portaient la
responsabilité des « crimes commis »
à la frontière.

La Chine, dans une lettre adressée
jeudi au Conseil de sécurité des
Nations unies et publiée samedi,
souligne pour sa part le caractère
« explosif » de la situation. Tous les
commentaires de la presse chinoise
de samedi sont consacrés à la ten-
sion sur la frontière vietnamienne.

Le premier ministre vietnamien,
M. Phan Van Dong, arrivé vendredi
à Hanoï, a tenu une conférence de
presse. D'autre part, le secrétaire
général du comité central
de l'UNFUNK, M. Ros Samay, est
arrivé vendredi à Moscou pour
« consolider l'unité » entre les peu-
ples du Kampuchea et de l'U.R.S.S.,
indique Tass. — (A.F.P.)

LE CENTENAIRE DE L'HOPITAL TENON

Nous devons fixer un butoir à la progression des dépenses hospitalières déclare Mme Veil

Mme Simone Veil, ministre de
la Santé et de la Famille, a réaf-
firmé, à l'occasion de la commé-
moration du centenaire de l'hôpital
Tenon (Paris) (1), en présence de
M. Gabriel Fallos, directeur gé-
néral de l'Assistance publique, et
M. Claude-Gérard Maréchal, député
de Paris, qui représentait M. Jac-
ques Chirac, les nouvelles orien-
tations de la politique hospitalière.
« Il s'agit, a-t-elle déclaré, de
faire passer le choix et la
qualité sélective au renforcement
des équipements lourds, de ne plus
substituer le nombre de lits, voire
de la réduire à l'occasion des mo-
difications, de contrôler le déve-
loppement des équipements lourds
et de surveiller avec plus d'atten-
tion le développement des dépenses
hospitalières de façon à les faire
évoluer dans un cadre défini en
fonction de nos ressources ».

Mme Veil a encore ajouté :
« La nouvelle orientation ne peut
réussir que si les médecins et les
gestionnaires des hôpitaux se pen-
sent sur la nécessité de faciliter les
soins hebdomadaires des malades,
sur l'amélioration de la program-
mation des examens ou sur la
meilleure coordination entre
l'hôpital et la médecine de ville ».

Les nouvelles orientations de la
politique hospitalière ont provo-
qué d'ores et déjà des réactions
hostiles de l'ensemble des orga-
nismes représentatifs des mé-
decins hospitaliers : « L'objectif
volonté du gouvernement de limi-
ter les dépenses de santé et la
création de budgets globaux, ont
déclaré leurs responsables lors
d'une conférence de presse, risque
de nuire à la qualité des soins ».

85 % des dépenses hospitalières
sont de caractère obligatoire
(salaires des personnels, frais
financiers et dépenses d'héber-
gement) et augmentent selon l'évo-
lution des prix. C'est nécessaire-
ment sur les 15 % restants du
budget qui représentent les dé-
penses de soins (examens, médi-
caments), que s'exerce la
compression tarifaire. Une telle
limitation ne peut amener qu'à
une situation où seront retardées
les interventions non urgentes,
comme c'est le cas en Angleterre
et en Suède.

Mme Simone Veil a également
répondu elle-même lors de cette
cérémonie de l'hôpital Tenon aux
quelques dizaines d'étudiants qui
l'avaient interrompue à deux re-
prises durant son discours pour
contester l'acte de réforme des
études médicales.

« L'objectif de la réforme, a-t-elle
déclaré, est que ce projet
soit voté et que soit limité le
nombre de médecins, en fonction
des besoins. C'est en même temps
notre intérêt, a-t-elle ajouté, si
vous voulez éviter l'apparition de
médecins proliférants ».

« D'ores et déjà, certains jeunes praticiens
n'effectuent pas plus de quatre ou
cinq actes par jour. En tout état
de cause, c'est au Parlement et
non aux étudiants de décider du
bien-fondé de ce projet ».

Une mobilisation des étudiants,
notamment dans les C.E.U. de
médecine, a été organisée pour
se battre contre le projet de réforme,
notamment dans les C.E.U. de
Necker et de Saint-Antoine.

La visite de M. Deniau en Irak

LES ESPÉRANCES DÉÇUES

M. Jean-François Deniau se
rend à Bagdad du 17 au 20 fé-
vrier 1979, afin de présider, avec
son homologue irakien, M. Adnan
Husseini Al Hamdani, ministre du
plan et membre du Conseil de
commandement de la révolution,
la commission mixte de coopéra-
tion économique. Cette session,
la troisième du genre, qui devait
avoir lieu fin octobre, avait été
reportée officiellement pour des
raisons de calendrier, en fait,
sans doute, à cause du refroidis-
sement des relations franco-
irakiennes à la suite de la fusil-
lage, le 31 juillet, de l'ambassadeur
d'Irak à Paris et du but de la
visite du ministre français du
commerce extérieur, qui fait
suite au voyage à Paris, début
janvier, du vice-président de la
République d'Irak, M. Maarouf,
à pour objet de relancer des
relations économiques qui ont,
pour le moins, pris un profil
bas.

La France est le premier aché-
teur de brut irakien et, pourtant,
elle n'a obtenu, l'an dernier,
aucun contrat important dans le
domaine pétrolier et pétrochimique.
Ce contraste sonne le glas des
espérances fondées, au moment
de la crise pétrolière, sur le
marché irakien. M. Jacques
Chirac, alors premier ministre
français, avait paré à la cour-
sion d'un contrat de 100 millions
de francs, mais ce contrat n'a
pas été signé.

En 1974, de 15 milliards de francs
de contrats. L'an dernier, la
France a signé pour seulement
350 millions de francs de com-
mandes contre 1 milliard en
1977 (y compris les 500 millions
d'un contrat « stratégique » de
réservoirs enterrés d'hydro-
carbures) et 2 milliards en 1976.

Parallèlement, le taux de cou-
verture des importations fran-
çaises en provenance d'Irak par
les exportations s'est détérioré
d'année en année : 36 % en
1975, 30 % en 1976, 24 % en
1977 et 1978.

En 1978, les ventes fran-
çaises ont atteint, l'an der-
nier, 2,25 milliards de francs
(+ 5,4 %), les achats 9,55 mil-
liards (+ 8,2 %), ce qui repré-
sente un déficit de 7,3 milliards
de francs contre 6,8 milliards en
1977 et 5,5 milliards en 1976.

Bien qu'ayant réussi, à peu près,
à maintenir sa part de marché
(environ 5,5 %), la France, de
troisième fournisseur de l'Irak en
1976 et 1977, a dû passer, en
1978, à la quatrième ou même à
la cinquième place, après le
Japon, l'Allemagne, l'Italie,
la Grande-Bretagne et l'Italie.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978, sont passés à 17 millions
en 1976, 18 millions en 1977
et pourraient atteindre 25 mil-
lions de tonnes cette
année, compte tenu de la décla-
tion irakienne.

En fait, la France n'a pas pro-
fité de sa position d'acheteur
privé de pétrole, se trou-
vant même victime de l'Irak
dans une position de dépen-
dance accrue. Ce pays fournit,
en effet, 16 % des approvision-
nements français (20 millions
de tonnes en 1978, soit 17 % de
la production irakienne) contre
14 % pour l'Italie et seulement
1 % pour la R.F.A. L'Irak est
ainsi le deuxième fournisseur de
pétrole de la France, après l'Ar-
gérie, la Libye, l'Arabie Saoudite,
et les achats, qui n'atteignent
que 12 millions de tonnes en
1978